



# LA SÉANCE PLÉNIÈRE ET L'ACTIVITÉ DU SÉNAT

*(1<sup>er</sup> octobre 2021 – 30 septembre 2022)*

**RAPPORT**

***présenté à M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT***



**TOME II**  
**STATISTIQUES**



## SOMMAIRE

PROPOS INTRODUCTIF .....	7
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE.....	9
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE ANNÉE PARLEMENTAIRE 2021-2022 (1 <sup>ER</sup> OCTOBRE 2021 – 30 SEPTEMBRE 2022) .....	11
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSION ORDINAIRE 2021- 2022 (1 <sup>ER</sup> OCTOBRE 2021 – 30 JUIN 2022) .....	15
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSION EXTRAORDINAIRE 2021-2022 .....	17
STATISTIQUES RELATIVES À LA COMPOSITION DU SÉNAT .....	19
L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2021-2022.....	25
I. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT.....	25
A. SÉANCE PUBLIQUE : NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES, DURÉE DES TRAVAUX SELON LEUR NATURE.....	25
B. RÉPARTITION DES SEMAINES DE SÉANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SÉNAT .....	28
C. ACTIVITÉ DU SÉNAT, HORS ORDRE DU JOUR GOUVERNEMENTAL.....	29
1. <i>Ordre du jour des « espaces réservés »</i> .....	29
2. <i>Ordre du jour des semaines sénatoriales de contrôle de l'action du Gouvernement et             d'évaluation des politiques publiques</i> .....	32
3. <i>Ordre du jour des semaines d'initiative sénatoriale</i> .....	38
4. <i>Ordre du jour à l'initiative du Sénat dans les semaines réservées au Gouvernement</i> .....	43
5. <i>« Superpriorité » gouvernementale</i> .....	43
D. MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE .....	43
E. RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE EN SÉANCE PUBLIQUE .....	44
II. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT .....	45
A. PROJETS DE LOI DÉPOSÉS EN PREMIER LIEU SUR LE BUREAU DU SÉNAT.....	45
B. TEXTES ADOPTÉS PAR LE SÉNAT.....	51
1. <i>Bilan législatif</i> .....	51
2. <i>Propositions de loi sénatoriales</i> .....	53
3. <i>Décisions de rejet émises par le Sénat sur l'ensemble des propositions de loi issues de             l'assemblée nationale et des projets de loi</i> .....	58

C. MODALITÉS D'ADOPTION DES TEXTES.....	59
1. Procédures accélérées .....	59
2. Procédure de vote unique .....	62
3. Demandes de seconde délibération.....	62
4. Commissions mixtes paritaires.....	63
5. Nouvelle délibération (Article 10, alinéa 2, de la Constitution).....	64
D. AMENDEMENTS.....	65
1. « Braquet » d'examen des amendements sur les textes dont la première lecture a été supérieure à 10 heures .....	65
2. Amendements déclarés irrecevables.....	66
3. Treize textes ont fait l'objet du dépôt d'au moins 80 amendements .....	66
E. ACCROISSEMENT TOTAL DES TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS (HORS CONVENTIONS INTERNATIONALES).....	68
F. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION .....	75
1. Propositions de résolution déposées (hors article 88-4 de la Constitution).....	75
2. Propositions de résolution adoptées (hors article 88-4 de la Constitution).....	78
G. CONSULTATION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL .....	79
<b>III. DÉBATS ET CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT .....</b>	<b>81</b>
A. DÉBATS .....	81
1. Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement (5) .....	81
2. Débats consécutifs aux réunions du Conseil européen (2).....	82
3. Interventions des forces armées à l'étranger .....	82
4. Débats d'initiative sénatoriale (32) .....	83
B. QUESTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE .....	88
1. Questions d'actualité au Gouvernement.....	88
2. Questions orales .....	89
3. Questions écrites .....	90
C. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES .....	91
D. COMMISSIONS D'ENQUÊTE.....	98
E. MISSIONS D'INFORMATION.....	99
F. DÉPÔTS DE RAPPORTS AU PARLEMENT .....	100
1. Liste des rapports périodiques déposés sur le bureau du Sénat (total : 51 rapports) .....	100
2. Liste des rapports uniques déposés sur le bureau du Sénat (total : 63 rapports).....	106
3. Liste des rapports sur la mise en application des lois déposés sur le bureau du Sénat (article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit) (total : 19 rapports) .....	114
G. LA PROCÉDURE D'AUDITION PUIS D'AVIS DES COMMISSIONS PERMANENTES .....	117
1. Nominations en application de l'article 13 de la Constitution.....	117
2. Auditions ou avis de commissions en application de divers textes législatifs - Année parlementaire 2021-2022 .....	120

<b>IV. COMPARAISONS STATISTIQUES PLURIANNUELLES : LES 63 ANS DU SÉNAT.....</b>	<b>121</b>
A. NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES.....	121
B. PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI DÉPOSÉS.....	125
C. DÉCLARATIONS D'URGENCE ET PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES.....	127
D. NOMBRE DE LOIS ADOPTÉES DÉFINITIVEMENT ET NOMBRE D'AMENDEMENTS DE SÉANCE DÉPOSÉS ET ADOPTÉS.....	130
E. EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES INITIALE (1 <sup>RE</sup> LECTURE).....	133
F. « BRAQUET » D'EXAMEN DES AMENDEMENTS (COMPARAISON PLURIANNUELLE).....	134
G. MODALITÉS D'ADOPTION DES LOIS (HORS CONVENTIONS).....	136
1. <i>Tableau récapitulatif</i> .....	136
2. <i>Les commissions mixtes paritaires réussies</i> .....	138
3. <i>Les lois adoptées, hors conventions, par accord entre les deux assemblées (soit par le jeu de la navette, soit à la suite d'une commission mixte paritaire)</i> .....	139
4. <i>Le dernier mot donné à l'Assemblée nationale</i> .....	141
H. ORIGINE DES LOIS PROMULGUÉES DEPUIS 1959.....	144
I. TAUX DE REPRISE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES AMENDEMENTS ADOPTÉS AU SÉNAT DEPUIS 1970.....	146
J. QUESTIONS D'ACTUALITÉ AU GOUVERNEMENT.....	148
K. QUESTIONS ORALES.....	150
L. QUESTIONS ÉCRITES.....	152
M. COMPARAISONS PLURIANNUELLES SUR L'ACTIVITÉ DU SÉNAT LORS DE LA SESSION ORDINAIRE.....	154
1. <i>Activité générale du Sénat</i> .....	154
2. <i>Activité législative du Sénat</i> .....	155
3. <i>Contrôle par le Sénat de l'activité du Gouvernement</i> .....	161
4. <i>Sessions extraordinaires depuis 2015-2016</i> .....	164
N. LISTE DES 71 COMMISSIONS DE CONTRÔLE ET COMMISSIONS D'ENQUÊTE CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1959.....	165
O. LISTE DES 91 MISSIONS D'INFORMATION CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1969.....	174
<b>V. CALENDRIERS DE LA SESSION 2021-2022.....</b>	<b>185</b>
A. DATES DES RÉUNIONS DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS.....	185
B. DATE DES ESPACES RÉSERVÉS ET DES SÉANCES DE QUESTIONS.....	185
C. CALENDRIER DE LA SESSION 2021-2022.....	187



## PROPOS INTRODUCTIF

Le présent document rassemble les statistiques établies par la direction de la Séance sur l'activité du Sénat au cours de l'année parlementaire 2021-2022 (du 1<sup>er</sup> octobre 2021 au 30 septembre 2022).

Il comprend en introduction un **bilan général de l'année** (chiffres clés de la séance publique), ainsi que des statistiques relatives à la composition du Sénat.

Quatre ensembles de séries statistiques présentent ensuite de façon synthétique l'activité du Sénat : son **activité générale en séance publique** (I), son **activité législative** (II), son **activité de contrôle ou de « prospective »** (III) et des **comparaisons statistiques sur plusieurs années** (IV).

Les calendriers des Conférences des Présidents, des séances réservées et des semaines de séance sont rappelés en fin de volume (V).



## **LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE**



**LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE**  
**ANNÉE PARLEMENTAIRE 2021-2022**  
**(1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2021 - 30 SEPTEMBRE 2022)**

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
<b>Semaines de séance publique</b>	39	40	26
- Semaines gouvernementales	20	18,5	10,5
dont PLFSS et PLF	4	4	1,5
- Semaines sénatoriales	15	14	9,5
dont semaines de contrôle	8,5	7,5	7,5
- Session(s) extraordinaire(s)	4	6,5	5
- Autres semaines (élection du Président)	-	1	1
<b>Jours de séance publique</b>	110	142	80
<b>Heures de séance publique</b>	699 h 31	992 h 27	478 h 49
dont travaux législatifs	296 h 54	574 h 15	257 h 43
dont travaux de contrôle	176 h 22	191 h 50	136 h 08
dont lois de finances	197 h 55	177 h 36	52 h 22
dont lois de financement de la sécurité sociale	26 h 30	42 h 20	31 h 12
dont travaux divers	1 h 48	6 h 24	1 h 22
<b>Durée moyenne du jour de séance</b>	6 h 21	6 h 59	5 h 59
<b>Heures de séances de soir/nuit</b>	149 h 02 21 %	224 h 59 22,7 %	97 h 05 20 %
<b>Projets de loi déposés au Sénat</b> (hors conventions internationales)	41 sur 88 47 %	35 sur 94 37,2 %	91 sur 117 77,8 %
<b>Propositions de loi déposées au Sénat</b>	166	185	213
<b>Amendements déposés</b>			
- En commission	2 152	6 467	1 667
- En séance	8 246	13 595	5 677
<b>Amendements adoptés</b>			
- En commission	1 016	3 233	826
- En séance	1 703	2 695	990
<b>Taux de reprise des amendements du Sénat par l'Assemblée nationale</b>	45 %	58 %	64 %
<b>Textes examinés par le Sénat</b> (hors conventions internationales)	78	108	82
dont propositions de loi (dont Sénat)	51 35	68 43	61 31
<b>Procédures accélérées engagées</b>	49	60	37

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
<b>Textes adoptés définitivement</b> (hors conventions internationales)	42	54	61
dont propositions de loi	18	19	41
dont Sénat	4	4	11
<b>Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat adoptées</b>	-	1	-
<b>Conventions internationales adoptées définitivement</b>	14	22	18
<b>Total des textes adoptés définitivement</b>	56	76	79
<b>Modalités d'adoption des textes</b> (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	16	16	22
Adoptions texte CMP	18	25	29
Dernier mot à l'Assemblée nationale	8	13	10
<b>Réunions CMP</b>	23	38	42
Accords	16	25	29
<b>Délai moyen d'adoption des textes<sup>1</sup></b> (en jours)	235	250	295

<b>Ordonnances</b>			
Nombre d'habilitations accordées	123	104	36
Nombre d'ordonnances publiées	100	109	42
Nombre d'ordonnances ratifiées	3	20	16

<b>Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement</b>	6	6	5
<b>Débats relatifs au Conseil européen</b>	3	4	2
<b>Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger</b>	-	-	-
<b>Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger</b>	-	-	-
<b>Débats d'initiative sénatoriale</b>	44	45	32

<sup>1</sup> Hors PLF, PLFR, PJJ de Règlement, PLFSS, PJJLC et conventions.

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
<b>Questions d'actualité au Gouvernement</b>			
Nombre de séances	38	36	22
Nombre de questions	516	580	355
<b>Questions orales discutées</b>	309	421	339
<b>Questions écrites</b>			
Nombre de questions	5 571	6 699	6 837
Nombre de réponses	3 476	4 659	2 863
<b>Scrutins publics</b>	146	190	153
<b>Rappels au règlement</b>	60	54	24



**LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE**  
**SESSION ORDINAIRE 2021-2022**  
**(1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2021 - 30 JUIN 2022)**

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
<b>Semaines de séance publique</b>	35	33,5	21
- Semaines gouvernementales	20	18,5	10,5
dont PLFSS et PLF	4	4	1,5
- Semaines sénatoriales	15	14	9,5
dont semaines de contrôle	8,5	7,5	4,5
- Autres semaines <sup>1</sup>	-	1	1
<b>Jours de séance publique</b>	99	118	66
<b>Heures de séance publique</b>	626 h 52	822 h 07	405 h 17
dont travaux législatifs	276 h 45	433 h 12	222 h 00
dont travaux de contrôle	163 h 15	174 h 48	122 h 09
dont lois de finances	158 h 32	165 h 20	29 h 13
dont lois de financement de la Sécurité sociale	26 h 30	42 h 20	31 h 12
dont travaux d'ordre interne	1 h 48	6 h 24	0 h 41
<b>Durée moyenne du jour de séance</b>	6 h 19	6 h 58	6 h 08
<b>Heures de séances de soir/nuit</b>	136 h 44 22 %	173 h 21 21 %	76 h 34 19 %
<b>Projets de loi déposés au Sénat</b> (hors conventions internationales)	30 sur 69 43,5 %	30 sur 73 41,1 %	86 sur 101 85,1 %
<b>Propositions de loi déposées au Sénat</b>	130	163	155
<b>Amendements déposés</b>			
- En commission	2 130	5 428	1 404
- En séance	7 094	10 383	4 562
<b>Amendements adoptés</b>			
- En commission	999	2 607	724
- En séance	1 466	2 181	852
<b>Textes examinés par le Sénat</b> (hors conventions internationales)	71	94	77
dont propositions de loi	49	59	60
dont Sénat	35	42	31
<b>Procédures accélérées</b>	39	53	23

<sup>1</sup> Élection du Président en 2020-2021 et message de Volodymyr Zelensky, président de l'Ukraine en 2021-2022

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
<b>Textes adoptés définitivement</b> (hors conventions internationales)	31	42	56
dont propositions de loi	13	18	40
dont Sénat	4	4	11
<b>Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat adoptées</b>	-	1	-
<b>Conventions internationales adoptées définitivement</b>	14	22	12
<b>Total des textes adoptés définitivement</b>	45	64	68
<b>Modalités d'adoption des textes</b> (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	14	15	22
Adoptions texte CMP	13	17	24
Dernier mot à l'Assemblée nationale	4	10	10
<b>Réunions CMP</b>	15	29	36
Accords	11	18	24

<b>Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement</b>	4	5	2
<b>Débats relatifs au Conseil européen</b>	3	4	2
<b>Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger</b>	-	-	-
<b>Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger</b>	-	-	-
<b>Débats d'initiative sénatoriale</b>	44	45	32

<b>Questions d'actualité au Gouvernement</b>			
Nombre de séances	34	31	19
Nombre de questions	455	499	306
<b>Questions orales discutées</b>	281	315	315
<b>Questions écrites publiées</b>			
Nombre de questions	4 581	5 557	3 821
Nombre de réponses	2 422	3 557	2 635

<b>Scrutins publics</b>	126	154	117
<b>Rappels au règlement</b>	57	43	22

## LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSION EXTRAORDINAIRE 2021-2022

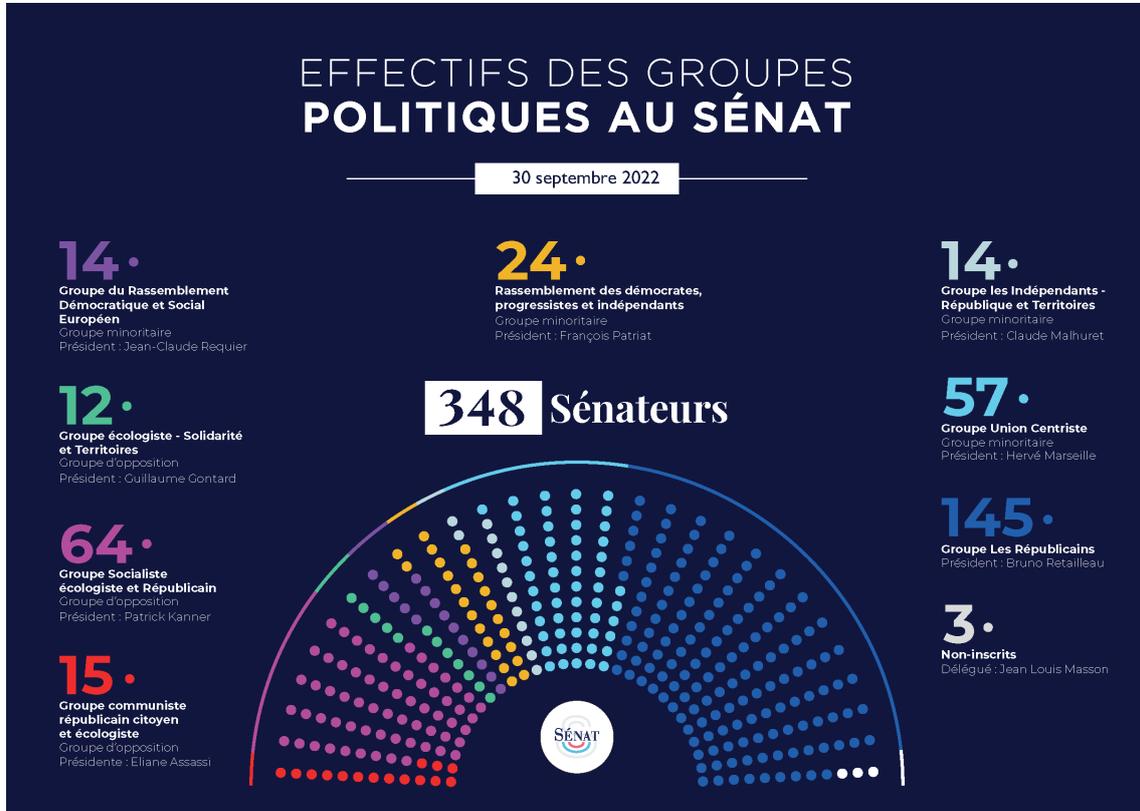
	2019-2020	2020-2021	2021-2022
<b>Semaines de séance publique</b>	4	6,5	5
<b>Jours de séance publique</b>	11	24	14
<b>Heures de séance publique</b>	72 h 39	170 h 20	73 h 31
dont travaux législatifs	20 h 09	141 h 02	35 h 42
dont travaux de contrôle	13 h 07	18 h 01	13 h 59
dont lois de finances	39 h 23	11 h 16	23 h 09
dont lois de financement de la sécurité sociale	-	-	-
dont travaux d'ordre interne	-	-	0 h 40
<b>Durée moyenne du jour de séance</b>	6 h 36	7 h 05	5 h 15
<b>Heures de séances de soir/nuit</b>	13 h 42 19 %	51 h 38 30,3 %	20 h 31 27,9 %
<b>Projets de loi déposés au Sénat</b> (hors conventions internationales)	11 sur 19 58 %	5 sur 21 23,8 %	5 sur 16 31,3 %
<b>Propositions de loi déposées au Sénat</b>	36	22	58
<b>Amendements déposés</b>			
- En commission	22	1 039	263
- En séance	1 152	3 212	1 115
<b>Amendements adoptés</b>			
- En commission	17	626	102
- En séance	237	514	138
<b>Textes examinés par le Sénat</b> (hors conventions internationales)	16	29	5
dont propositions de loi	6	10	1
dont Sénat	-	1	-
<b>Procédures accélérées</b>	10	7	14
<b>Textes adoptés définitivement</b> (hors conventions internationales)	16	12	5
dont propositions de loi	5	1	1
dont Sénat	-	-	-
<b>Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat adoptées</b>	-	-	-

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
<b>Conventions internationales adoptées définitivement</b>	-	-	6
<b>Total des textes adoptés définitivement</b>	11	12	11
<b>Modalités d'adoption des textes</b> (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	2	1	-
Adoption texte CMP	5	8	5
Dernier mot à l'Assemblée nationale	4	3	-
<b>Réunions CMP</b>	8	9	6
Accords	5	7	5
<b>Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement</b>	2	1	3
<b>Débats relatifs au Conseil européen</b>	-	-	-
<b>Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger</b>	-	-	-
<b>Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger</b>	-	-	-
<b>Débats d'initiative sénatoriale</b>	-	-	-

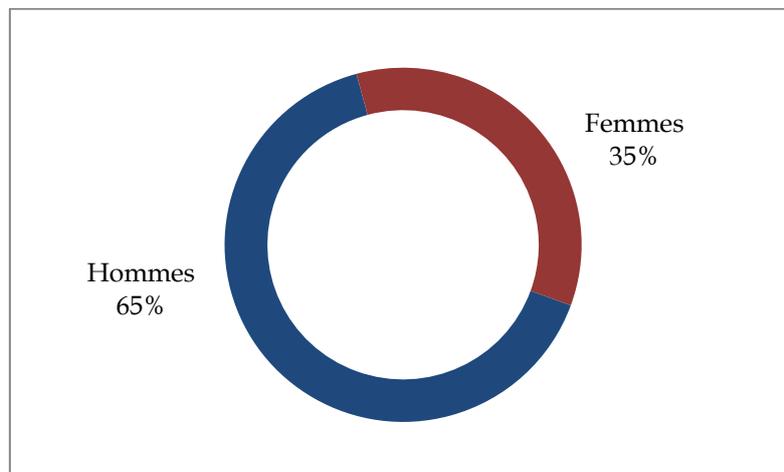
<b>Questions d'actualité au Gouvernement</b>			
Nombre de séances	4	5	3
Nombre de questions	61	81	49
<b>Questions orales discutées</b>	28	106	24
<b>Questions écrites publiées</b>			
Nombre de questions	990	1 142	3 016
Nombre de réponses	1 054	1 102	228

<b>Scrutins publics</b>	20	36	36
<b>Rappels au règlement</b>	3	11	2

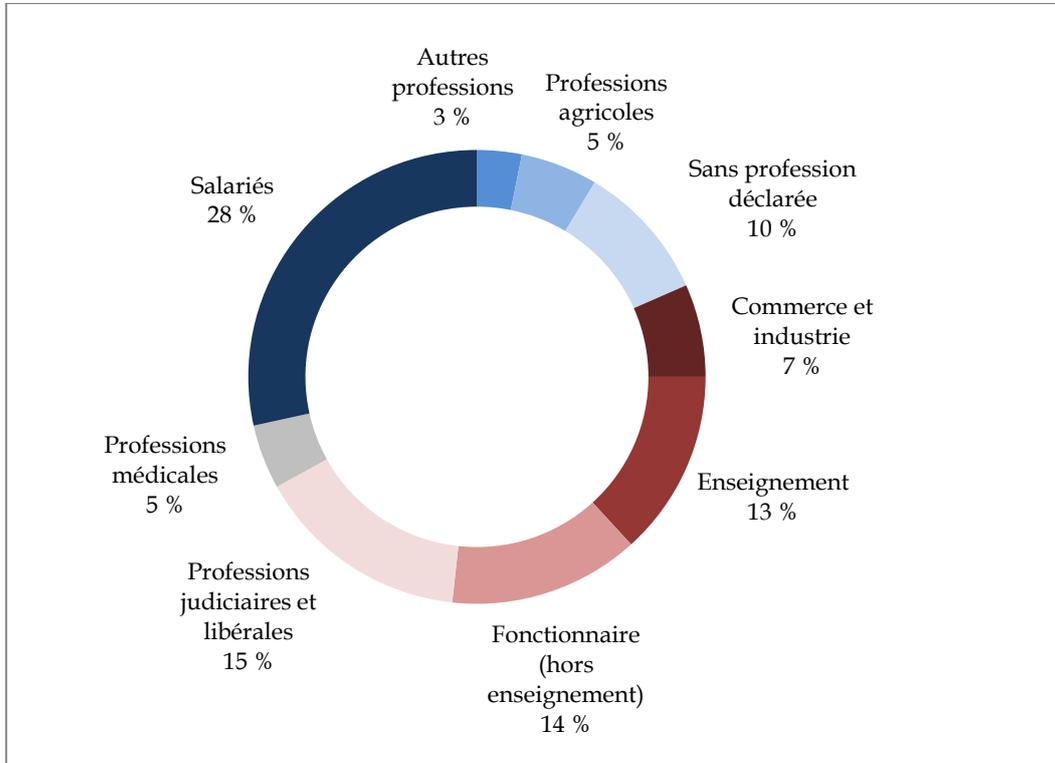
## STATISTIQUES RELATIVES À LA COMPOSITION DU SÉNAT



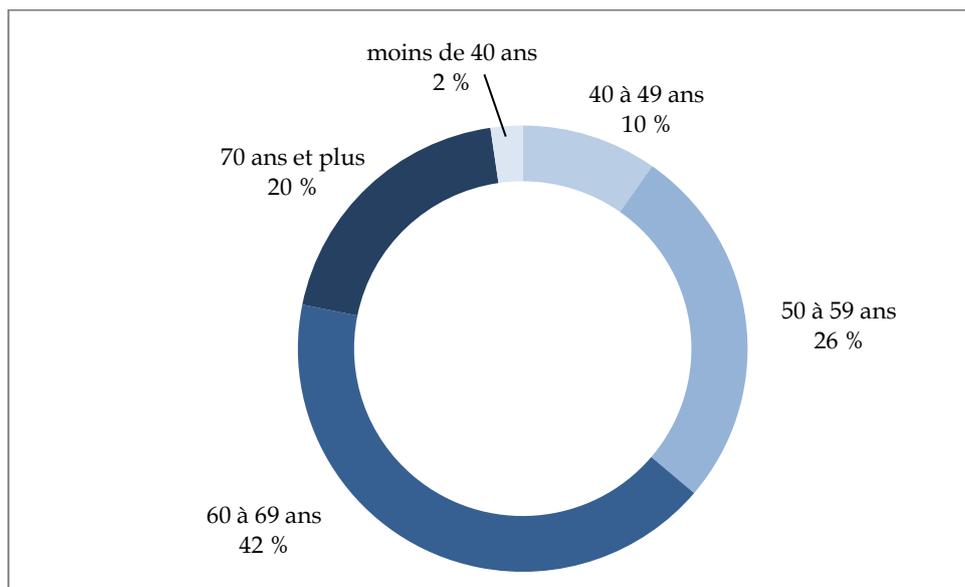
### Répartition des sénateurs par sexe (30 septembre 2022)



### Répartition des sénateurs par catégories socio-professionnelle (octobre 2022)



### Les sénateurs par âge au 30 septembre 2022 (348 sénateurs) Moyenne d'âge : 61 ans et 10 mois



**Missions temporaires des sénateurs  
lors de l'année parlementaire 2021-2022**

*(3 missions)*

<b>Nom des parlementaires</b>	<b>Intitulé de la mission</b>	<b>Ministre auprès duquel s'exerce la mission</b>	<b>Date du décret de nomination</b>	<b>Fin de la mission</b>
M. Bernard DELCROS et Mme Frédérique ESPAGNAC	Réforme du zonage des zones de revitalisation rurale	Mme Jacqueline GOURAULT, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales	19.01.2022	01.04.2022
M. Frédéric MARCHAND	Évaluation du dispositif des projets alimentaires territoriaux (PAT)	M. Julien DENORMANDIE, ministre de l'agriculture et de l'alimentation	21.02.2022	06.04.2022
Mme Dominique VÉRIEN	Traitement judiciaire des violences intra-familiales	M. Éric DUPOND-MORETTI, garde des sceaux, ministre de la justice, et Mme Isabelle ROME, ministre déléguée auprès de la Première ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances	28.09.2022	27.03.2023

**Évolution des effectifs des groupes politiques  
au cours de la session 2021-2022**

Date	Groupes politiques																		NI	Sièges vacants
	Les Républicains				SER		UC			RDPI	CRCE		RDSE	Les Indépendants			GEST			
	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	App.	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	Memb.	Ratt.	Memb.	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	Memb.	Memb.		
01/10/2021	117	15	14	65	-	49	5	2	23	14	1	15	11	1	1	12	3	-		
01/12/2021	117	15	14	64	-	49	5	2	24	14	1	15	11	1	1	12	3	-		
08/12/2021	117	15	14	64	-	48	5	2	24	14	1	15	11	1	1	12	4	-		
15/12/2021	117	15	14	64	-	49	5	2	24	14	1	15	11	1	1	12	3	-		
03/02/2022	117	15	14	64	-	49	5	2	24	14	1	14	11	1	1	12	4	-		
08/02/2022	117	15	14	64	-	50	5	2	24	14	1	14	11	1	1	12	3	-		
21/06/2022	117	15	14	64	-	50	5	2	24	14	1	14	11	1	1	12	3	-		
04/07/2022	117	15	14	64	-	50	5	2	24	14	1	14	11	1	1	12	3	-		
12/07/2022	116	15	14	64	-	50	5	2	24	14	1	14	12	1	1	12	3	-		
28/07/2022	115	16	14	64	-	50	5	2	24	14	1	14	12	1	1	12	3	-		

- 1<sup>er</sup> octobre 2021 : À la suite de l'élection complémentaire de six sénateurs représentant les Français établis hors de France dimanche 26 septembre 2021 : fin du mandat, à compter du jeudi 30 septembre à minuit, de M. Robert DEL PICCHIA, de Mme Jacky DEROMEDI, de Mme Claudine LEPAGE et de M. Richard YUNG, et début du mandat, le vendredi 1<sup>er</sup> octobre, à 0 heure : de M. Jean-Pierre BANSARD, qui ne figure sur la liste d'aucun groupe, de Mme Samantha CAZEBONNE qui adhère au groupe Rassemblement des Démocrates Progressistes et Indépendants, de M. Yan CHANTREL qui adhère au groupe Socialiste, Écologiste et Républicain et de Mme Mélanie VOGEL qui adhère au groupe Écologiste - Solidarité et Territoires ;
- 1<sup>er</sup> décembre 2021 : M. Michel DAGBERT adhère au groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants ;
- 8 décembre 2021 : Catherine FOURNIER, décédée le mardi 7 décembre 2021, est remplacée à compter du mercredi 8 décembre 2021 à 0 heure par Mme Amel GACQUERRE, qui ne figure sur la liste d'aucun groupe ;
- 15 décembre 2021 : Mme Amel GACQUERRE adhère au groupe Union Centriste ;
- 3 février 2022 : Olivier LÉONHARDT, décédé le mercredi 2 février 2022, est remplacé à compter du 3 février 2022 à 0 heure par Mme Daphné RACT-MADOUX, qui ne figure sur la liste d'aucun groupe ;
- 8 février 2022 : Mme Daphné RACT-MADOUX adhère au groupe Union Centriste ;
- 21 juin 2022 : À la suite de la cessation de ses fonctions ministérielles le vendredi 20 mai 2022, reprise du mandat de sénateur le mardi 21 juin 2022 à 0 heure, de M. Jean-Baptiste LEMOYNE, qui adhère au groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, le mandat de Mme Marie EVRARD ayant cessé le lundi 20 juin à minuit ;
- 4 juillet 2022 : Mme Sophie TAILLÉ-POLIAN démissionne de son mandat de sénatrice du Val-de-Marne le dimanche 3 juillet à minuit. Elle est remplacée à compter du lundi 4 juillet, à 0 heure, par M. Daniel BREUILLER qui adhère au Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires ;
- 12 juillet 2022 : M. Jean-Pierre GRAND adhère au groupe Les Indépendants - République et Territoires ;
- 28 juillet 2022 : M. Marc LAMÉNIE devient apparenté au groupe Les Républicains.



## L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2021-2022

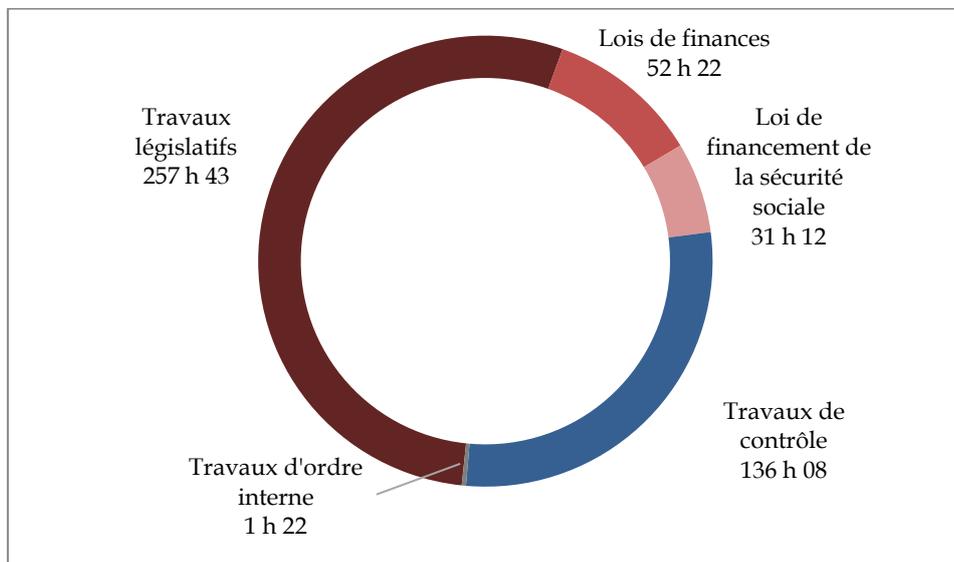
### I. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT

#### A. SÉANCE PUBLIQUE : NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES, DURÉE DES TRAVAUX SELON LEUR NATURE

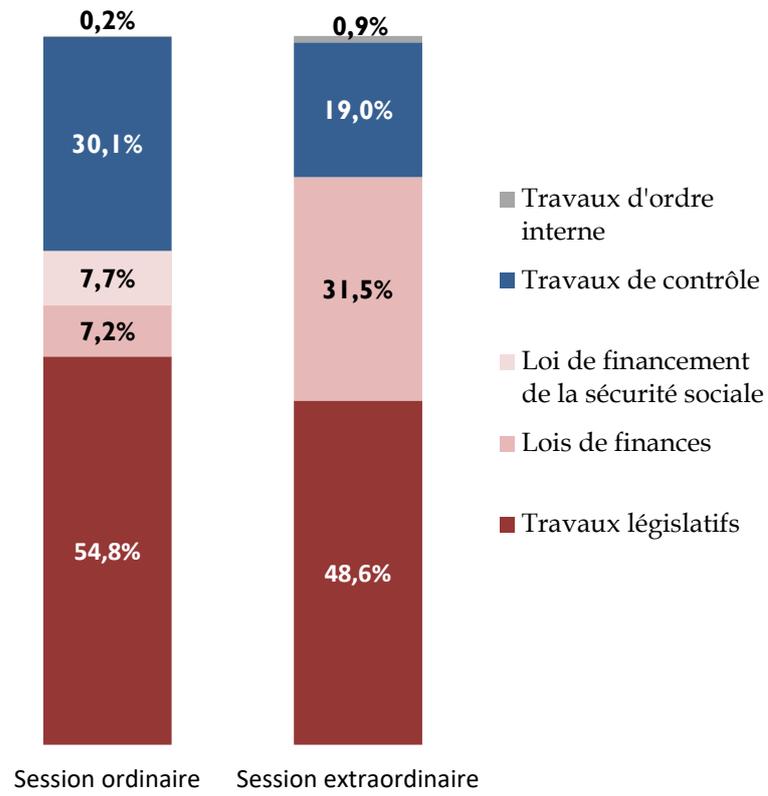
SESSIONS		Session ordinaire	Sessions extraordinaires	TOTAL
SÉANCE	Semaines	21	5	26
	Jours	66	14	80
TRAVAUX LÉGISLATIFS (hors textes financiers)	Sem. Gouv.	126 h 56	-	126 h 56
	Sem. Sénat	95 h 04	-	95 h 04
	<b>Sous-total</b>	<b>222 h 00</b>	<b>35 h 42</b>	<b>257 h 43</b>
LOIS DE FINANCES	LFI (toutes lectures)	21 h 57	-	21 h 57
	Autres	7 h 15	23 h 09	30 h 24
	<b>Sous-total</b>	<b>29 h 13</b>	<b>23 h 09</b>	<b>52 h 22</b>
LOIS DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	LFSS	31 h 12	-	31 h 12
	LFSS rect.	-	-	-
	<b>Sous-total</b>	<b>31 h 12</b>		<b>31 h 12</b>
TRAVAUX DE CONTROLE	QO	23 h 14	1 h 45	24 h 59
	QAG	25 h 06	4 h 05	29 h 11
	Débats d'initiative sénatoriale	51 h 29	-	51 h 29
	Débats européens	5 h 22	-	5 h 22
	Déclarations et messages	5 h 33	8 h 09	13 h 42
	PPR 34-1	11 h 24	-	11 h 24
	PPR européenne	-	-	0 h 00
	<b>Sous-total</b>	<b>122 h 09</b>	<b>13 h 59</b>	<b>136 h 08</b>

SESSIONS		Session ordinaire	Sessions extraordinaires	TOTAL
TRAVAUX D'ORDRE INTERNE	PPR modifiant le règlement du Sénat	-	-	-
	Autre travaux d'ordre interne	0 h 41	0 h 40	01 h 22
	<b>Sous-total</b>	<b>0 h 41</b>	<b>0 h 40</b>	<b>01 h 22</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>405 h 17</b>	<b>73 h 31</b>	<b>478 h 49</b>

**Répartition des heures de séance par nature de travaux  
Année parlementaire 2021-2022**



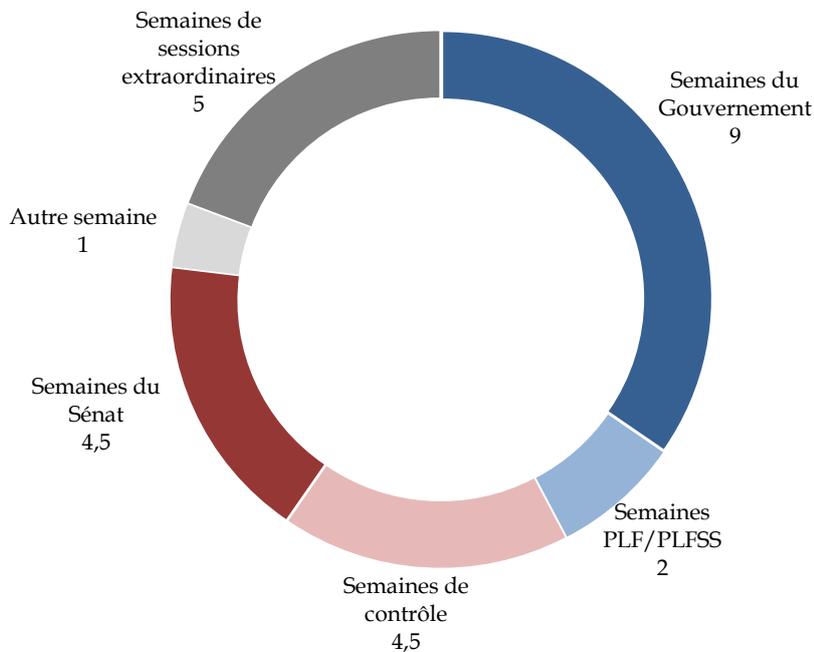
### Activité par session



**B. RÉPARTITION DES SEMAINES DE SÉANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SÉNAT**

**Partage des semaines d'ordre du jour Gouvernement/Sénat**

<b>Semaines de séance publique</b>	<b>2021-2022</b>	<b>2020-2021</b>
<b>Semaines de séance en session ordinaire</b>	<b>21</b>	<b>33,5</b>
Semaines gouvernementales	<b>11</b>	<b>18,5</b>
• <i>dont semaines du Gouvernement</i>	9	14,5
• <i>dont semaines PLF/PLFSS</i>	2	4
Semaines sénatoriales	<b>9</b>	<b>14</b>
• <i>dont semaines sénatoriales de contrôle</i>	4,5	7,5
• <i>dont semaines du Sénat</i>	4,5	6,5
Autre semaine	1	1
<b>Semaines de séance en session extraordinaire</b>	<b>5</b>	<b>6,5</b>



**C. ACTIVITÉ DU SÉNAT, HORS ORDRE DU JOUR GOUVERNEMENTAL**

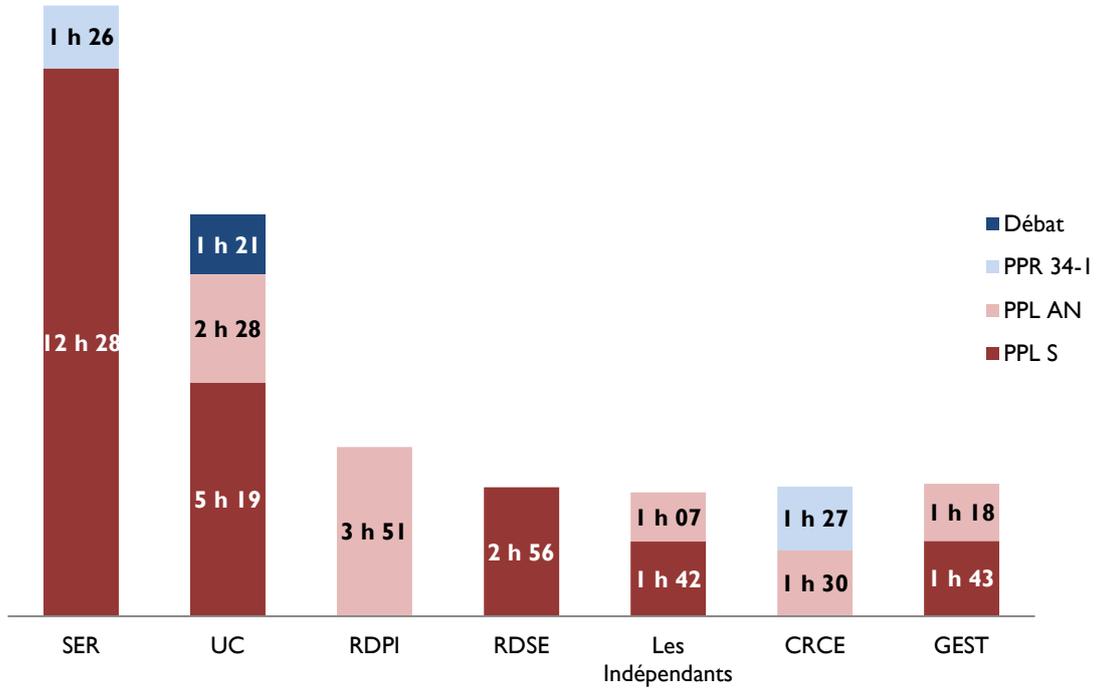
**1. Ordre du jour des « espaces réservés »**

Date	Groupe	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort si texte
13.10.21	SER	PPL (S)	instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2	2 h 12	Rejet
		PPL (S)	tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance	1 h 36	Rejet
14.10.21	GEST	PPL (AN)	visant au gel des matchs de football le 5 mai	1 h 18	Adoption définitive
		PPL (S)	visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables	1 h 43	Rejet
14.10.21	RDSE	PPL (S)	visant à renforcer le contrôle par le Parlement de l'application des lois	1 h 26	Adoption
		PPL (S)	visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19	1 h 30	Rejet
03.11.21	RDPI	PPL (AN)	portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires *	3 h 51	Adoption
04.11.21	SER	PPR 34-1	demandant la mise en place d'un Agenda rural européen	1 h 26	Adoption
		PPLC (S)	garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance	1 h 32	Adoption
04.11.21	Les Indépendants	PPL (AN)	visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu	1 h 07	Adoption définitive
		PPL (S)	visant à mettre l'administration au service des usagers	1 h 42	Adoption
08.12.21	UC	PPL (AN)	visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer	1 h 07	Adoption définitive
		PPL (S)	tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement	2 h 47	Adoption
09.12.21	CRCE	PPL (AN)	visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles	1 h 30	Adoption
		PPR 34-1	invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples	1 h 27	Rejet

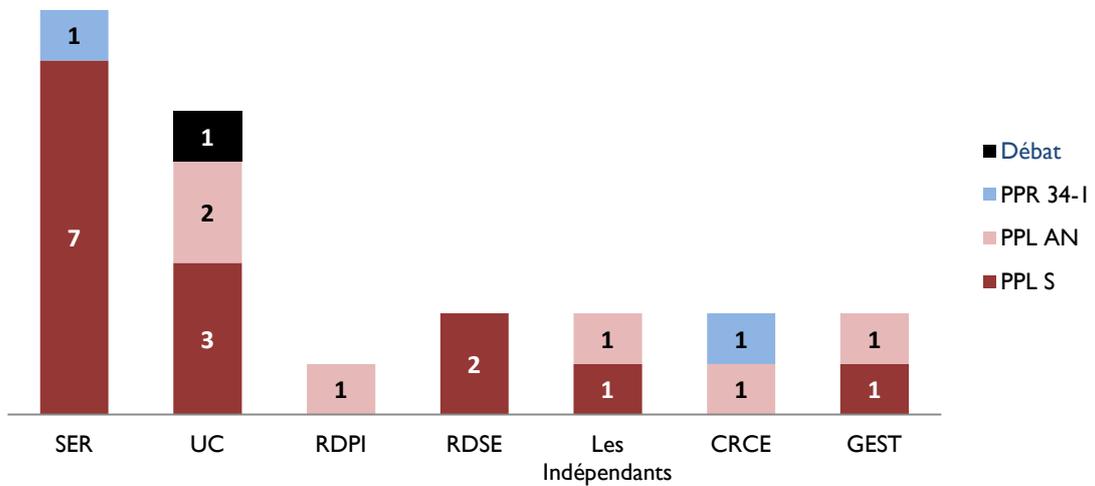
Date	Groupe	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort si texte
09.12.21	SER	PPL (S)	relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris	2 h 24	Rejet
		PPL (S)	pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement	1 h 31	Rejet
13.01.22	UC	PPL (S)	relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport	1 h 08	Retrait par son auteur
		PPL (AN)	visant à la création d'une plateforme de référencement et de prise en charge des malades chroniques de la covid-19	1 h 21	Adoption
02.02.22	UC	PPL (S)	tendant à renforcer l'universalité des allocations familiales	1 h 24	Adoption
		Débat	sur l'amélioration de la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention	1 h 21	-
23.02.22	SER	PPL (S)	visant à créer une garantie à l'emploi pour les chômeurs de longue durée, dans des activités utiles à la reconstruction écologique et au développement du lien social	1 h 47	Rejet
		PPL (S)	visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire	1 h 26	Rejet

*\* La proposition de loi relative au foncier agricole a été examinée en première lecture dans le cadre de l'ordre du jour réservé au groupe RDPI, puis, n'ayant pu être examinée intégralement dans cet espace, inscrite le soir même à l'ordre du jour du Sénat par le Gouvernement. Sa durée totale d'examen est de 6 h 02 (3 h 51 dans le cadre de l'espace réservé et 2 h 11 dans le cadre de l'inscription demandée par le Gouvernement).*

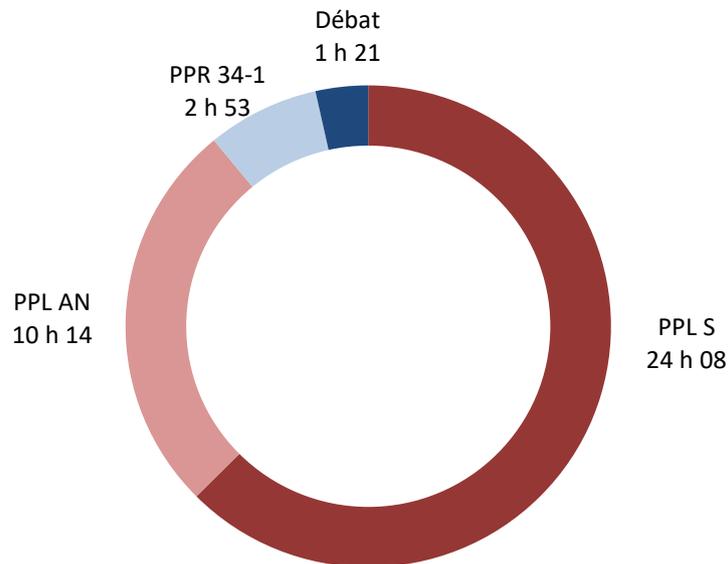
### Répartition horaire par nature de sujet selon l'auteur de l'inscription



### Répartition par nature de sujet selon l'auteur de l'inscription



### Répartition horaire par catégorie de sujets des points inscrits à l'ordre du jour



### 2. Ordre du jour des semaines sénatoriales de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques<sup>1</sup>

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
<b>Première semaine de contrôle</b>					
05.10.21	Éloge funèbre	de M. Patrick Boré, sénateur des Bouches-du-Rhône	-	Conférence des Présidents	0 h 13
05.10.21	PPR 34-1	portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme	Bruno RETAILLEAU et Hervé MARSEILLE	Groupe Les Républicains	1 h 24
05.10.21	PPR 34-1	portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie	Pascal ALLIZARD	Groupe Les Républicains	1 h 11
05.10.21	Débat	Le Pacte européen pour l'asile et les migrations	-	Groupe Les Républicains	1 h 23
05.10.21	Débat	La situation sanitaire outre-mer	-	Délégation aux outre-mer	1 h 33

<sup>1</sup> Hors espaces réservés.

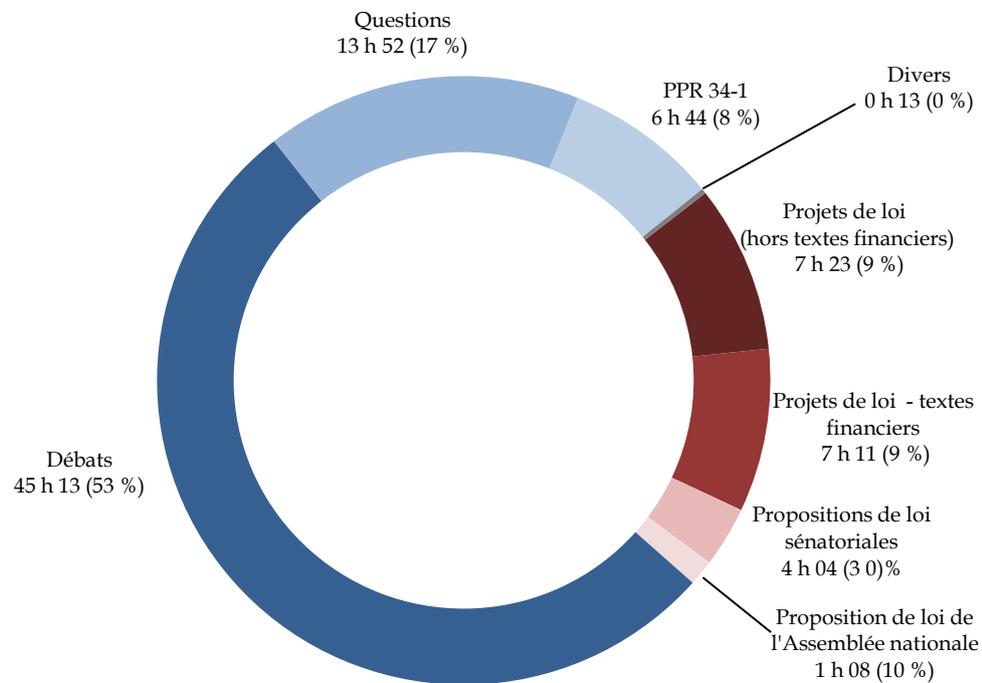
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
06.10.21	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	Gouvernement	1 h 15
06.10.21	PPL (S)	tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État	Bruno RETAILLEAU, Patrick KANNER, Hervé MARSEILLE, Guillaume GONTARD, Jean-Pierre SUEUR et François-Noël BUFFET	Conférence des Présidents	2 h 40
07.10.21	Questions	Questions orales	-	Gouvernement	2 h 08
07.10.21	Débat	Les droits des personnes en situation de handicap sont-ils effectifs et respectés ?	-	Groupe CRCE	1 h 12
07.10.21	Débat	Le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement	-	Groupe Les Indépendants	1 h 18
<b>Deuxième semaine de contrôle</b>					
15.11.21	PJL	ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes	-	Gouvernement	2 h 51
16.11.21	PJL	PLFSS pour 22 ( <i>explications de vote et scrutin solennel</i> )	-	Gouvernement	1 h 07
16.11.21	Débat	L'action du Gouvernement en faveur de la souveraineté énergétique française	-	Groupe Les Républicains	1 h 31
16.11.21	Débat	Les priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne	-	Commission des affaires européennes	1 h 36
16.11.21	PJL	ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace	-	Gouvernement	3 h 09
17.11.21	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	Gouvernement	1 h 20

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
17.11.21	PJL	PLFR pour 2021 (2)	-	Gouvernement	6 h 04
18.11.21	PPL (AN)	visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes (CMP)	-	Gouvernement	1 h 08
18.11.21	PJLO	pour la confiance dans l'institution judiciaire (CMP)	-	Gouvernement	0 h 47
18.11.21	PJL	pour la confiance dans l'institution judiciaire (CMP)	-	Gouvernement	0 h 35
<b>Troisième semaine de contrôle</b>					
30.11.21	Questions	Questions orales	-	Gouvernement	3 h 11
30.11.21	Débat	La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires	-	Conférence des Présidents	2 h 16
30.11.21	Débat	Quelle action de la France pour prendre en compte l'enjeu environnemental ?	-	Conférence des Présidents	1 h 36
30.11.21	Débat	La perte de puissance économique de la France - notamment en termes de compétitivité, d'innovation et de recherche - et ses conséquences sur la situation sociale et le pouvoir d'achat	-	Conférence des Présidents	1 h 38
30.11.21	Débat	Quel bilan de l'action du Gouvernement en matière de justice et de sécurité ?	-	Conférence des Présidents	1 h 30
01.12.21	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	Gouvernement	1 h 20
01.12.21	Débat	La situation économique, sociale et sanitaire dans les outre-mer	-	Conférence des Présidents	1 h 38
01.12.21	Débat	Éducation, jeunesse : quelles politiques ?	-	Conférence des Présidents	1 h 38
01.12.21	Débat	Situation des comptes publics et réforme de l'État	-	Conférence des Présidents	1 h 33
<b>Quatrième semaine de contrôle</b>					
04.01.22	Débat	La crise du logement que connaît notre pays et le manque d'ambition de la politique de la ville	-	Groupe Les Républicains	1 h 37
04.01.22	Débat	Trois ans après la loi « Asile et immigration » quel est le niveau réel de maîtrise de l'immigration par les pouvoirs publics ? e	-	Groupe Les Républicains	1 h 23

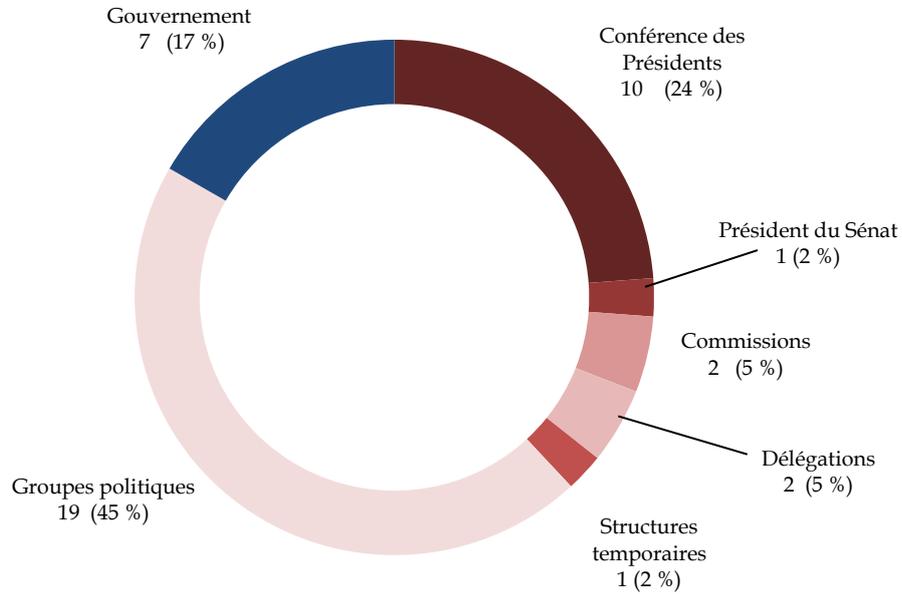
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
04.01.22	PPR 34-1	pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur	Laurent LAFON	Groupe UC	1 h 24
04.01.22	PPR 34-1	tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France	Jean-François LONGEOT et Jean-Pierre MOGA	Groupe UC	1 h 24
04.01.22	Débat	La politique mise en place par le Gouvernement pour conforter la souveraineté maritime française sur les océans et garantir nos intérêts économiques et stratégiques	-	Groupe Les Républicains	1 h 23
05.01.22	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	Gouvernement	1 h 21
05.01.22	PPR 34-1	appelant le Gouvernement à œuvrer à l'adoption d'une déclaration de la fin de la guerre de Corée	Christian CAMBON	Groupe Les Républicains	1 h 21
05.01.22	Débat	sur le rapport « Défense extérieure contre l'incendie : assurer la protection des personnes sans nuire aux territoires »	-	Délégation aux collectivités territoriales	1 h 31
05.01.22	Débat	Les oubliés du Ségur de la santé et les investissements liés au Ségur à l'hôpital	-	Groupe SER	1 h 35
06.01.22	Débat	Le partage du travail : un outil pour le plein emploi ?	-	Groupe CRCE	1 h 37
06.01.22	Débat	La sûreté des installations nucléaires	-	Groupe EST	1 h 30
<b>Cinquième semaine de contrôle</b>					
01.02.22	Débat	Les menaces que les théories du wokisme font peser sur l'université, l'enseignement supérieur et les libertés académiques	-	Groupe Les Républicains	1 h 49
01.02.22	Débat	Quelle politique ferroviaire pour assurer un maillage équilibré du territoire ?	-	Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable	1 h 33
01.02.22	Débat	Le suivi des ordonnances	-	Conférence des Présidents	1 h 30
01.02.22	Débat	Sur le rapport « Mieux protéger notre patrimoine scientifique et nos libertés académiques »	-	Mission commune d'information	1 h 33

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
02.02.22	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	Gouvernement	1 h 21
02.02.22	Débat d'actualité	Énergie et pouvoir d'achat : quel impact de la politique du Gouvernement ?	-	Président du Sénat	1 h 10
03.02.22	Questions	Questions orales	-	Gouvernement	1 h 56
03.02.22	Débat	Quelle réglementation pour les produits issus du chanvre ?	-	Groupe EST	1 h 34
03.02.22	Débat	Lutte contre les violences faites aux femmes et les féminicides : les moyens sont-ils à la hauteur ?	-	Groupe CRCE	2 h 02
03.02.22	Débat	Évaluation de l'opportunité et de l'efficacité des aides versées au titre du plan de relance dans le cadre de la crise sanitaire	-	Groupe SER	1 h 43

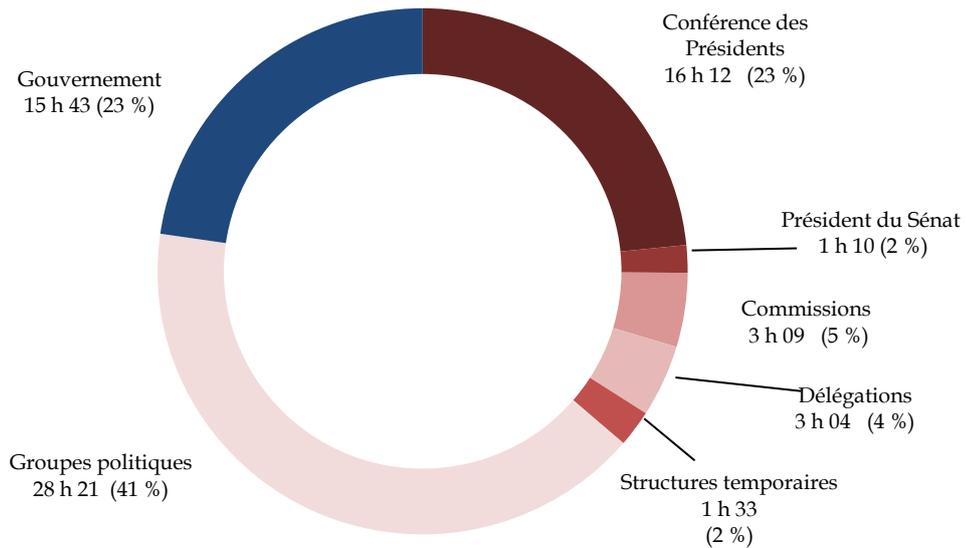
**Répartition du temps de séance selon la nature des sujets  
(hors espaces réservés)**



### Répartition des sujets par auteur de la demande d'inscription (hors espaces réservés et hors questions)



### Répartition des heures de séance par groupe auteur de la demande d'inscription (hors espaces réservés et hors questions)



### 3. Ordre du jour des semaines d'initiative sénatoriale<sup>1</sup>

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
12.10.2021	PPL (AN)	portant diverses mesures de justice sociale (2 <sup>ème</sup> lecture)	-	Groupe Les Républicains	1 h 19
12.10.2021	PPL (S)	tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements	Bruno RETAILLEAU	Groupe Les Républicains	1 h 46
12.10.2021	PPLO (S)	favorisant l'implantation locale des parlementaires	Hervé MARSEILLE	Groupe UC	3 h 02
13.10.2021	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	Gouvernement	1 h 24
13.10.2021	Débat européen	préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 octobre 2021	-	Conférence des Présidents	2 h 48
14.10.2021	PPL (AN)	visant à protéger la rémunération des agriculteurs (CMP)	-	Gouvernement	0 h 49
02.11.2021	PPR 34-1	visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow permettant de garantir l'application effective de l'Accord de Paris sur le climat	Didier MANDELLI, Ronan DANTEC et Jean-François LONGEOT	Groupe Les Républicains	1 h 42
02.11.2021	PPL (S)	visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France (2 <sup>ème</sup> lecture)	Patrick CHAIZE, Guillaume CHEVROLLIER, Jean-Michel HOULLEGATTE et Hervé MAUREY	Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable	1 h 12

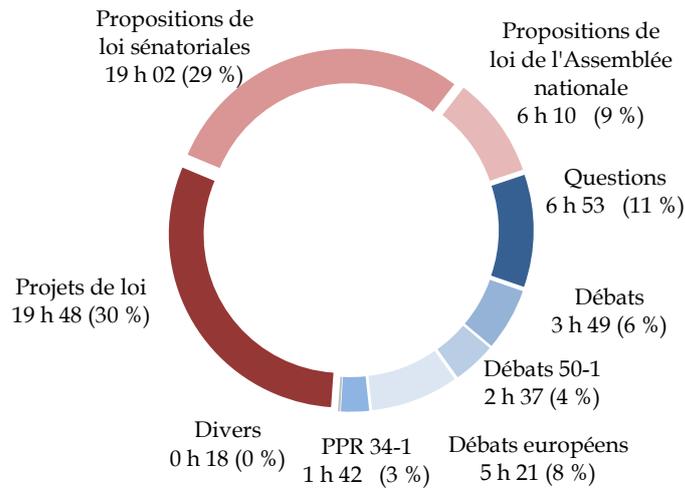
<sup>1</sup> Hors espaces réservés.

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
02.11.2021	PPL (S)	visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse	Patrick CHAIZE	Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable	0 h 42
03.11.2021	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	Gouvernement	1 h 17
03.11.2021	PPL (AN)	portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires (à la suite de l'espace réservé au groupe RDPI)	-	Gouvernement	2 h 11
04.11.2021	PJL	portant diverses dispositions de vigilance sanitaire (nouvelle lecture)	-	Gouvernement	1 h 30
08.12.2021	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	Gouvernement	1 h 19
08.12.2021	Débat européen	préalable à la réunion du Conseil européen des 16 et 17 décembre 2021	-	Conférence des Présidents	2 h 33
10.01.2022	PPL (S)	relative à la circulation et au retour des biens culturels appartenant aux collections publiques	Catherine MORIN-DESAILLY, Max BRISSON et Pierre OUZOULIAS	Commission de la culture	1 h 57
10.01.2022	PPL (S)	visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée	Jean-Noël CARDOUX	Groupe Les Républicains	2 h 02
11.01.2022	PJL	renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique	-	Gouvernement	15 h 34
12.01.2022	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	Gouvernement	1 h 25

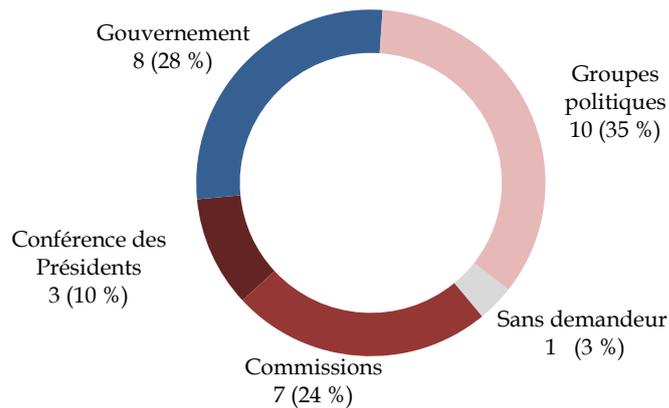
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
21.02.2022	PJL	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1605 du 8 décembre 2021 étendant et adaptant à la fonction publique des communes de Polynésie française certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale	-	Commission des lois	1 h 52
22.02.2022	PPL (S)	visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches	Didier MANDELLI	Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable	0 h 59
22.02.2022	PPL (S)	visant à moderniser la régulation du marché de l'art (2 <sup>ème</sup> lecture)	Catherine MORIN-DESAILLY	Commission des lois	0 h 55
22.02.2022	Débat	Bilan de la politique éducative française	-	Groupe Les Républicains	1 h 52
22.02.2022	PPL (S)	relative à l'innovation en santé	Catherine DEROCHE	Commission des affaires sociales	3 h 02
23.02.2022	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	Gouvernement	1 h 28
23.02.2022	Déclaration 50-1	Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement de la France au Sahel	-	Gouvernement	2 h 37
24.02.2022	Débat	Rapport public annuel de la Cour des comptes	-	Conférence des Présidents	1 h 57
24.02.2022	PPL (AN)	relative au choix du nom issu de la filiation (nouvelle lecture)	-	Gouvernement	1 h 03
24.02.2022	PPL (S)	relative au monde combattant (2 <sup>e</sup> lecture)	Jocelyne GUIDEZ	Groupe UC	0 h 58

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
24.02.2022	PPL (S)	pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public (2 <sup>e</sup> lecture)	Laurent LAFON	Groupe UC	0 h 52
24.02.2022	PJL	d'orientation relative à une meilleure diffusion de l'assurance récolte en agriculture et portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture (CMP)	-	Gouvernement	0 h 52
24.02.2022	PPL (AN)	visant à renforcer le contrôle parental sur les moyens d'accès à internet (CMP)	-	Gouvernement	0 h 48
25.02.2022	PPLO (S)	visant à garantir la qualité du débat démocratique et à améliorer les conditions sanitaires d'organisation de l'élection présidentielle dans le contexte lié à l'épidémie de covid-19	Philippe BONNECARRERE	Groupe UC	0 h 49
25.02.2022	PPL (S)	visant à améliorer les conditions sanitaires d'organisation des élections législatives dans le contexte lié à l'épidémie de covid-19	Philippe BONNECARRERE	Groupe UC	0 h 43
25.02.2022	Message	de M. le Président de la République sur l'Ukraine	-	-	0 h 08

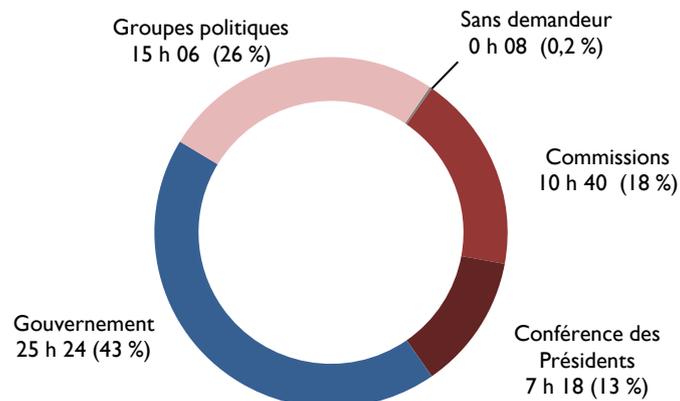
### Répartition du temps de séance selon la nature des sujets



### Répartition du nombre d'inscriptions à l'ordre du jour par auteur de la demande (hors questions)



### Répartition des heures de séance par groupe auteur de la demande d'inscription (hors questions)



#### 4. Ordre du jour à l'initiative du Sénat dans les semaines réservées au Gouvernement

Date de séance	Type de débat	Sujet	Premier signataire	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
25.01.2022	Débat d'initiative	Les agences de l'eau	-	Groupe Les Républicains	0 h 27
12.07.2022	Éloge funèbre	de Catherine Fournier	-	Conférence des Présidents	0 h 19
19.07.2022	Éloge funèbre	d'Olivier Leonhardt	-	Conférence des Présidents	0 h 20

#### 5. « Superpriorité » gouvernementale<sup>1</sup>

Date de la séance	Semaine	Sujet	Auteur	Temps de séance
<b><u>Année parlementaire 2019-2020</u></b>				
17.11.2021	PLFR	pour 2021 (2)	Gouvernement	6 h 04
3.11.2021	PPL AN	portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétares	Gouvernement	2 h 11

#### D. MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE<sup>2</sup>

Date	Objet	Durée
<b><u>Année parlementaire 2019-2020</u></b>		
25.02.2022	de M. le Président de la République sur l'Ukraine	0 h 08

<sup>1</sup> Examen dans les semaines réservées au Sénat des projets de loi de finances, des projets de loi de financement de la sécurité sociale, ainsi que, hors des semaines réservées au contrôle, des textes transmis depuis six semaines au moins, des projets de loi relatifs aux états de crise et des demandes d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger (article 48, alinéa 3 de la Constitution).

<sup>2</sup> Depuis la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, l'article 18 de la Constitution dispose que le Président de la République « peut prendre la parole devant le Parlement réuni à cet effet en Congrès. Sa déclaration peut donner lieu, hors sa présence, à un débat qui ne fait l'objet d'aucun vote. » Cette faculté a été utilisée pour la première fois par M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, le 22 juin 2009 à 15 heures. Avant 2008, le Président de la République ne pouvait adresser que des messages écrits au Parlement.

**E. RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE EN SÉANCE PUBLIQUE**

	<b>Session ordinaire</b>	<b>Sessions extraordinaires</b>	<b>Année parlementaire</b>
<b>Gouvernement</b>	24,8 %	23,7 %	24,7 %
<b>Commissions</b>	15 %	12,2 %	14,6 %
<b>Non pris en compte et intervenants divers</b>	0,2 %	0 %	0,1 %
<b>Sénateurs</b>	60 %	64,1 %	60,6 %
<i>dont groupe Les Républicains</i>	14,1 %	12,2 %	13,9 %
<i>dont groupe SER</i>	11,2 %	13,5 %	11,6 %
<i>dont groupe UC</i>	7,3 %	7,4 %	7,3 %
<i>dont groupe RDPI</i>	4,4 %	4,5 %	4,4 %
<i>dont groupe CRCE</i>	7 %	9,1 %	7,3 %
<i>dont groupe du RDSE</i>	4,2 %	3,6 %	4,1 %
<i>dont groupe Les Indépendants</i>	4 %	3,8 %	4 %
<i>dont groupe EST</i>	6,7 %	9,3 %	7,1 %
<i>dont NI</i>	1 %	0,8 %	0,9 %

## II. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT

### A. PROJETS DE LOI DÉPOSÉS EN PREMIER LIEU SUR LE BUREAU DU SÉNAT

**Les 91 projets de loi  
(hors conventions internationales)  
déposés en premier lieu sur le Bureau du Sénat  
au cours de l'année parlementaire 2021-2022**

*\* Texte examiné en 2021-2022*

Date dépôt	Projet de loi
07.10.2021	portant ratification de l'ordonnance n° 2021-958 du 19 juillet 2021 transposant la directive (UE) 2019/1153 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 fixant les règles facilitant l'utilisation d'informations financières et d'une autre nature aux fins de la prévention ou de la détection de certaines infractions pénales, ou des enquêtes ou des poursuites en la matière
20.10.2021	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1013 du 31 juillet 2021 modifiant l'ordonnance n° 2020-324 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail
10.11.2021	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1189 du 15 septembre 2021 portant création du registre national des entreprises
17.11.2021	portant ratification de l'ordonnance n° 2021-1159 du 8 septembre 2021 relative aux conditions de recrutement et d'emploi des personnes chargées d'encadrer les volontaires du service national universel
17.11.2021	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1330 du 13 octobre 2021 relative aux conditions de navigation des navires autonomes et des drones maritimes
17.11.2021	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1165 du 8 septembre 2021 portant transposition de la directive (UE) 2019/883 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux installations de réception portuaires pour le dépôt des déchets des navires, modifiant la directive 2010/65/UE et abrogeant la directive 2000/59/CE
08.12.2021	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements
08.12.2021	ratifiant l'ordonnance n° 2021-860 du 30 juin 2021 portant changement d'appellation de l'armée de l'air
15.12.2021	portant ratification de l'ordonnance n° 2021-1247 du 29 septembre 2021 relative à la garantie légale de conformité pour les biens, les contenus numériques et les services numériques
05.01.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1192 du 15 septembre 2021 portant réforme du droit des sûretés et l'ordonnance n° 2021-1193 du 15 septembre 2021 portant modification du livre VI du code de commerce
12.01.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1605 du 8 décembre 2021 étendant et adaptant à la fonction publique des communes de Polynésie française certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale *
12.01.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1370 du 20 octobre 2021 relative aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales transmissibles

Date dépôt	Projet de loi
20.01.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1325 du 13 octobre 2021 réformant l'évaluation des biotechnologies et simplifiant la procédure applicable aux utilisations confinées d'organismes génétiquement modifiés présentant un risque nul ou négligeable
02.02.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1658 du 15 décembre 2021 relative à la dévolution des droits de propriété intellectuelle sur les actifs obtenus par des auteurs de logiciels ou inventeurs non-salariés ni agents publics accueillis par une personne morale réalisant de la recherche
02.02.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1470 du 10 novembre 2021 relative à la mise en cohérence des codes et lois avec l'article 23 de la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé
09.02.2022	portant ratification de l'ordonnance n° 2021-1734 du 22 décembre 2021 transposant la directive 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 et relative à une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs
09.02.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1735 du 22 décembre 2021 modernisant le cadre relatif au financement participatif
23.02.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1652 du 15 décembre 2021 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des obligations d'information, de la gouvernance des produits financiers et des limites de position des investisseurs destinées à faciliter le financement des entreprises
23.02.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1518 du 24 novembre 2021 complétant la transposition de la directive 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE
02.03.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne
09.03.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1659 du 15 décembre 2021 relative aux variétés rendues tolérantes aux herbicides
16.03.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2022-232 du 23 février 2022 relative à la protection des intérêts de la défense nationale dans la conduite des opérations spatiales et l'exploitation des données d'origine spatiale
06.04.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2022-43 du 20 janvier 2022 relative à l'organisation du réseau des chambres d'agriculture à l'échelle régionale
06.04.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023
20.04.2022	portant ratification de l'ordonnance n° 2022-489 du 6 avril 2022 relative à l'aménagement durable des territoires littoraux exposés au recul du trait de côte
20.04.2022	ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 81 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets et modifiant le code minier
20.04.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2022-492 du 6 avril 2022 renforçant l'autonomie des travailleurs indépendants des plateformes de mobilité, portant organisation du dialogue social de secteur et complétant les missions de l'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi
20.04.2022	ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 4 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités

Date dépôt	Projet de loi
28.04.2022	ratifiant les ordonnances prises sur le fondement des articles 3 et 4 de la loi n° 2021-1308 du 8 octobre 2021 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances
28.04.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics
28.04.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2022-448 du 30 mars 2022 relative aux modalités d'organisation, de fonctionnement et d'exercice des missions du Conseil national des activités privées de sécurité
28.04.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2022-414 du 23 mars 2022 portant adaptation des dispositions du code de la santé publique et du code rural et de la pêche maritime au droit de l'Union européenne dans le domaine des médicaments vétérinaires et aliments médicamenteux
04.05.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2022-544 du 13 avril 2022 relative à la déontologie et à la discipline des officiers ministériels
11.05.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2022-543 du 13 avril 2022 portant adaptation des dispositions relatives à l'activité réduite pour le maintien en emploi
01.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1554 du 1 <sup>er</sup> décembre 2021 relative à la mise en œuvre de la création de la cinquième branche du régime général de la sécurité sociale relative à l'autonomie
01.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2022-533 du 13 avril 2022 définissant la nature, les conditions et les modalités d'octroi par le Gouvernement de privilèges, immunités et facilités à des organisations internationales, des agences décentralisées de l'Union européenne et à certaines associations ou fondations
08.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2022-583 du 20 avril 2022 relative aux missions et compétences de l'établissement « Chambres d'agriculture France » et l'ordonnance n° 2022-584 du 20 avril 2022 relative à la chambre de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte
08.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1747 du 22 décembre 2021 portant suppression de la carte des formations supérieures, mettant en cohérence et abrogeant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur et étendant certaines dispositions relatives aux mêmes domaines à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2019-610 du 19 juin 2019 portant harmonisation de la terminologie du droit de l'armement dans le code de la défense et le code de la sécurité intérieure et portant diverses dispositions de coordination
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2017-484 du 6 avril 2017 relative à la création d'organismes dédiés à l'exercice de l'activité de retraite professionnelle supplémentaire et à l'adaptation des régimes de retraite supplémentaire en unités de rente
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2017-1608 du 27 novembre 2017 relative à la création d'un régime de résolution pour le secteur de l'assurance
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2017-1433 du 4 octobre 2017 relative à la dématérialisation des relations contractuelles dans le secteur financier

Date dépôt	Projet de loi
15.06.2022	ratifiant diverses ordonnances modificatives prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 en matière de procédures pénale, civile et administrative et rectifiant les ordonnances n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19 et n° 2020-666 du 3 juin 2020 relative aux délais applicables en matière financière et agricole pendant l'état d'urgence sanitaire
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2017-1107 du 22 juin 2017 relative aux marchés d'instruments financiers et à la séparation du régime juridique des sociétés de gestion de portefeuille de celui des entreprises d'investissement
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2017-650 du 27 avril 2017 modifiant le livre III du code du patrimoine
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2020-71 du 29 janvier 2020 relative à la réécriture des règles de construction et recodifiant le livre Ier du code de la construction et de l'habitation
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2020-538 du 7 mai 2020 relative aux conditions financières de résolution de certains contrats en cas de force majeure dans les secteurs de la culture et du sport
15.06.2022	ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 2017-647 du 27 avril 2017 relative à la prise en compte de l'ancienneté dans les contrats de travail à caractère saisonnier et à leur reconduction.
15.06.2022	ratifiant diverses ordonnances prévues par la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel et portant diverses mesures d'ordre social
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2018-1178 du 19 décembre 2018 relative aux mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour parfaire la transposition en droit interne des principes du code mondial antidopage et modifiant le code du sport
15.06.2022	ratifiant les ordonnances prises sur le fondement des articles 65 et 88 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2020-921 du 29 juillet 2020 portant diverses mesures d'accompagnement des salariés dans le cadre de la fermeture des centrales à charbon
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2020-1142 du 16 septembre 2020 portant création, au sein du code de commerce, d'un chapitre relatif aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-135 du 10 février 2021 portant diverses mesures d'urgence dans les domaines du travail et de l'emploi et l'ordonnance n° 2021-136 du 10 février 2021 portant adaptation des mesures d'urgence en matière d'activité partielle
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-49 du 20 janvier 2021 relative aux classifications et rémunérations au sein de la branche ferroviaire
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-552 du 5 mai 2021 portant actualisation et adaptation des dispositions du code de l'éducation relatives à l'outre-mer
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2020-1496 du 2 décembre 2020 relative à la centralisation des disponibilités de certains organismes au Trésor
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2019-1015 du 2 octobre 2019 réformant la régulation des jeux d'argent et de hasard
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2017-543 du 13 avril 2017 portant diverses mesures relatives à la mobilité dans la fonction publique
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2020-1733 du 16 décembre 2020 portant partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Date dépôt	Projet de loi
15.06.2022	ratifiant les ordonnances n° 2019-358 du 24 avril 2019 relative à l'action en responsabilité pour prix abusivement bas et n° 2019-359 du 24 avril 2019 portant refonte du titre IV du livre IV du code de commerce relatif à la transparence, aux pratiques restrictives de concurrence et aux autres pratiques prohibées
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-488 du 21 avril 2021 relative aux mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial antidopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-649 du 26 mai 2021 relative à la transposition de la directive (UE) 2019/1 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 visant à doter les autorités de concurrence des États membres des moyens de mettre en œuvre plus efficacement les règles de concurrence et à garantir le bon fonctionnement du marché intérieur
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
15.06.2022	ratifiant diverses ordonnances prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 en matière économique et financière
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 relative à la publication d'informations non financières par certaines grandes entreprises et certains groupes d'entreprises
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2019-766 du 24 juillet 2019 portant réforme de l'épargne retraite
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-580 du 12 mai 2021 portant transposition du 6 de l'article 2 et des articles 17 à 23 de la directive 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2017-1519 du 2 novembre 2017 portant adaptation du droit français au règlement (UE) n° 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1200 du 15 septembre 2021 relative aux titres I <sup>er</sup> et II de la partie législative du livre VII du code monétaire et financier
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2018-341 du 9 mai 2018 relative au brevet européen à effet unitaire et à la juridiction unifiée du brevet
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2017-1491 du 25 octobre 2017 portant extension et adaptation de la partie législative du code du travail, et de diverses dispositions relatives au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte
15.06.2022	ratifiant diverses ordonnances prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 en matière de procédures pénale, civile et administrative

Date dépôt	Projet de loi
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2020-353 du 27 mars 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination de titulaires de droits d'auteurs et de droits voisins en raison des conséquences de la propagation du virus covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2018-22 du 17 janvier 2018 relative au contrôle de la mise en œuvre des dispositions du code de l'action sociale et des familles et de l'article L. 412-2 du code du tourisme et aux suites de ce contrôle
15.06.2022	ratifiant diverses ordonnances prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 en matière de travail, d'emploi et de formation professionnelle
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2018-470 du 12 juin 2018 procédant au regroupement et à la mise en cohérence des dispositions du code de la sécurité sociale applicables aux travailleurs indépendants
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2018-603 du 11 juillet 2018 relative à la procédure disciplinaire devant l'Agence française de lutte contre le dopage
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2020-934 du 29 juillet 2020 portant réorganisation des dispositions du code des transports relatives à la sûreté dans les transports
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2020-115 du 12 février 2020 renforçant le dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019 relative aux régimes professionnels de retraite supplémentaire
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2020-1447 du 25 novembre 2020 portant diverses mesures en matière de santé et de famille dans la fonction publique
15.06.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2018-474 du 12 juin 2018 relative à la simplification et à l'harmonisation des définitions des assiettes des cotisations et contributions de sécurité sociale
13.07.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2022-582 du 20 avril 2022 portant adaptation du droit français au règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2017 relatif aux dispositifs médicaux et modifiant le code de la santé publique
20.07.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2022-839 du 1 <sup>er</sup> juin 2022 relative aux agents de l'Office national des forêts
20.07.2022	ratifiant les ordonnances prises sur le fondement des articles 1er et 12 de la loi n° 2021-1308 du 8 octobre 2021 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances
07.09.2022	d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur
26.09.2022	relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables

**B. TEXTES ADOPTÉS PAR LE SÉNAT**

**1. Bilan législatif**

*a) Projets et propositions de loi déposés (637) (Hors conventions)*

Sessions	Projets de loi			Propositions de loi		
	Déposés en 1 <sup>er</sup> lieu		Total	Déposées en 1 <sup>er</sup> lieu		Total
	à l'AN	au Sénat		à l'AN	au Sénat	
Session ordinaire	15	86	101	328	155	<b>483</b>
Sessions extraordinaires	11	5	16	96	58	<b>154</b>
<b>TOTAL</b>	<b>26</b>	<b>91</b>	<b>117</b>	<b>424</b>	<b>213</b>	<b>637</b>

*b) Projets et propositions de loi définitivement adoptés (61)<sup>1</sup> (Hors conventions)*

Sessions	Lois issues de projets de loi déposés			Lois issues de propositions de loi déposées		
	au Sénat	à l'AN	TOTAL	au Sénat	à l'AN	TOTAL
Session ordinaire	3	13	<b>16</b>	11	29	<b>40</b>
Sessions extraordinaires	1	3	<b>4</b>	0	1	<b>1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4</b>	<b>16</b>	<b>20</b>	<b>11</b>	<b>30</b>	<b>41</b>

<sup>1</sup> 18 conventions définitivement adoptées soit un total de 79 textes définitivement adoptés.

*c) Projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales examinées au Sénat (12)*

Dates	Procédure simplifiée		Procédure normale			Total conventions examinées	
	nombre	durée	nombre	durée	orateurs <sup>1</sup>	nombre	durée
28.10.2021	3	0 h 00	2	2 h 03	8	5	2 h 03
16.12.2021	2	0 h 00	-	-	-	2	0 h 00
26.01.2022	1	0 h 00	-	-	-	1	0 h 00
15.02.2022	2	0 h 01	1	1 h 01	8	3	1 h 02
19.07.2022	4	0 h 02	1	0 h 54	8	5	0 h 56
21.07.2022	-	-	1	1 h 34	10	1	1 h 34
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>0 h 05</b>	<b>5</b>	<b>5 h 32</b>	<b>34</b>	<b>17</b>	<b>5 h 37</b>

Ces 17 projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales **ont été définitivement adoptés par le Parlement** en 2021-2022 (12 déposés à l'Assemblée nationale et 5 déposés au Sénat). Cinq ont été examinés après engagement de la procédure accélérée.

En tout, ce sont **18 projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales qui ont été adoptés définitivement** pendant l'année 2021-2022.

**Liste des conventions examinées en procédure normale par le Sénat au cours de l'année parlementaire 2021-2022**

Dépôt	Date d'examen	Convention	Durée
<b><u>Session ordinaire</u></b>			
AN	28.10.2021	autorisant la ratification de la Convention n° 190 de l'Organisation internationale du Travail relative à l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail*	1 h 01
806	28.10.2021	autorisant la ratification de l'accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité	1 h 02
325	15.02.2022	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État du Qatar établissant un partenariat relatif à la sécurité de la Coupe du Monde de football de 2022*	1 h 01
<b><u>Sessions extraordinaires</u></b>			
AN	19.07.2022	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État du Qatar relatif au statut de leurs forces	0 h 54
782	21.07.2022	autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Finlande et la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Royaume de Suède*	1 h 34

<sup>1</sup> Hors Gouvernement et commissions.

\* Textes ayant fait l'objet d'une procédure accélérée

## 2. Propositions de loi sénatoriales

### a) Tableaux récapitulatifs

#### Propositions de loi déposées par les sénateurs en 2021-2022

	Les Républicains	SER	UC	RDSE	RDPI	CRCE	Les Indépendants	GEST	NI	Signataires de plusieurs groupes	TOTAL
2021- 2022	56	21	14	8	4	15	5	4	20	66	<b>213</b>

#### Propositions de loi examinées au Sénat en 2021-2022<sup>1</sup>

	PPL Sénat										PPL AN
	Les Républicains	SER	UC	RDSE	RDPI	CRCE	Les Indépendants	GEST	Signataires de plusieurs groupes	Total PPL Sénat	
<b>SESSION ORDINAIRE</b>											
PPL examinées	4	8	3	2	-	-	-	1	13	31	29
<i>rejetées</i>	-	6	-	1	-	-	-	1	1	9	-
<i>renvoyées en commission</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>retirées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	1 (art. 26 du Règlement)	1	-
<i>adoptées</i>	4	2	3	1	-	-	-	-	11	21	29
<b>SESSIONS EXTRAORDINAIRES</b>											
PPL examinées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
<i>adoptées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1

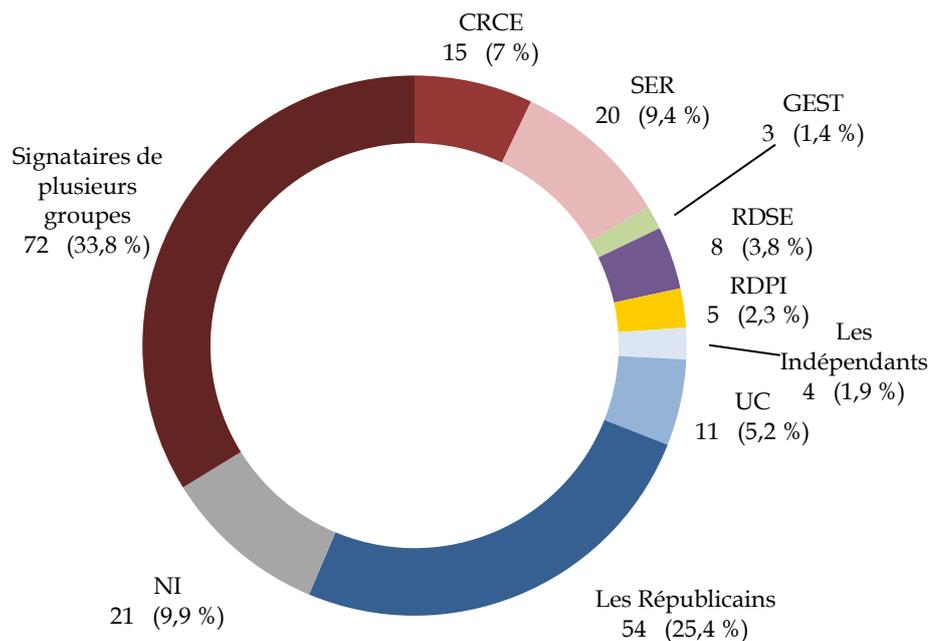
<sup>1</sup> En cas de lectures successives d'une proposition de loi au cours de l'année parlementaire, seul est pris en compte le sort lors de la lecture la plus avancée.

**Propositions de loi adoptées définitivement par le Parlement  
en 2021-2022**

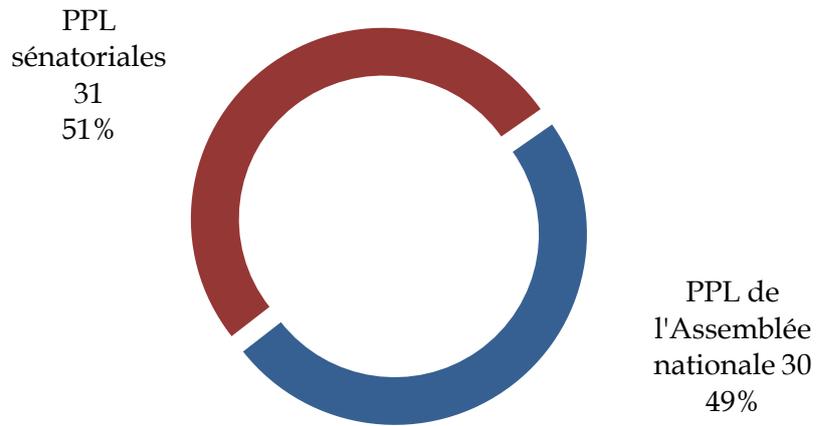
PPL Sénat											PPL AN
Les Républicains	SER	UC	RDSE	RDPI	CRCE	Les Indépendants	GEST	Signataires de plusieurs groupes	Total PPL Sénat		
<b>SESSION ORDINAIRE</b>											
PPL adoptées définitivement	2	1	1 + 1 <sup>1</sup>	-	-	-	-	-	4 + 2 <sup>1</sup>	11	29
<b>SESSIONS EXTRAORDINAIRES</b>											
PPL adoptées définitivement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1

<sup>1</sup> Propositions de loi examinées au Sénat lors d'une précédente session et définitivement adoptées lors de la session 2021-2022

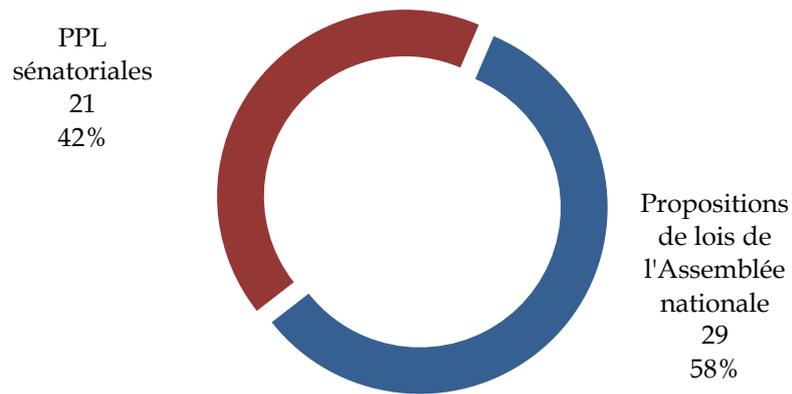
**213 propositions de loi déposées au Sénat**



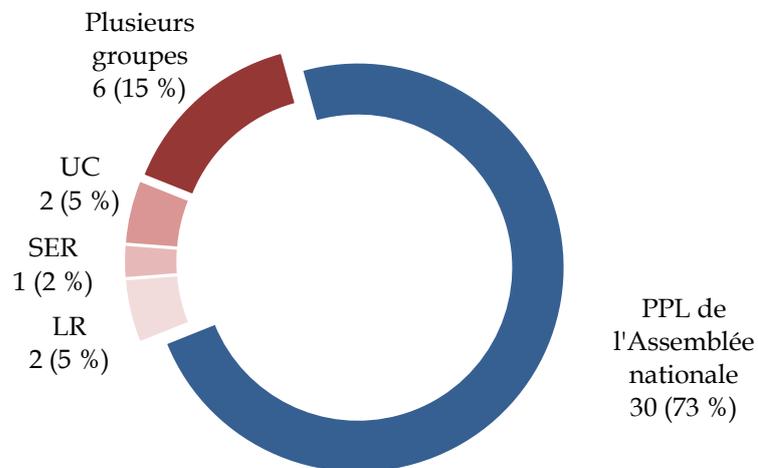
### 61 propositions de loi examinées par le Sénat



### 50 propositions de loi adoptées par le Sénat



### 41 propositions de loi définitivement adoptées



b) Propositions de loi sénatoriales définitivement adoptées (11)

Proposition de loi	Premiers signataires	Commission saisie	Adoption définitive
<b><u>Session ordinaire 2021-2022</u></b>			
permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce	Mme Nathalie GOULET	Lois	05.10.2021
visant à nommer les enfants nés sans vie	Mme Anne-Catherine LOISIER	Lois	26.11.2021
visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs	Mme Laure DARCOS	Culture	16.12.2021
visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse	M. Patrick CHAIZE	Aménagement du territoire et Développement durable	13.12.2021
visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France	MM. Patrick CHAIZE, Guillaume CHEVROLLIER, Jean-Michel HOULLEGATTE, Hervé MAUREY	Aménagement du territoire et Développement durable	02.11.2021
visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation	Mme Samantha CAZEBONNE	Affaires étrangères	16.02.2022
visant à moderniser la régulation du marché de l'art	Mme Catherine MORIN-DESAILLY	Lois	22.02.2022
relative au monde combattant	Mme Jocelyne GUIDEZ	Affaires sociales	24.02.2022
relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique	Mme Sylvie ROBERT	Culture	16.12.2021
pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public	M. Laurent LAFON	Affaires économiques	24.02.2022

<b>Proposition de loi</b>	<b>Premiers signataires</b>	<b>Commission saisie</b>	<b>Adoption définitive</b>
tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit	M. Vincent DELAHAYE, Mme Valérie LÉTARD	Lois	03.02.2022
<b><u>Sessions extraordinaires 2021-2022</u></b>			
-			

*c) Proposition de loi sénatoriale soumise pour avis au Conseil d'État (aucune)*

<b>Date de la saisine</b>	<b>Texte concerné</b>	<b>Premier signataire</b>	<b>Commission saisie</b>	<b>Suites</b>
<b><u>Année parlementaire 2021-2022</u></b>				
-				

**3. Décisions de rejet émises par le Sénat sur l'ensemble des propositions de loi issues de l'assemblée nationale et des projets de loi**

**Total textes rejetés : 12**

**1 PPL AN rejetée en deuxième et en nouvelle lectures**

**3 PPL AN rejetées en nouvelle lecture**

**2 PJJ rejetés en première et en nouvelle lectures**

**3 PJJ rejetés en nouvelle lectures**

Texte en discussion	Auteur	Niveau de lecture	Mode de rejet	Date
<b><u>Session ordinaire 2021-2022</u></b>				
PJJ diverses dispositions de vigilance sanitaire	Gouvernement	Nouvelle	Question préalable	04.11.2021
PLFR pour 2021 (2)	Gouvernement	Nouvelle	Question préalable	24.11.2021
PLFSS pour 2022	Gouvernement	Nouvelle	Question préalable	25.11.2021
PLF pour 2022	Gouvernement	Première	Rejet de la 1 <sup>ère</sup> partie	23.11.2021
PLF pour 2022	Gouvernement	Nouvelle	Question préalable	14.12.2021
PPL (AN) Renforcer le droit à l'avortement	Mme Albane GAILLOT (non inscrite)	Deuxième	Question préalable	19.01.2022
PPL (AN) Démocratiser le sport	Mme Céline CALVEZ (La République en Marche)	Nouvelle	Question préalable	16.02.2022
PPL (AN) Renforcer le droit à l'avortement	Mme Albane GAILLOT (non inscrite)	Nouvelle	Question préalable	16.02.2022
PPL (AN) Combattre le harcèlement scolaire	M. Erwan BALANANT (Mouvement démocrate)	Nouvelle	Question préalable	17.02.2022
PPL choix du nom issu de la filiation	M. Patrick VIGNAL (La République en Marche)	Nouvelle	Question préalable	24.02.2022
<b><u>Sessions extraordinaires 2021-2022</u></b>				
PJJ règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2021	Gouvernement	Première	Rejet des articles	19.07.2022
PJJ règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2021	Gouvernement	Nouvelle	Rejet des articles	02.08.2022

## C. MODALITÉS D'ADOPTION DES TEXTES

### 1. Procédures accélérées

#### a) Procédures accélérées engagées (37<sup>1</sup>)

Date d'engagement de la procédure accélérée	Texte concerné
<b><u>Session ordinaire 2021-2022</u></b>	
13.10.2021	PJL (AN) portant diverses dispositions de vigilance sanitaire
25.10.2021	PPL (AN) visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte
25.10.2021	PPLO (AN) visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte
26.10.2021	PPL (S) visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse
02.11.2021	PPL (AN) pour un accès plus juste, plus simple et plus transparent au marché de l'assurance emprunteur
03.11.2021	PJL (AN) portant reconnaissance de la Nation et réparation des préjudices subis par les harkis, par les autres personnes rapatriées d'Algérie anciennement de statut civil de droit local et par leurs familles
03.11.2021	PJL (AN) relatif à la restitution ou la remise de certains biens culturels aux ayants droit de leurs propriétaires victimes de persécutions antisémites
08.11.2021	PPL (AN) visant à combattre le harcèlement scolaire
01.12.2021	PJL (AN) portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture
08.12.2021	Convention (AN) autorisant la ratification de la convention relative à la nationalité entre la République française et le Royaume d'Espagne
13.12.2021	PPL (AN) visant à encourager l'usage du contrôle parental sur certains équipements et services vendus en France et permettant d'accéder à internet
27.12.2021	PJL (AN) renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique
27.12.2021	PPL (AN) relative à l'aménagement du Rhône
27.12.2021	PPL (AN) relative au choix du nom issu de la filiation
05.01.2022	Convention (S) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État du Qatar établissant un partenariat relatif à la sécurité de la Coupe du Monde de football de 2022

<sup>1</sup> 35 textes, dont deux ont été retirés de l'une des assemblées pour être de nouveau déposés dans l'autre assemblée, avec engagement de la procédure accélérée

Date d'engagement de la procédure accélérée	Texte concerné
05.01.2022	Convention (AN) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Autorité bancaire européenne relatif au siège de l'Autorité bancaire européenne et à ses privilèges et immunités sur le territoire français
12.01.2022	PJJ (S) ratifiant l'ordonnance n° 2021-1605 du 8 décembre 2021 étendant et adaptant à la fonction publique des communes de Polynésie française certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale
12.01.2022	PPL (S) visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation
24.01.2022	PPL (AN) portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière de prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne
15.02.2022	Convention (S) autorisant l'approbation de l'amendement de la convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure et de son règlement d'application
16.03.2022	PJJ (AN) d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur <i>(texte retiré du rôle de l'Assemblée nationale et déposé au Sénat, avec engagement de la procédure accélérée le 7 septembre 2022)</i>
08.06.2022	PJJ (S) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense et au statut de leurs forces sur les territoires caribéens et sud-américain de la République française et du Royaume des Pays-Bas <sup>1</sup> <i>(texte retiré du rôle du Sénat et déposé à l'Assemblée nationale, avec engagement de la procédure accélérée le 29 juin 2022)</i>
29.06.2022	PJJ (AN) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense et au statut de leurs forces sur les territoires caribéens et sud-américain de la République française et du Royaume des Pays-Bas
<b>Session extraordinaire 2021-2022</b>	
04.07.2022	PJJ (AN) maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19
04.07.2022	Convention (AN) France-Italie pour une coopération bilatérale renforcée
04.07.2022	PLR (AN) règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2021
07.07.2022	Convention (AN) autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Banque des règlements internationaux relatif au statut et aux activités de la Banque des règlements internationaux en France, et de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et la Banque des règlements internationaux

Date d'engagement de la procédure accélérée	Texte concerné
07.07.2022	PJJ (AN) portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat
13.07.2022	Convention (AN) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Cour pénale internationale sur l'exécution des peines prononcées par la Cour
13.07.2022	Convention (S) autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Finlande et la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Royaume de Suède
29.07.2022	Convention (AN) autorisant l'approbation de l'accord relatif à la restructuration de la plate-forme douanière de Saint-Louis - Bâle sur l'autoroute A35 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse
24.08.2022	Convention (AN) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la coopération sur les questions de sûreté maritime et portuaire s'agissant spécifiquement des navires à passagers dans la Manche
24.08.2022	Convention (AN) autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, et de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal
07.09.2022	PJJ (AN) portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi
07.09.2022	PJJ (S) d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur
26.09.2022	PJJ (AN) de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027
26.09.2022	PJJ (S) relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables

*b) Opposition à la procédure accélérée*

Date	Auteur de la demande	Texte concerné	Décision de la Conférence des Présidents	Suite à l'Assemblée nationale
<u>Année parlementaire 2021-2022</u>				
<i>Néant</i>				

**2. Procédure de vote unique**

Date	Texte en discussion	Lecture	Dispositions soumises au vote unique	Amendements <sup>1</sup>		Résultat du vote
				retenus	exclus	
<u>Année parlementaire 2021-2022</u>						
<i>Néant</i>						

**3. Demandes de seconde délibération**

Date	Texte en discussion	Auteur de la demande	Objet de la seconde délibération	Position du Gouvernement ou de la commission	Nombre d'amendements	
					déposés	adoptés
<u>Année parlementaire 2021-2022</u>						
<i>Néant</i>						

---

<sup>1</sup> Article 42, alinéa 9, du Règlement du Sénat.

#### 4. Commissions mixtes paritaires

a) Tableau récapitulatif

Sessions <sup>1</sup>	Adoption définitive du texte CMP			Échec de la procédure CMP		Suite de la procédure	
	Non amendé	Amendé	Total adoption	Sans conclusions	Texte CMP rejeté	Accord en nouvelle lecture	Lecture déf. AN
Session ordinaire	13	11	<b>24</b>	12	0	2	10
Sessions extraordinaires	3	2	<b>5</b>	1	0	0	1 <sup>2</sup>
<b>Total</b>	16	13	<b>29</b>	13	0	2	10

b) Liste des textes adoptés définitivement ayant fait l'objet d'un accord en CMP et dont la lecture des conclusions de CMP a fait l'objet du dépôt d'amendements

Texte en discussion	Date de la CMP	Date d'adoption du texte de la CMP		
		Amendements déposés sur les conclusions de CMP	de l'AN	du Sénat
PPL (AN) Visant à protéger la rémunération des agriculteurs	04.10.2021	5	06.10.2021	14.10.2021
PPL (AN) Visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers	07.10.2021	2	16.11.2021	26.10.2021
PJL (AN) Pour la confiance dans l'institution judiciaire	21.10.2021	6	16.11.2021	18.11.2021
PPL (AN) Visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale	21.10.2021	5	16.11.2021	18.11.2021
PPLO(AN) Relative à la modernisation de la gestion des finances publiques	15.11.2021	1	18.11.2021	24.11.2021
PJL (AN) Indemnisation des catastrophes naturelles	18.11.21	4	13.12.2021	16.12.2021
PPL (AN) Portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires	01.12.2021	5	13.12.2021	07.12.2021

<sup>1</sup> La session prise en compte est celle de l'adoption définitive du texte.

<sup>2</sup> Le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021 a été rejeté par l'Assemblée nationale en lecture définitive.

Texte en discussion	Date de la CMP	Date d'adoption du texte de la CMP		
		Amendements déposés sur les conclusions de CMP	de l'AN	du Sénat
PJL (AN) Relatif à la protection des enfants	11.01.2022	5	25.01.2022	20.01.2022
PJL (S) Relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale	31.01.2022	21	08.02.2022	09.02.2022
PPL (AN) Visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte	01.02.2022	1	08.02.2022	16.02.2022
PPLO (AN) Visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte	01.02.2022	1	08.02.2022	16.02.2022
PJL (AN) Portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat	01.08.2022	3	03.08.2022	03.08.2022
PLFR (AN) Pour 2022	03.08.2022	4	04.08.2022	04.08.2022

#### 5. Nouvelle délibération (Article 10, alinéa 2, de la Constitution)

Date de la demande	Texte soumis à nouvelle délibération	Examen	
		À l'Assemblée nationale	Au Sénat
<u>Année parlementaire 2021-2022</u>			
<i>Néant</i>			

**D. AMENDEMENTS**

**1. « Braquet » d'examen des amendements sur les textes dont la première lecture a été supérieure à 10 heures**

Texte	Durée de la discussion des articles	Amendements (+ motions)			Taux d'adoption	Braquet
		déposés	examinés	adoptés		
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022	25 h 04	1 055 + 1	571 + 1	199	18,8%	23,8
Projet de loi de finances pour 2022	17 h 24	879 + 1	601 + 1	93	10,6 %	39,2
Projet de loi de finances rectificative pour 2022	17 h 04	560	463	71	12,7 %	27,2
Projet de loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat *	18 h 23	458	321	51	11,1 %	17,7
Projet de loi relatif à la protection des enfants*	12 h 03	421	292	43	10,2 %	24,3
Projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique *	13 h 17	206 + 1	180 + 1	28	13,6 %	13,7
Proposition de loi visant à démocratiser le sport en France *	11 h 42	237	211	69	29,1 %	18,5

\* Texte examiné après engagement de la procédure accélérée

## 2. Amendements déclarés irrecevables

	En commission	En séance
Irrecevabilité financière (article 40 de la Constitution)	52	565
Irrecevabilité budgétaire (LOLF)	2	136
Irrecevabilité sociale (article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale)	0	138
Amendements hors du domaine de la loi (article 41 de la Constitution)	0	44
Absence de lien avec le texte (article 45, alinéa 1, de la Constitution)	22	162
Irrecevabilité « entonnoir » (article 44 <i>bis</i> , alinéas 5 et 6, du Règlement)	2	3
Irrecevabilité dans le cadre d'une procédure de législation en commission (article 47 <i>quater</i> du Règlement)	0	0
Irrecevabilité par contrariété à l'article 38 de la Constitution (article 44 <i>bis</i> du Règlement)	0	2
<b>Total</b>	<b>78</b>	<b>1 050</b>

## 3. Treize textes ont fait l'objet du dépôt d'au moins 80 amendements

Lors de cette année parlementaire, **13 textes** (dont un en deuxième lecture) ont fait l'objet du dépôt d'**au moins 80 amendements en séance publique**, soit deux fois moins que l'année dernière (24 en 2020-2021) mais un niveau égal à la session 2019-2020 et proche de 2018-2019 (14 textes).

Parmi ces textes figuraient **5 propositions de loi**, toutes issues de l'**Assemblée nationale**.

**1 seul texte** (le PLFSS pour 2022) a **donné lieu au dépôt de plus de 1 000 amendements** (contre 4 en 2020-2021, 1 en 2019-2020, 3 en 2018-2019, 2 en 2017-2018, 0 en 2016-2017).

**Textes ayant fait l'objet du dépôt de plus de 80 amendements  
lors de l'année parlementaire 2021-2022**

<b>Texte</b>	<b>Durée de la discussion des articles</b>	<b>Amendements déposés (+ motions)</b>	<b>Amendements examinés</b>	<b>Amendements adoptés</b>
PLFSS pour 2022	25 h 04	1055 + 1	571 + 1	199
PJL portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat	18 h 23	458	321	51
PLF pour 2022	17 h 24	879 + 1	601 + 1	93
PLFR pour 2022	17 h 04	560	463	71
PJL renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique	13 h 17	206 + 1	180 + 1	28
PJL relatif à la protection des enfants	12 h 03	421	292	43
PPL (AN) visant à démocratiser le sport en France	11 h 42	237	211	69
PJL relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure	4 h 40	93 + 1	85 + 1	19
PPL (AN) portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires	4 h 27	200	160	46
PPL (AN) visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle	3 h 55	99	80	18
PJL portant diverses dispositions de vigilance sanitaire	3 h 42	86	74	17
PPL (AN) protection des lanceurs d'alerte	3 h 29	107	100	31
PPL (AN) d'orientation relative à une meilleure diffusion de l'assurance récolte en agriculture et portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture	3 h 17	104	79	26

**E. ACCROISSEMENT TOTAL DES TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS  
(HORS CONVENTIONS INTERNATIONALES)**

	Textes définitivement adoptés	Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)	Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)
1	<i>PPL (S) permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce *</i>	246	3 115	<b>1166,26 %</b>	1	4	<b>300 %</b>
2	<i>PPL (AN) visant au gel des matchs de football le 5 mai</i>	364	1 066	<b>192,86 %</b>	1	1	<b>0 %</b>
3	<i>PPL (AN) visant à protéger la rémunération des agriculteurs (CMP) *</i>	19 953	55 463	<b>177,97 %</b>	7	16	<b>128,57 %</b>
4	<i>PPL (S) visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France</i>	17 331	26 277	<b>51,62 %</b>	24	36	<b>50 %</b>
5	<i>PPL (AN) visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu *</i>	2 176	2 142	<b>-1,56 %</b>	1	1	<b>0 %</b>
6	<i>PJL (AN) portant diverses dispositions de vigilance sanitaire (DM) *</i>	11 865	25 148	<b>111,95 %</b>	6	14	<b>133,33 %</b>
7	<i>PPL (AN) visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels (CMP) *</i>	39 158	109 953	<b>180,79 %</b>	41	58	<b>41,46 %</b>
8	<i>PPL (AN) visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes (CMP) *</i>	17 182	51 580	<b>200,20 %</b>	16	50	<b>212,50 %</b>
9	<i>PJL (AN) pour la confiance dans l'institution judiciaire (CMP) *</i>	84 588	169 047	<b>99,85 %</b>	37	61	<b>64,86 %</b>
10	<i>PJLO (AN) pour la confiance dans l'institution judiciaire (CMP) *</i>	8 778	10 575	<b>20,47 %</b>	5	5	<b>0 %</b>

	Textes définitivement adoptés	Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)	Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)
11	<i>PPL (AN) portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques (CMP) *</i>	1 347	5 510	<b>309,06 %</b>	4	8	<b>100 %</b>
12	<i>PPLO (AN) relative à la modernisation de la gestion des finances publiques (CMP) *</i>	46 022	61 105	<b>32,77 %</b>	12	33	<b>175 %</b>
13	<i>PPL (AN) relative aux restrictions d'accès à certaines professions en raison de l'état de santé</i>	1 698	3 033	<b>78,62 %</b>	5	2	<b>-60 %</b>
14	<i>PJL (AN) de finances rectificative pour 2021 n° 2 (DM)</i>	9 945	11 923	<b>19,89 %</b>	13	16	<b>23,08 %</b>
15	<i>PJL (S) visant à nommer les enfants nés sans vie</i>	310	517	<b>66,77 %</b>	1	1	<b>0 %</b>
16	<i>PJL (AN) de financement de la sécurité sociale pour 2022 (DM)</i>	230 390	337 824	<b>46,63 %</b>	62	121	<b>95,16 %</b>
17	<i>PPL (AN) visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer</i>	3 560	4 710	<b>32,30 %</b>	4	7	<b>75 %</b>
18	<i>PPL (AN) visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles</i>	4 671	2 053	<b>-56,05 %</b>	6	4	<b>-33,33 %</b>
19	<i>PPL (AN) créant la fonction de directrice ou de directeur d'école</i>	4 161	5 850	<b>40,59 %</b>	7	6	<b>-14,29 %</b>
20	<i>PPL (AN) portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires *</i>	15 100	30 961	<b>105,04 %</b>	6	7	<b>16,67 %</b>
21	<i>PPL (S) visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse *</i>	5 405	8 231	<b>52,28 %</b>	1	2	<b>100 %</b>

	Textes définitivement adoptés	Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)	Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)
22	<i>PJL (AN) de finances pour 2022 (DM)</i>	147 170	450 146	<b>205,87 %</b>	49	214	<b>336,73 %</b>
23	<i>PPL (S) relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique *</i>	5 825	7 065	<b>21,29 %</b>	13	13	<b>0 %</b>
24	<i>PPL (AN) relative à l'indemnisation des catastrophes naturelles (DM) *</i>	7 689	15 661	<b>103,68 %</b>	9	10	<b>11,11 %</b>
25	<i>PJL (AN) relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure (DM) *</i>	67 449	96 292	<b>42,76 %</b>	20	34	<b>70 %</b>
26	<i>PPL (AN) visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle (DM) *</i>	7 278	21 682	<b>197,91 %</b>	9	17	<b>88,89 %</b>
27	<i>PPL (S) visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs *</i>	12 845	16 236	<b>26,40 %</b>	6	5	<b>-16,67 %</b>
28	<i>PPL (AN) visant à la création d'une plateforme de référencement et de prise en charge des malades chroniques de la covid-19</i>	1 412	1 680	<b>18,98 %</b>	3	2	<b>-33,33 %</b>
29	<i>PJL (AN) renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique (DM) *</i>	15 575	40 362	<b>159,15 %</b>	3	17	<b>466,67 %</b>

	Textes définitivement adoptés	Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)	Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)
30	<i>PJL (AN) ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes (CMP) *</i>	4 295	4 374	<b>1,84 %</b>	2	2	<b>0 %</b>
31	<i>PJL (AN) relative à la protection des enfants (CMP) *</i>	29 426	69 261	<b>135,37 %</b>	16	42	<b>162,50 %</b>
32	<i>PPL (AN) interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne (CMP) *</i>	4 539	4 724	<b>4,08 %</b>	4	4	<b>0 %</b>
33	<i>PJL (S) relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (CMP) *</i>	176 142	485 306	<b>175,52 %</b>	84	271	<b>222,62 %</b>
34	<i>PJL (S) en faveur de l'activité professionnelle indépendante (CMP) *</i>	37 288	80 622	<b>116,21 %</b>	14	21	<b>50 %</b>
35	<i>PPL (S) tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit</i>	24 401	17 715	<b>-27,40 %</b>	1	1	<b>0 %</b>
36	<i>PPL (AN) visant à réformer l'adoption (DM) *</i>	25 767	28 948	<b>12,35 %</b>	18	26	<b>44,44 %</b>
37	<i>PJL (AN) relative à la restitution ou la remise de certains biens culturels aux ayants droit de leurs propriétaires victimes de persécutions antisémites *</i>	3 896	4 790	<b>22,95 %</b>	3	4	<b>33,33 %</b>

	Textes définitivement adoptés	Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)	Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)
38	<i>PJL (AN) portant reconnaissance de la Nation envers les harkis et les autres personnes rapatriées d'Algérie anciennement de statut civil de droit local et réparation des préjudices subis par ceux-ci et leurs familles du fait de l'indignité de leurs conditions d'accueil et de vie dans certaines structures sur le territoire français (CMP) *</i>	6 670	10 771	<b>61,48 %</b>	7	8	14,29 %
39	<i>PPL (AN) visant à simplifier l'accès des experts forestiers aux données cadastrales</i>	1 540	1 813	<b>17,73 %</b>	1	1	0 %
40	<i>PJL (S) ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace</i>	1 505	15 026	<b>898,41 %</b>	3	21	600 %
41	<i>PPL (AN) pour un accès plus juste, plus simple et plus transparent au marché de l'assurance emprunteur (CMP) *</i>	7 523	12 233	<b>62,61 %</b>	8	11	37,50 %
42	<i>PPL (AN) relative à l'aménagement du Rhône (CMP) *</i>	137 393	141 957	<b>3,32 %</b>	71	71	0 %
43	<i>PPL (S) visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation *</i>	2 242	4 672	<b>108,39 %</b>	4	9	125 %
44	<i>PPL (S) visant à moderniser la régulation du marché de l'art</i>	12 654	22 983	<b>81,63 %</b>	1	11	1 000 %
45	<i>PPL (AN) visant à renforcer le droit à l'avortement (DM)</i>	834	3 558	<b>326,62 %</b>	3	7	133,33 %
46	<i>PPL (AN) visant à démocratiser le sport en France (DM) *</i>	16 337	57 323	<b>250,88 %</b>	12	59	391,67 %

	Textes définitivement adoptés	Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)	Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)
47	<i>PPL (S) relative au monde combattant</i>	224	746	<b>233,04 %</b>	1	1	0 %
48	<i>PJL (AN) d'orientation relative à une meilleure diffusion de l'assurance récolte en agriculture et portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture (CMP) *</i>	11 758	29 704	<b>152,63 %</b>	12	21	75 %
49	<i>PPL (AN) visant à combattre le harcèlement scolaire (DM) *</i>	4 582	11 788	<b>157,27 %</b>	8	16	100 %
50	<i>PPL (AN) visant à renforcer le contrôle parental sur les moyens d'accès à internet (CMP) *</i>	2 057	6 408	<b>211,52 %</b>	4	4	0 %
51	<i>PPL (AN) relative au choix du nom issu de la filiation (DM) *</i>	1 831	2 967	<b>62,04 %</b>	4	5	25 %
52	<i>PPL (S) pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public</i>	555	1 892	<b>240,90 %</b>	2	2	0 %
53	<i>PPL (AN) relative aux lois de financement de la sécurité sociale *</i>	427	5 884	<b>1277,99 %</b>	2	3	50 %
54	<i>PPLO (AN) relative aux lois de financement de la sécurité sociale *</i>	36 723	44 650	<b>21,59 %</b>	5	9	80 %
55	<i>PPL (AN) visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte (CMP) *</i>	2 038	3 531	<b>73,26 %</b>	2	4	100 %
56	<i>PPLO (AN) visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte (CMP) *</i>	18 043	48 393	<b>168,21 %</b>	13	18	38,46 %
57	<i>PJL (AN) mettant fin aux régimes d'exception créés pour lutter contre l'épidémie liée à la covid-19 (CMP) *</i>	2 063	17 418	<b>744,30 %</b>	2	5	150 %

	Textes définitivement adoptés	Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)	Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)
58	<i>PPL (AN) portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière de prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne (CMP) *</i>	7 365	10 381	<b>40,95 %</b>	1	1	0 %
59	<i>PJL (AN) portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat (CMP) *</i>	48 566	109 387	<b>125,23 %</b>	20	48	140 %
60	<i>PJL (S) ratifiant l'ordonnance n° 2021-1605 du 8 décembre 2021 étendant et adaptant à la fonction publique des communes de Polynésie française certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (CMP) *</i>	219	17 317	<b>7807,31 %</b>	1	20	1900 %
61	<i>PJL (AN) de finances rectificative pour 2022 (CMP)</i>	51 258	111 980	<b>118,46 %</b>	17	46	170,59 %
	<b>MOYENNE TOTALE PONDEREE</b>	1 469 654	2 963 729	<b>101,66 %</b>	718	1 537	114,07 %

**F. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION**

**1. Propositions de résolution déposées (hors article 88-4 de la Constitution)**

*a) Propositions de résolution de l'article 34-1 de la Constitution (18)*

Date	N° et objet	Premiers signataires
<b>Session ordinaire 2021-2022</b>		
05.10.21	N° 6 - Meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante	MM. Laurent LAFON (UC), Pierre OUZOULIAS (CRCE)
05.10.21	N° 8 - Lutte contre les incivilités	M. Stéphane DEMILLY (UC)
06.10.21	N° 30 - Développement de l'agrivoltaïsme en France	MM. Jean-François LONGEOT, Jean-Pierre MOGA (UC)
08.10.21	N° 39 - Nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow	MM. Didier MANDELLI (LR), Ronan DANTEC (GEST), Jean-François LONGEOT (UC)
26.11.21	N° 228 - Reconnaissance d'un État palestinien aux côtés d'Israël	M. Pierre LAURENT (CRCE)
29.11.21	N° 231 - Adopter une déclaration de la fin de la guerre de Corée	M. Christian CAMBON (LR)
02.12.21	N° 255 - Réforme des modes de calcul des quotes-parts de droits de tirage spéciaux	M. Pierre LAURENT, Mme Michelle GRÉAUME, MM. Pascal SAVOLDELLI, Éric BOCQUET, Fabien GAY, Mme Cathy APOURCEAU-POLY (CRCE)
07.12.21	N° 265 - Régulation de la plateformes du travail et de l'emploi	M. Olivier JACQUIN (SER)
09.12.21	N° 280 - Situation des femmes dans les territoires ruraux	Mme Annick BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD (UC), Bruno BELIN (LR), Mme Nadège HAVET (RDPI), M. Pierre MÉDEVIELLE (Les Indépendants), Mmes Marie-Pierre MONIER (SER), Gyslène PANTEL (RDSE), Raymonde PONCET MONGE (GEST), Marie-Claude VARAILLAS (CRCE)

Date	N° et objet	Premiers signataires
13.12.21	N° 291 - Interdiction des coupures énergétiques et revalorisation du chèque énergie	M. Fabien GAY, Mme Marie-Noëlle LIENEMANN (CRCE)
02.02.22	N° 437 - Essor du nouveau nucléaire en France	MM. Jean-Pierre MOGA, Jean-François LONGEOT (UC)
21.02.22	N° 528 - Sociétés concessionnaires d'autoroutes	M. Olivier JACQUIN (SER)
01.03.22	N° 554 - Protéger les collectivités territoriales de la hausse des prix de l'énergie	Mmes Céline BRULIN, Cécile CUKIERMAN, M. Fabien GAY, Mme Michelle GRÉAUME (CRCE)
16.06.22	N° 715 - Normes applicables aux collectivités territoriales	M. Rémy POINTEREAU (LR)
<b><u>Session extraordinaire 2021-2022</u></b>		
08.07.22	N° 769 - Développement économique de la filière du chanvre en France	M. Guillaume GONTARD (GEST)
22.07.22	N° 819 - Grenelle des salaires	MM. Thierry COZIC, Rémi FÉRAUD, Mme Monique LUBIN, M. Patrick KANNER (SER)
21.09.22	N° 887 - Accord commercial entre la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne	M. Fabien GAY, Mmes Marie-Noëlle LIENEMANN, Éliane ASSASSI (CRCE)

*b) Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat (Aucune)*

Date	N° et objet	Premiers signataires
<b><u>Session ordinaire 2021-2022</u></b>		
-		
<b><u>Sessions extraordinaires 2021-2022</u></b>		
-		

*c) Propositions de résolution tendant à créer une commission d'enquête (9)*

<b>Date</b>	<b>N° et objet</b>	<b>Premiers signataires</b>	<b>Commission saisie au fond</b>
<b><u>Session ordinaire 2021-2022</u></b>			
04.10.21	N° 2 - Lutte contre la fraude fiscale	Mme Nathalie GOULET (UC)	Finances
23.10.21	N° 98 - Lutte contre l'arbitrage de dividendes	Mme Nathalie GOULET (UC)	Finances
27.10.21	N° 111 - Influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques	Mme Éliane ASSASSI (CRCE)	Lois
27.10.21	N° 117 - Concentration des médias en France et impact dans une démocratie	M. David ASSOULINE (SER)	Culture
09.11.21	N° 138 - Situation de l'hôpital et le système de santé en France	M. Bruno RETAILLEAU (LR)	Affaires sociales
07.01.22	N° 330 - Lutte contre les profanations dans les lieux de culte et les cimetières	Mme Valérie BOYER (LR)	Lois
24.01.22	N° 383 - Chantier de l'EPR de Flamanville	MM. Guillaume GONTARD, Daniel SALMON, Joël LABBÉ, Guy BENARROCHE, Ronan DANTEC, Thomas DOSSUS, Jacques FERNIQUE, Mme Monique de MARCO, M. Paul Toussaint PARIGI, Mmes Raymonde PONCET MONGE, Sophie TAILLÉ-POLIAN et Mélanie VOGEL (GEST)	Affaires économiques
<b><u>Sessions extraordinaires 2021-2022</u></b>			
04.07.22	N° 747 : Hausse des prix	Mme Françoise FÉRAT (UC)	Affaires économiques
22.07.22	N° 820 - Crypto-actifs	Mme Nathalie GOULET (UC)	Finances

**2. Propositions de résolution adoptées (hors article 88-4 de la Constitution)**

*a) Propositions de résolution de l'article 34-1 de la Constitution (7)*

N° , objet et date de dépôt	Premiers signataires	Date d'examen et d'adoption en séance publique
<b><u>Session ordinaire 2021-2022</u></b>		
N° 701 - Portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme (17.06.2021)	MM. Bruno RETAILLEAU (LR), Hervé MARSEILLE (UC)	05.10.2021
N° 647 - Portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie (28.05.21)	M. Pascal ALLIZARD (LR)	05.10.2021
N° 39 - Visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow (08.10.2021)	MM. Didier MANDELLI (LR), Ronan DANTEC (GEST), Jean-François LONGEOT (UC)	02.11.2021
N° 839 - Demandant la mise en place d'un Agenda rural européen (21.09.2021)	M. Patrice JOLY (SER)	04.11.2021
N° 30 - Tendait au développement de l'agrivoltaïsme en France (06.10.2021)	MM. Jean-François LONGEOT, Jean-Pierre MOGA (UC)	04.01.2022
N° 6 - Pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante (05.10.2021)	MM. Laurent LAFON (UC), Pierre OUZOULIAS (CRCE)	04.01.2022
N° 231 - Appelant le Gouvernement à œuvrer pour l'adoption d'une déclaration de la fin de la guerre de Corée (29.11.2021)	M. Christian CAMBON (LR)	05.01.2022
<b><u>Session extraordinaire 2021-2022</u></b>		
-		

*b) Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat (Aucune)*

<b>N°, objet et date de dépôt</b>	<b>Premier signataire</b>	<b>Commission saisie et rapporteur</b>	<b>Date d'examen et d'adoption en séance publique</b>
<u>Session ordinaire 2021-2022</u>			
-			
<u>Sessions extraordinaires 2021-2022</u>			
-			

*c) Propositions de résolution tendant à créer une commission d'enquête  
(Aucune)*

<b>N°, objet et date de dépôt</b>	<b>Premier signataire</b>	<b>Commission saisie et rapporteur</b>	<b>Date d'examen et d'adoption en séance publique</b>
<u>Session ordinaire 2021-2022</u>			
-			
<u>Session extraordinaire 2021-2022</u>			
-			

**G. CONSULTATION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL**

<b>Date</b>	<b>Objet de la saisine</b>	<b>Suite</b>
<u>Année parlementaire 2021-2022</u>		
Néant		



### III. DÉBATS ET CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

#### A. DÉBATS

##### 1. Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement (5)

Date	Objet	Ministre(s) ayant lu la déclaration	Durée	
			Déclaration	Débat
<b><u>Session ordinaire 2021-2022</u></b>				
23.02.2022	Engagement de la France au Sahel (article 50-1 de la Constitution)	M. Jean CASTEX, Premier ministre	0 h 27	2 h 09
01.03.2022	Décision de la Russie de faire la guerre à l'Ukraine (article 50-1 de la Constitution)	M. Jean CASTEX, Premier ministre	0 h 30	2 h 24
<b><u>Session extraordinaire 2021-2022</u></b>				
06.07.2022	Déclaration du Gouvernement (article 50-1 de la Constitution)	Mme Élisabeth BORNE, Première ministre	0:43	1 h 41
12.07.2022	Bilan de la Présidence française de l'Union européenne (article 50-1 de la Constitution)	Mme Catherine COLONNA, ministre de l'Europe et des affaires étrangères	0:34	1 h 53
03.08.2022	Projet de programme de stabilité pour 2022-2027 (article 50-1 de la Constitution)	M. Gabriel ATTAL, ministre délégué chargé des comptes publics	0:17	1 h 44

## 2. Débats consécutifs aux réunions du Conseil européen (2)

Date	Objet	Ministre intéressé	Durée
<b><u>Session ordinaire 2021-2022</u></b>			
13.10.2021	Conseil européen des 21 et 22 octobre 2021	M. Clément BEAUNE, secrétaire d'État chargé des affaires européennes	2 h 48
08.12.2021	Conseil européen des 16 et 17 décembre 2021	M. Clément BEAUNE, secrétaire d'État chargé des affaires européennes	2 h 33
<b><u>Sessions extraordinaires 2021-2022</u></b>			
<i>Néant</i>			

## 3. Interventions des forces armées à l'étranger

a) *Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger*

Date	Objet	Ministre intéressé	Durée	
			Déclaration	Débat
<b><u>Année parlementaire 2021-2022</u></b>				
<i>Néant</i>				

b) *Demande d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger*

Date	Objet	Ministre intéressé	Autorisation	Durée	
				Déclaration	Débat
<b><u>Année parlementaire 2021-2022</u></b>					
<i>Néant</i>					

4. Débats d'initiative sénatoriale (32)

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
<b><u>Session ordinaire 2021-2022</u></b>					
05.10.2021	La situation outre-mer	Délégation sénatoriale aux outre-mer	M. Adrien TAQUET, secrétaire d'État chargé de l'enfance et des familles	Questions-Réponses	1 h 33
05.10.2021	Le pacte européen pour l'asile et les migrations	Groupe Les Républicains	Mme Marlène SCHIAPPA, ministre déléguée chargée de la citoyenneté	Questions-Réponses	1 h 23
07.10.2021	Le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement	Groupe Les Indépendants	Mme Nathalie ELIMAS, secrétaire d'État chargée de l'éducation prioritaire	Classique	1 h 18
07.10.2021	Les droits des personnes en situation de handicap sont-ils effectifs et respectés ?	Groupe CRCE	Mme Nathalie ELIMAS, secrétaire d'État chargée de l'éducation prioritaire	Classique	1 h 12
16.11.2021	L'action du Gouvernement en faveur de la souveraineté énergétique française	Groupe Les Républicains	Mme Emmanuelle WARGON, ministre déléguée chargée du logement	Questions-Réponses	1 h 31
16.11.2021	Les priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne	Commission des affaires économiques	M. Jean-Yves LE DRIAN, ministre de l'Europe et des affaires étrangères	Questions-Réponses	1 h 36
30.11.2021	La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires	Conférence des Présidents	Mme Jacqueline GOURAULT, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales	Une partie classique et une partie questions-réponses	2 h 16

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
30.11.2021	La perte de puissance économique de la France – notamment en termes de compétitivité, d'innovation et de recherche – et ses conséquences sur la situation sociale et le pouvoir d'achat	Conférence des Présidents	M. Alain GRISET, ministre délégué chargé des petites et moyennes entreprises	Une partie classique et une partie questions-réponses	1 h 38
30.11.2021	Quel bilan de l'action du Gouvernement en matière de justice et de sécurité ?	Conférence des Présidents	Mme Marlène SCHIAPPA, ministre déléguée chargée de la citoyenneté	Une partie classique et une partie questions-réponses	1 h 30
30.11.2021	Quelle action de la France pour prendre en compte l'enjeu environnemental ?	Conférence des Présidents	Mme Bérangère ABBA, secrétaire d'État chargée de la biodiversité	Une partie classique et une partie questions-réponses	1 h 36
01.12.2021	La situation économique, sociale et sanitaire dans les outre-mer	Conférence des Présidents	M. Sébastien LECORNU, ministre des outre-mer	Une partie classique et une partie questions-réponses	1 h 38
01.12.2021	Éducation, jeunesse : quelles politiques ?	Conférence des Présidents	Mme Sarah EL HAÏRY, secrétaire d'État chargée de la jeunesse et de l'engagement	Une partie classique et une partie questions-réponses	1 h 38
01.12.2021	La situation des comptes publics et la réforme de l'État	Conférence des Présidents	M. Cédric O, secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques	Une partie classique et une partie questions-réponses	1 h 33

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
04.01.2022	La crise du logement que connaît notre pays et le manque d'ambition de la politique de la ville	Groupe Les Républicains	Mme Nadia HAI, ministre déléguée chargée de la ville	Questions-Réponses (Nouveau format expérimental)	1 h 37
04.01.2022	La politique mise en place par le Gouvernement pour conforter la souveraineté maritime française sur les océans et garantir nos intérêts économiques et stratégiques	Groupe Les Républicains	Mme Annick GIRARDIN, ministre de la mer	Classique	1 h 23
04.01.2022	Trois ans après la loi « Asile et immigration » quel est le niveau réel de maîtrise de l'immigration par les pouvoirs publics ?	Groupe Les Républicains	Mme Marlène SCHIAPPA, ministre déléguée chargée de la citoyenneté	Questions-Réponses	1 h 23
05.01.2022	Conclusions du rapport « Défense extérieure contre l'incendie : assurer la protection des personnes sans nuire aux territoires »	Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation	Mme Bérangère ABBA, secrétaire d'État chargée de la biodiversité	Questions-Réponses	1 h 31
05.01.2022	Les oubliés du Ségur de la santé et les investissements liés au Ségur à l'hôpital	Groupe SER	Mme Brigitte BOURGUIGNON, ministre déléguée chargée de l'autonomie	Questions-Réponses	1 h 35

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
06.01.2022	La sûreté des installations nucléaires	Groupe EST	Mme Bérandère ABBA, secrétaire d'État chargée de la biodiversité	Questions-Réponses	1 h 30
06.01.2022	Le partage du travail : un outil pour le plein emploi ?	Groupe CRCE	M. Laurent PIETRASZEWSKI, secrétaire d'État chargé des retraites et de la santé au travail	Classique (Nouveau format expérimental)	1 h 37
25.01.2022	Les agences de l'eau	Groupe Les Républicains	Mme Bérandère ABBA, secrétaire d'État chargée de la biodiversité	Questions-Réponses (Nouveau format expérimental)	1 h 47
01.02.2022	Le suivi des ordonnances	Conférence des Présidents	M. Marc FESNEAU, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement et de la participation citoyenne	Questions-Réponses	1 h 30
01.02.2022	Quelle politique ferroviaire pour assurer un maillage équilibré du territoire ?	Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable	M. Joël GIRAUD, secrétaire d'État chargé de la ruralité	Questions-Réponses (Nouveau format expérimental)	1 h 33
01.02.2022	Conclusions du rapport « Mieux protéger notre patrimoine scientifique et nos libertés académiques »	Mission d'information « Influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences »	Mme Frédérique VIDAL, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	Questions-Réponses (Nouveau format expérimental)	1 h 33
01.02.2022	Les menaces que les théories du wokisme font peser sur l'université, l'enseignement supérieur et les libertés académiques	Groupe Les Républicains	Mme Sarah EL HAÏRY, secrétaire d'État chargée de la jeunesse et de l'engagement	Classique (Nouveau format expérimental)	1 h 49

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
02.02.2022	L'amélioration de la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention	Groupe UC	Mme Sophie CLUZEL, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées	Classique (Nouveau format expérimental)	1 h 21
02.02.2022	L'énergie et pouvoir d'achat : quel impact de la politique du Gouvernement ? (Débat d'actualité)	Président du Sénat	M. Olivier DUSSOPT, ministre délégué chargé des comptes publics et Mme Bérandère ABBA, secrétaire d'État chargée de la biodiversité	Classique (Nouveau format expérimental)	1 h 10
03.02.2022	Évaluation de l'opportunité et de l'efficacité des aides versées au titre du plan de relance dans le cadre de la crise sanitaire	Groupe SER	Mme Agnès PANNIER-RUNACHER, ministre déléguée chargée de l'industrie	Questions-Réponses (Nouveau format expérimental)	1 h 43
03.02.2022	Lutte contre les violences faites aux femmes et les féminicides : les moyens sont-ils à la hauteur ?	Groupe CRCE	Mme Élisabeth MORENO, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances	Classique (Nouveau format expérimental)	2 h 02
03.02.2022	Quelle réglementation pour les produits issus du chanvre ?	Groupe EST	Mme Brigitte BOURGUIGNON, ministre déléguée chargée de l'autonomie	Questions-Réponses (Nouveau format expérimental)	1 h 34
22.02.2022	Le bilan de la politique éducative française	Groupe Les Républicains	M. Jean-Michel BLANQUER, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports	Questions-Réponses (Nouveau format expérimental)	1 h 52
24.02.2022	Débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes	Conférence des Présidents	-	Classique	1 h 57

**B. QUESTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**

**1. Questions d'actualité au Gouvernement**

**RÉPARTITION PAR GROUPES**

<b>Groupes</b>	<b>Questions discutées</b>
Les Républicains	121
Socialiste, écologiste et républicain (SER)	66
Union centriste (UC)	55
Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (RDPI)	22
Communiste républicain citoyen et écologiste (CRCE)	22
Les Indépendants - République et territoires (INDEP)	22
Rassemblement démocratique et social européen (RDSE)	22
Écologiste - Solidarité et territoires (GEST)	22
Non-inscrits	3
<b>Total</b>	<b>355</b>

## 2. Questions orales

### RÉPARTITION PAR GROUPES

Groupes	Questions déposées	Questions discutées
Les Républicains	251 (46,7 %)	147 (43,4 %)
Socialiste, écologiste et républicain (SER)	82 (15,3 %)	61 (18 %)
Union centriste (UC)	113 (21 %)	61 (18 %)
Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (RDPI)	23 (4,3%)	19 (5,6 %)
Communiste républicain citoyen et écologiste (CRCE)	16 (3%)	15 (4,4 %)
Les Indépendants - République et territoires	10 (1,9%)	7 (2,1 %)
Rassemblement démocratique et social européen (RDSE)	23 (4,3%)	17 (5 %)
Écologiste - solidarité et territoires (GEST)	17 (3,2%)	11 (3,2 %)
Non-inscrits	2 (0,3%)	1 (0,3 %)
<b>Total</b>	<b>537</b>	<b>339</b>

### 3. Questions écrites

#### RÉPARTITION PAR GROUPES

Groupes	Questions déposées	en % du total des questions	Réponses	en % du total des réponses
Les Républicains	2 902	42 %	1 204	42 %
Socialiste, écologiste et républicain (SER)	827	12 %	359	13 %
Union centriste (UC)	1 246	18 %	573	20 %
Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (RDPI)	149	2 %	52	2 %
Communiste républicain citoyen et écologiste (CRCE)	385	6 %	198	7 %
Les Indépendants - République et territoires	187	3 %	78	3 %
Rassemblement démocratique et social européen (RDSE)	281	4 %	128	4 %
Écologiste - solidarité et territoires (GEST)	96	1 %	26	1 %
Non-inscrits	764	11 %	245	9 %
<b>Total</b>	<b>6 837</b>		<b>2 863</b>	

**C. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES**

**Tableau récapitulatif des propositions de résolution européenne déposées et/ou ayant connu un aboutissement en 2021-2022**

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
33	07.10.2021	sur la proposition de règlement sur les marchés numériques (DMA)	73 <i>quater</i>	Mmes Catherine MORIN-DESAILLY et Florence BLATRIX CONTAT, au nom de la commission des affaires européennes,	Affaires économiques	Devenue résolution le 12.11.2021
132	04.11.2021	portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2018/841 en ce qui concerne le champ d'application, la simplification des règles de conformité, la fixation des objectifs des États membres pour 2030 et l'engagement dans la réalisation collective de la neutralité climatique d'ici à 2035 dans le secteur de l'utilisation des terres, de la foresterie et de l'agriculture, et le règlement (UE) 2018/1999 en ce qui concerne l'amélioration de la surveillance, des rapports, du suivi des progrès et de la révision, COM (2021) 554 final	73 <i>octies</i>	M. Pierre LOUAULT, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires économiques	Devenue résolution le 08.11.2021

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
145	10.11.2021	sur la création de l'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA), Texte E16107 - COM (2021) 577 final	73 <i>quater</i>	Mmes Pascale GRUNY et Laurence HARRIBEY, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires sociales	Devenue résolution le 17.12.2021
214	24.11.2021	sur l'inclusion du nucléaire dans le volet climatique de la taxonomie européenne des investissements durables	73 <i>quater</i>	MM. Daniel GREMILLET, Claude KERN et Pierre LAURENT, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires économiques	Devenue résolution le 07.12.2021
275	08.12.2021	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à un marché intérieur des services numériques (Législation sur les services numériques - Digital Services Act - DSA) et modifiant la directive 2000/31/CE, COM(2020) 825 final	73 <i>quater</i>	Mmes Florence BLATRIX CONTAT et Catherine MORIN-DESAILLY, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 14.01.2022
276	08.12.2021	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur, COM(2021) 223 final	73 <i>quater</i>	Mme Christine LAVARDE et M. Didier MARIE, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires économiques	Devenue résolution le 14.01.2022
282	09.11.2021	sur un nécessaire soutien à la liberté académique en Europe	73 <i>quater</i>	M. André GATTOLIN, au nom de la commission des affaires européennes	Culture	Devenue résolution le 14.01.2022

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
449	03.02.2022	sur le programme de travail de la Commission européenne pour 2022	73 <i>quater</i>	MM. Didier MARIE et Jean-François RAPIN, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 07.03.2022
524	17.02.2022	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la transparence et au ciblage de la publicité à caractère politique, COM(2021) 731 final, et la proposition de refonte du règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes, COM(2021) 734 final	73 <i>quater</i>	M. Jean-François RAPIN et Mme Laurence HARRIBEY, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 21.03.2022

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
553	28.02.2022	sur le paquet « Ajustement à l'objectif 55 »	73 <i>quinquies</i>	M. Jean-François RAPIN, Mme Marta de CIDRAC, M. Guillaume CHEVROLLIER, Mme Dominique ESTROSI SASSONE, M. Daniel GREMILLET, Mme Pascale GRUNY, MM. Jean-Michel HOULLEGATTE, Claude KERN, Jean-Yves LECONTE, Dominique de LEGGE, Didier MARIE et Mme Denise SAINT-PÉ	Aménagement du territoire et développement durable	Devenue résolution le 05.04.2022
555	01.03.2022	pour une politique européenne du patrimoine renforcée au service de l'attractivité des territoires	73 <i>quater</i>	Mme Catherine MORIN-DESAILLY et M. Louis-Jean de NICOLAY, au nom de la commission des affaires européennes	Culture	Devenue résolution le 05.04.2022
585	28.03.2022	demandant, au regard de la guerre en Ukraine, de réorienter la stratégie agricole européenne découlant du Pacte Vert pour assurer l'autonomie alimentaire de l'Union européenne	73 <i>quinquies</i>	Mme Sophie PRIMAS et M. Jean-François RAPIN	Affaires économiques	Devenue résolution le 06.05.2022

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
609	12.04.2022	portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les orientations de l'Union pour le développement du réseau transeuropéen de transport, modifiant le règlement (UE) 2021/1153 et le règlement (UE) n° 913/2010 et abrogeant le règlement (UE) n° 1315/2013, COM(2021) 812 final	73 <i>octies</i>	Mme Pascale GRUNY et M. Jean-Michel HOULLEGATTE, au nom de la commission des affaires européennes	Aménagement du territoire et développement durable	Devenue résolution le 24.04.2022
643	31.05.2022	relative à la préservation de la filière des huiles essentielles à base de lavande, menacée par la révision des règlements européens dits « REACH » (n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006) et « CLP » (n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008) sur les produits chimiques	73 <i>quater</i>	M. Jean-Michel ARNAUD, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires économiques	Devenue résolution le 05.07.2022
664	14.06.2022	sur le programme d'action numérique de l'Union européenne à l'horizon 2030	73 <i>quater</i>	Mmes Florence BLATRIX CONTAT et Catherine MORIN-DESAILLY, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires économiques	Devenue résolution le 22.07.2022

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
726	21.06.2022	relative à la préservation de l'activité des vitraillistes, menacée par l'interdiction du plomb telle qu'envisagée par la révision du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006, dit « REACH », concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques	73 <i>quinquies</i>	Mme Vanina PAOLLI-GAGIN	Affaires européennes	Devenue résolution le 26.08.2022
738	28.06.2022	relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité et modifiant la directive (UE) 2019/1937, COM(2022) 71 final	73 <i>quater</i>	M. Jacques FERNIQUE, Mme Christine LAVARDE et M. Didier MARIE, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 01.08.2022
739	28.06.2022	portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur la protection des personnes qui participent au débat public contre les procédures judiciaires manifestement infondées ou abusives, COM(2022) 177 final	73 <i>octies</i>	M. Jean-François RAPIN, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 30.06.2022

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
780	13.07.2022	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le programme de l'Union pour une connectivité sécurisée pour la période 2023-2027	73 <i>quinquies</i>	MM. Jean-François RAPIN, André GATTOLIN et Mme Anne-Catherine LOISIER	Affaires économiques	Devenue résolution le 09.08.2022
835	27.07.2022	portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive (UE) 2018/2001 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, la directive 2010/31/UE sur la performance énergétique des bâtiments et la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique, COM(2022) 222 final	73 <i>octies</i>	MM. Daniel GREMILLET et Pierre LAURENT	Affaires économiques	Devenue résolution le 27.07.2022

**D. COMMISSIONS D'ENQUÊTE**

<b>Date de désignation des membres</b>	<b>Auteur de l'initiative</b>	<b>Droit de tirage (art. 6 bis RS)</b>	<b>Objet</b>	<b>Président de la commission</b>	<b>Rapporteur de la commission</b>
<b><u>Session ordinaire 2021-2022</u></b>					
18.11.21	Groupe CRCE	Oui	L'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques	M. Arnaud BAZIN (Les Républicains)	Mme Éliane ASSASSI (CRCE)
24.11.21	Groupe SER	Oui	Concentration des médias en France	M. Laurent LAFON (UC)	M. David ASSOULINE (SER)
01.12.21	Groupe Les Républicains	Oui	La situation de l'hôpital et le système de santé en France	M. Bernard JOMIER (SER)	Mme Catherine DEROUCHE (Les Républicains)
<b><u>Session extraordinaire 2021-2022</u></b>					
<i>Néant</i>					

**E. MISSIONS D'INFORMATION**

Date de désignation des membres	Auteur de l'initiative	Droit de tirage (Art. 6 bis RS)	Objet	Président de la mission	Rapporteur(s) de la mission
<b><u>Session ordinaire 2021-2022</u></b>					
18.11.21	Groupe RDSE	Oui	Comment redynamiser la culture citoyenne ?	M. Stéphane PIEDNOIR (Les Républicains)	M. Henri CABANEL (RDSE)
23.11.21	Groupe EST	Oui	Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXIème siècle	M. Guillaume CHEVROLLIER (Les Républicains)	Mme Mélanie VOGEL (GEST)
01.12.21	Groupe UC	Oui	La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ?	Mme Cécile CUKIERMAN (CRCE)	M. Philippe BONNECARRÈRE (UC)
09.12.21	Groupe RDPI	Oui	L'exploration, la protection et l'exploitation des fonds marins : quelle stratégie pour la France ?	M. Michel CANÉVET (SER)	M. Teva ROHFRITSCH (RDPI)
09.12.21	Groupe Les Indépendants	Oui	Excellence de la recherche/innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française	M. Christian REDON-SARRAZY (SER)	Mme Vanina PAOLI-GAGIN (Les Indépendants)
<b><u>Session extraordinaire 2021-2022</u></b>					
<i>Néant</i>					

**F. DÉPÔTS DE RAPPORTS AU PARLEMENT**

Type de rapports Session parlementaire	Rapports périodiques	Rapports uniques	Rapports d'application des lois (art. 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004)	Total des rapports déposés
2010-2011	39	29	22	90
2011-2012	46	26	44	116
2012-2013	38	26	13	67
2013-2014	33	37	17	87
2014-2015	19	79	17	115
2015-2016	27	80	14	121
2016-2017	26	81	14	121
2017-2018	35	56	9	100
2018-2019	31	60	6	97
2019-2020	28	71	28	127
2020-2021	42	83	16	141
2021-2022	51	63	19	133

**1. Liste des rapports périodiques déposés sur le bureau du Sénat**  
(total : 51 rapports)

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date du dernier dépôt
1	<b>RP n°385</b> - Rapport annuel au Parlement relatif à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour l'année 2021, en application de l'article 51 de la loi de finances rectificative pour 2016	05.10.2021
2	<b>RP n°386</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au financement des établissements de santé pour l'année 2021, en application de l'article L. 162-23-14 du code de la sécurité sociale	06.10.2021
9	<b>RP n°387</b> - Bilan de l'exécution de la programmation militaire (septembre 2021)	21.10.2021
12	<b>RP n° 388</b> - 15e Rapport thématique du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire sur l'emploi des militaires après leur départ des forces armées, en application de l'article L. 4111-1 du code de la défense	02.11.2021

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date du dernier dépôt
13	<b>RP n° 389</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au fonds d'intervention régional - rapport d'activité année 2020 (article L. 1435-10 du code de la santé publique)	08.11.2021
14	<b>RP n° 390</b> – Rapport au Parlement sur les expérimentations innovantes en santé (article L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale)	08.11.2021
22	<b>RP n° 391</b> – Quatrième rapport annuel au Parlement sur la procédure d'admission au séjour pour soins, réalisé par le service médical de l'Office français de l'immigration et de l'intégration pour l'année 2020, en application de l'article L. 425-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	19.11.2021
24	<b>RP n° 392</b> – Dix-huitième rapport annuel au Parlement sur les chiffres de la politique de l'immigration et de l'intégration – année 2020	03.12.2021
27	<b>RP n° 393</b> – Rapport 2021 relatif aux contribuables quittant le territoire national, en application de l'article 29 de la loi n° 2012-1510 et du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 et de l'article 103 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014	13.12.2021
30	<b>RP n° 394</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement sur le coût pour les collectivités territoriales des mesures d'exonération et d'abattement d'impôts directs locaux pour l'année 2021, en application du XI de l'article 33 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017	28.12.2021
31	<b>RP n° 395</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la complémentaire santé solidaire pour l'année 2021, en application de l'article L. 862-7 du code de la sécurité sociale	29.12.2021
32	<b>RP n° 396</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'exécution de la loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice pour l'année 2021, en application de l'article 2 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice	03.01.2022
33	<b>RP n° 397</b> – Rapport sur les systèmes d'information développés aux fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19 en application du IX de l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020	04.01.2022
34	<b>RP n° 398</b> – Plan stratégique national (PSN) 2023-2027 de la politique agricole commune (PAC) en application de l'article 274 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	06.01.2022

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date du dernier dépôt
37	<b>RP n° 399</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application des dispositions de la loi n° 2019-290 du 10 avril 2019 visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations, en application de l'article 5 de ladite loi	10.01.2022
39	<b>RP n° 400</b> - Rapport 2021 du Gouvernement au Parlement relatif au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)	25.01.2022
40	<b>RP n° 401</b> - Rapport 2021 sur la situation financière des organismes complémentaires assurant une couverture santé, en application de l'article L. 862-7 code de la sécurité sociale	11.02.2022
48	<b>RP n° 402</b> - Bilan financier retraçant, pour le troisième trimestre 2021, l'évolution des dépenses du Programme d'investissements d'avenir (PIA), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	24.02.2022
49	<b>RP n° 403</b> - Rapport annuel du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire, édition 2021 (15e rapport, tome 2), en application de l'article L. 4111-1 du code de la défense	24.02.2022
50	<b>RP n° 404</b> - Rapport de l'inspection générale de la justice sur l'opportunité d'étendre la liberté d'installation des officiers publics et ministériels en Alsace-Moselle, en application de l'article 52 de la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques	28.02.2022
52	<b>RP n° 405</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement sur France Relance - Février 2022, en application de l'article 249 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021	07.03.2022
54	<b>RP n° 406</b> - Rapport au Parlement sur le bilan quantitatif et qualitatif des modalités de mise en œuvre de la création du statut de citoyen sauveteur, de la lutte contre l'arrêt cardiaque et la sensibilisation aux gestes qui sauvent	14.03.2022
59	<b>RP n° 407</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux agréments des conventions et accords applicables aux salariés des établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif pour l'année 2021 et aux orientations en matière d'agrément des accords et d'évolution de la masse salariale pour l'année 2022 (article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles)	25.03.2022

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date du dernier dépôt
60	<b>RP n° 408</b> – Rapport du Comité National d’Orientation et de Suivi (CNOS) au Parlement sur l’activité 2020 du fonds de soutien créé en faveur des collectivités territoriales ayant souscrit des emprunts structurés à risque, en application de l’article 92 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014	30.03.2022
62	<b>RP n° 409</b> – Rapport au Parlement relatif à l’évolution des dépenses et des ressources de la Société du Grand Paris, exercice pour l’année 2021, en application de l’article 167 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019	30.03.2022
65	<b>RP n° 410</b> – Contrat de performance entre l’État et SNCF Réseau 2021-2030, en application de l’article L. 2111-10 du code des transports	31.03.2022
66	<b>RP n° 411</b> – Rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l’autonomie financière des collectivités territoriales pour l’année 2021, en application de l’article 5 de la loi organique n° 2004-758 du 29 juillet 2004 relative à l’autonomie financière des collectivités territoriales	04.04.2022
72	<b>RP n° 412</b> – Rapport du 30 juin 2021 sur les opérations extérieures et les missions intérieures de la France, en application de l’article 4 de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense	14.04.2022
73	<b>RP n° 413</b> – Rapport stratégique d’orientation et avis du Haut Comité du système de transport ferroviaire sur ce rapport, en application de l’article L. 2100-3 du code des transports	19.04.2022
76	<b>RP n° 414</b> – Rapport annuel portant sur l’évolution des dépenses d’assurance maladie relatives aux frais d’hospitalisation pour l’année 2020, en application de l’article 32 de la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 et de l’article D.162-10-1 du code de la sécurité sociale	21.04.2022
78	<b>RP n° 415</b> – Rapport intermédiaire du Gouvernement au Parlement sur les conditions d’application du dispositif expérimental du travail temps partagé à des fins d’employabilité, en application du VI de l’article 115 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel	22.04.2022
85	<b>RP n° 416</b> – Rapport du Gouvernement faisant suite au rapport 2021 du Haut Conseil pour le climat intitulé « Renforcer l’atténuation, engager l’adaptation » et à ses recommandations, en application de l’article L. 132-4 du code de l’environnement	02.05.2022

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date du dernier dépôt
87	<b>RP n° 417</b> - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'autonomie financière des collectivités territoriales pour l'année 2020, en application de l'article 5 de la loi organique n° 2004-758 du 29 juillet 2004 relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales	03.05.2022
88	<b>RP n° 418</b> - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'autonomie financière des collectivités territoriales pour l'année 2022, en application de l'article 5 de la loi organique n° 2004-758 du 29 juillet 2004 relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales	03.05.2022
91	<b>RP n° 419</b> - Bilan financier de France 2030 retraçant, pour le quatrième trimestre 2021, l'évolution des dépenses des programmes d'investissements d'avenir, en application de l'article 8 de la loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	13.05.2022
105	<b>RP n° 420</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'exécution des autorisations de garanties accordées en loi de finances - Année 2021, en application de l'article 24 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022	08.06.2022
106	<b>RP n° 421</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de la loi n° 2019-810 du 1 <sup>er</sup> août 2019 (2 <sup>ème</sup> rapport), visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles	09.06.2022
107	<b>RP n° 422</b> - Quatrième rapport au Parlement du bilan annuel de la mise en œuvre de la loi n°2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (SILT) confortée par la loi n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement, en application du second alinéa de l'article L. 22-10-1 du code de la sécurité intérieure	13.06.2022
110	<b>RP n° 423</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement pris en application de l'article 5 de la loi organique n° 2004-758 du 29 juillet 2004 et relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales	29.06.2022
114	<b>RP n° 424</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux remises et transactions à titre gracieux en matière fiscale, en application de l'article L. 251A du livre des procédures fiscales (créé par l'article 15 de la loi n°2013-1117 du 6 décembre 2013 relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière)	26.07.2022

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date du dernier dépôt
115	<b>RP n° 425</b> - Rapport annuel sur la politique de développement et de solidarité internationale de la France (2020-2022), en application de l'article 3 de la loi n°2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales	01.08.2022
116	<b>RP n° 426</b> - Bilan financier de France 2030 retraçant, pour le premier trimestre 2022, l'évolution des dépenses des programmes d'investissements d'avenir, en application de l'article 8 de la loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	01.08.2022
117	<b>RP n° 427</b> - Rapport annuel 2022 sur les exportations d'armement de la France, en application du point 5 du rapport annexé de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense	02.08.2022
118	<b>RP n° 428</b> - Premier rapport annuel sur les exportations des biens à double usage de la France, conformément à l'engagement pris par le Gouvernement en juin 2021 de renforcer l'information au Parlement, afin d'apporter une vision d'ensemble de son action dans le domaine du contrôle des exportations de matériels de guerre et de biens à double usage	02.08.2022
120	<b>RP n° 429</b> - Rapport au Parlement relatif à la mise en œuvre et l'actualisation de la programmation de la recherche, en application de l'article 3 de la loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur	04.08.2022
121	<b>RP n° 430</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'exercice du contrôle de légalité et du contrôle budgétaire pour la période 2016-2018, en application des articles L. 2131-7, L. 3132-2 et L. 4142-2 du code général des collectivités territoriales	09.08.2022
122	<b>RP n° 431</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les opérations extérieures et les missions intérieures de la France, en application de l'article 4 de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense	17.08.2022
124	<b>RP n° 432</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les opérations financières de la France avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, en application de l'article 221 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020	29.08.2022

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date du dernier dépôt
126	<b>RP n° 433</b> – 16 <sup>ème</sup> rapport du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire au Parlement relatif à la mobilité des militaires, en application de l'article L. 4111-1 du code de la défense	01.09.2022
127	<b>RP n° 434</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de la loi n° 2019-810 du 1 <sup>er</sup> août 2019 (3 <sup>ème</sup> rapport), en application de l'article 5 de la loi n° 2019-810 du 1 <sup>er</sup> août 2019 visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles	12.09.2022
131	<b>RP n° 435</b> – Rapport annuel du conseil supérieur de l'Agence France-Presse (2022) au Parlement, en application de l'article 3 de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 portant statut de l'Agence France Presse	26.09.2022

**2. Liste des rapports uniques déposés sur le bureau du Sénat**  
(total : 63 rapports)

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date de dépôt
3	<b>RU n° 873</b> – Rapport au Parlement relatif à la date de mise en œuvre du transfert aux URSSAF et CGSS du recouvrement des cotisations de retraite complémentaire dues à l'AGIRC-ARRCO, en application de l'article 18 de la loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020	07.10.2021
4	<b>RU n° 874</b> – Rapport au Parlement sur les modalités de réduction des coûts de transaction des envois de fonds effectués par des personnes résidant en France vers des personnes résidant dans des États éligibles à l'aide publique au développement, en application de l'article 15 de la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales	13.10.2021
5	<b>RU n° 875</b> – Rapport d'information relatif aux conséquences de la refonte de la fiscalité sur les communes d'outre-mer, en application de l'article 261 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020	15.10.2021

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date de dépôt
6	<b>RU n° 876</b> – Avenant n° 3 à la convention du 7 avril 2017 entre l’État et Bpifrance relative au programme d’investissements d’avenir (action : « Accompagnement et transformation des filières »), en application de l’article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	18.10.2021
7	<b>RU n° 877</b> – Rapport sur l’évaluation du crédit d’impôt famille	21.10.2021
8	<b>RU n° 878</b> – Rapport au Parlement sur le financement des établissements hospitaliers dans les collectivités territoriales d’Outre-mer et dans la collectivité de Corse, en application de l’article 33 de la loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020	21.10.2021
10	<b>RU n° 879</b> – Convention portant avenant n° 2 à la convention du 29 décembre 2017 modifiée entre l’État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d’investissements d’avenir (action « Adaptation et qualification de la main d’œuvre » – volets « Ingénierie de formations professionnelles d’offres d’accompagnement innovantes (IFPAI) » et « Dispositif France Formation Innovante Numérique » (DEFFINUM))	29.10.2021
11	<b>RU n° 880</b> – Convention entre l’État et l’Agence nationale de la recherche relative aux fonds non consommables versés à partir des programmes créés par les lois n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010 et n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014	02.11.2021
16	<b>RU n° 881</b> – Rapport au Parlement sur la mise en œuvre des dispositions de l’article L. 3221-4-1 du code général des collectivités territoriales, en application de l’article 189 de la loi n° 2019-1428 d’orientation des mobilités du 24 décembre 2019	16.11.2021
17	<b>RU n° 882</b> – Rapport au Parlement sur la régulation des services de mobilité routière automatisée, en application de l’article 183 de la loi d’orientation des mobilités du 24 décembre 2019	17.11.2021
18	<b>RU n° 883</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l’évaluation des dispositions de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l’harmonisation de l’utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique	17.11.2021
19	<b>RU n° 884</b> – Contrat d’objectifs et de moyens de l’Agence pour l’enseignement français à l’étranger 2021-2023	17.11.2021

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date de dépôt
20	<b>RU n° 885</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évaluation du dispositif prévu à l'article 990 I du code général des impôts, en application de l'article 180 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020	18.11.2021
21	<b>RU n° 886</b> – Rapport au Parlement sur les conditions du dialogue entre sciences, recherche et société – État des lieux des politiques menées en faveur de la culture scientifique, technique et industrielle et premier bilan de la Stratégie nationale, en application de l'article 48 de la loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur	19.11.2021
23	<b>RU n° 887</b> – Convention entre l'État, l'EPIC Bpifrance et la société par actions simplifiées Bpifrance Investissement relative au programme d'investissements d'avenir (action « Accélération de la croissance (fonds propres) »), relative au volet « Fonds écotecnologies 2 »	25.11.2021
25	<b>RU n° 888</b> – Rapport d'évaluation de l'expérimentation « Mission : Retrouve Ton Cap ! » visant à prévenir l'obésité infantile, en application du III de l'article L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale	10.12.2021
26	<b>RU n° 889</b> – Rapport présentant les lignes directrices en matière de criblage des bénéficiaires finaux d'actions de solidarité internationale, en application de l'article 17 de la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales	13.12.2021
28	<b>RU n° 890</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement sur les machines à voter, en application de l'article 10 de la loi n° 2021-191 du 22 février 2021 portant report, de mars à juin 2021, du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique	15.12.2021
29	<b>RU n° 891</b> – Rapport du Gouvernement sur la possibilité d'introduire dans le code civil le principe de la responsabilité de celui qui cause à autrui un trouble anormal du voisinage, en application de l'article 3 de la loi n° 2021-85 du 29 janvier 2021 visant à définir et protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises	16.12.2021

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date de dépôt
35	<b>RU n° 892</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de l’ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l’information et la participation du public à l’élaboration de certaines décisions susceptibles d’avoir une incidence sur l’environnement, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	06.01.2022
36	<b>RU n° 893</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au premier bilan de la mise en œuvre du « savoir rouler à vélo » en application de l’article 187 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d’orientation des mobilités	07.01.2022
38	<b>RU n° 894</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement sur les contributions de la France au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), en application de l’article 219 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021	14.01.2022
41	<b>RU n° 895</b> – Rapport sur l’évaluation des expérimentations de modèles intégrés de service polyvalent d’aide et de soins à domicile (SPASAD), en application de l’article 49 de la loi n° 2015-1776 relative à l’adaptation de la société au vieillissement, expérimentation prolongée par l’article 61 de la loi n° 2019-774 relative à l’organisation et à la transformation du système de santé	11.02.2022
42	<b>RU n° 896</b> – Rapport relatif aux coopérations opérationnelles entre l’Agence française de développement et la Caisse des dépôts et consignations, en application du V de l’article 10 de la loi n° 2021-1031 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales	18.02.2022
43	<b>RU n° 897</b> – Projet de convention entre l’État, l’ADEME, l’Agence nationale de la recherche, la Caisse des dépôts et consignations, l’EPIC Bpifrance et la société anonyme Bpifrance relative au programme d’investissements d’avenir (action « Industrialisation et déploiement »), en application de l’article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	21.02.2022
44	<b>RU n° 898</b> – Projet d’avenant n° 1 à la convention du 2 juin 2021 entre l’État, l’Agence nationale de la recherche et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d’investissements d’avenir (action « Financement structurel de l’écosystème de l’éducation, de l’enseignement supérieur, de l’innovation et de la valorisation »), en application de l’article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	21.02.2022

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date de dépôt
45	<b>RU n° 899</b> - Projet d'avenant n°1 à la convention du 11 décembre 2020 entre l'État et Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (Action : « Grands défis », volet « French Tech Souveraineté »), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	21.02.2022
46	<b>RU n° 900</b> - Projet d'avenant n° 1 à la convention du 14 mai 2021 entre l'État, l'EPIC Bpifrance et la société anonyme Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « aides à l'innovation bottom-up », volet « aides nationales »), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	21.02.2022
47	<b>RU n° 901</b> - Rapport relatif à l'adoption et au maintien, dans le droit positif, de mesures législatives ou réglementaires allant au-delà des exigences minimales du droit de l'Union européenne, en application de l'article 69 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance	24.02.2022
51	<b>RU n° 902</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au dispositif de bi-bancarisation, en application de l'article 15 de la loi n° 2021-1031 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales	01.03.2022
53	<b>RU n° 903</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux activités comptabilisées au titre de l'aide publique au développement de la France, en application de l'article 2 de la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales	09.03.2022
55	<b>RU n° 904</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'affichage environnemental des produits alimentaires - Bilan de l'expérimentation et enseignements, en application de l'article 2 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021	14.03.2022
56	<b>RU n° 905</b> - Convention entre l'État, l'EPIC Bpifrance et la société par actions simplifiée Bpifrance Investissement relative au plan France 2030 (action « Accélération de la croissance (fonds propres) » - volet « Société de projets industriels 2 »), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	16.03.2022
57	<b>RU n° 906</b> - Rapport relatif au dispositif d'aide financière à l'insonorisation des riverains des aéroports face aux conséquences de la crise sanitaire de Covid-19, en application de l'article 226 de la loi n° 2020-1721 de finances pour 2021	21.03.2022

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date de dépôt
58	<b>RU n° 907</b> – Rapport au Parlement sur le bilan de l’expérimentation affichage environnemental textiles d’habillement et chaussures de la loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire, en application de l’article 15 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020	22.03.2022
61	<b>RU n° 908</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement sur l’évaluation de l’expérimentation relative à la dématérialisation de l’état civil dont le ministère de l’Europe et des affaires étrangères est dépositaire, en application de l’article 46 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d’une société de confiance (ESSOC)	30.03.2022
63	<b>RU n° 909</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au bilan de l’application de la priorité légale d’affectation prévue pour les fonctionnaires qui justifient du centre de leurs intérêts matériels et moraux dans une des collectivités régies par les articles 73 et 74 de la Constitution ainsi qu’en Nouvelle-Calédonie (article 26 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019)	30.03.2022
64	<b>RU n° 910</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la décarbonation et la réduction des émissions atmosphériques polluantes des transports aériens, maritimes et fluviaux (article 81 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d’orientation des mobilités)	30.03.2022
67	<b>RU n° 911</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement sur les modalités de circulation des véhicules de collection dans les zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m) prévu par l’article 123 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021	11.04.2022
68	<b>RU n° 912</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement sur le bilan des SRADDET et des PCAET en application de l’article 68 de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l’énergie et au climat	11.04.2022
69	<b>RU n° 913</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement sur les freins au développement de l’apprentissage dans la fonction publique, en application de l’article 65 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	12.04.2022
70	<b>RU n° 914</b> – Rapport au Parlement relatif à l’articulation, en matière de dons alimentaires, entre la réduction d’impôt mécénat et l’obligation de lutte contre le gaspillage alimentaire prévue au I de l’article L. 541-15-6 du code de l’environnement, en application de l’article 238 bis du code général des impôts	13.04.2022

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date de dépôt
71	<b>RU n° 915</b> - Rapport au Parlement relatif aux conséquences financières de la réforme du FCTVA, en application du II de l'article 249 de la loi n°209-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020	13.04.2022
74	<b>RU n° 916</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'expérimentation en région Bretagne de déconcentration de l'éligibilité au dispositif « Pinel », en application de l'article 164 de la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020	20.04.2022
75	<b>RU n° 917</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les moyens affectés à la lutte contre la radicalisation dans les associations sportives, en application de l'article 266 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021	21.04.2022
77	<b>RU n° 918</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement portant sur l'évaluation de la fiscalité automobile en France, en application de l'article 55 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021	21.04.2022
79	<b>RU n° 919</b> - Contrat pluriannuel 2021-2026 entre l'État et SNCF Gares & Connexions, ainsi que l'avis de l'autorité de régulation des transports, en application de l'article L. 2111-10-1-A du code des transports	22.04.2022
80	<b>RU n° 920</b> - Rapport relatif à l'évaluation des abattements applicables dans les collectivités d'outre-mer, en application de l'article 19 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019	22.04.2022
81	<b>RU n° 921</b> - Rapport d'évaluation de l'allocation journalière du proche aidant (Article 68 de la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020)	25.04.2022
82	<b>RU n° 922</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement concernant le devenir des déchets exportés à l'étranger par la France, en application de l'article 127 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage	26.04.2022
83	<b>RU n° 923</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement sur le développement de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération, en application de l'article 68 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	26.04.2022
86	<b>RU n° 924</b> - Bilan de l'expérimentation prévue à l'article 56 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance	02.05.2022

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date de dépôt
89	<b>RU n° 925</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement sur la mise en œuvre des obligations prévues au I de l'article 244 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, en application de l'article 244 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021	05.05.2022
90	<b>RU n° 926</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement intitulé « Vers un service public territorial de l'autonomie », en application de l'article 56 de la loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022	06.05.2022
94	<b>RU n° 927</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement sur le développement d'une filière industrielle française de transport maritime à voile, en application de l'article 185 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités	13.05.2022
111	<b>RU n° 928</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'abaissement du seuil du salaire pris en compte dans la répartition de la prime de participation, en application de l'article 158 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises	04.07.2022
112	<b>RU n° 929</b> - Avenant n° 1 du à la convention du 8 avril 2021 entre l'État, l'ADEME, l'Agence nationale de la recherche, la Caisse des dépôts et consignations, l'EPIC Bpifrance et la société anonyme Bpifrance encadrant les dispositions communes aux conventions relatives à la mise en œuvre du quatrième Programme d'investissements d'avenir	18.07.2022
113	<b>RU n° 930</b> - Convention entre l'État, l'EPIC Bpifrance et la société par actions simplifiée Bpifrance Investissement relative au plan France 2030 (action « Aides à l'innovation "bottom-up" (fonds propres) » - volet « Multicap croissance - MC4 »)	25.07.2022
123	<b>RU n° 931</b> - Rapport relatif au service national universel en 2021, en application de l'article 267 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021	19.08.2022
125	<b>RU n° 932</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement sur le dispositif de soutien aux jeunes entreprises innovantes, en application de l'article 46 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020	01.09.2022

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date de dépôt
128	<b>RU n° 933</b> – Rapport du Gouvernement évaluant les effets économiques et managériaux de la présence d’administrateurs représentant les salariés au sein des conseils d’administration ou de surveillance des sociétés, en application de l’article 184 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises	19.09.2022
132	<b>RU n° 934</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement sur le non-recours à l’assurance chômage : étude quantitative – Synthèse, en application de l’article 62 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel	30.09.2022
133	<b>RU n° 934</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement analysant la trajectoire, les conditions de financement et la soutenabilité de la dette de l’ensemble des administrations publiques et de leurs sous-secteurs, en application de l’article 48 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances	30.09.2022

**3. Liste des rapports sur la mise en application des lois déposés sur le bureau du Sénat (article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit)**  
(total : 19 rapports)

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date de dépôt
15	<b>Art. 67 n° 338</b> – Rapport sur les moyens d’améliorer la pertinence de l’indicateur relatif à la qualité de la gestion immobilière du programme 150 « formations supérieures et recherche universitaire » de la mission recherche et enseignement supérieur, en application de l’article 247 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020	15.11.2021
84	<b>Art. 67 n° 339</b> - Rapport au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020	28.04.2022
92	<b>Art. 67 n° 340</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificative pour 2021	13.05.2022
93	<b>Art. 67 n° 341</b> – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-953 du 19 juillet 2021 de finances rectificative pour 2021	13.05.2022

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date de dépôt
95	<b>Art. 67 n° 342</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2020-1508 du 3 décembre 2020 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière	18.05.2022
96	<b>Art. 67 n° 343</b> - Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2020-1578 du 14 décembre 2020 relative aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières	18.05.2022
97	<b>Art. 67 n° 344</b> - Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2021-218 du 26 février 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs	18.05.2022
98	<b>Art. 67 n° 345</b> - Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2021-219 du 26 février 2021 relative à la déshérence des contrats de retraite supplémentaire	18.05.2022
99	<b>Art. 67 n° 346</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-402 du 8 avril 2021 relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement	18.05.2022
100	<b>Art. 67 n° 347</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-403 du 8 avril 2021 tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention	18.05.2022
101	<b>Art. 67 n° 348</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire	18.05.2022
102	<b>Art. 67 n° 349</b> - Rapport au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales	18.05.2022
103	<b>Art. 67 n° 350</b> - Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire	18.05.2022
104	<b>Art. 67 n° 351</b> - Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire	18.05.2022
108	<b>Art. 67 n° 352</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de la loi n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement	21.06.2022

N°	Année parlementaire 2021-2022	Date de dépôt
109	<b>Art. 67 n° 353</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de la loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés	21.06.2022
119	<b>Art. 67 n° 354</b> - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	03.08.2022
129	<b>Art. 67 n° 355</b> - Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2020-901 du 24 juillet 2020 visant à encadrer la démarche téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux	20.09.2022
130	<b>Art. 67 n° 356</b> - Rapport au Parlement portant sur l'amélioration de l'utilisation du produit de la taxe sur les transactions financières, en application de l'article 2, III de la loi n°2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales	26.09.2022

**G. LA PROCÉDURE D'AUDITION PUIS D'AVIS DES COMMISSIONS PERMANENTES**

**1. Nominations en application de l'article 13 de la Constitution**

N°	Fonction	Structure	Personnalité concernée	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date avis commission ou audition	Date JO
1	Gouverneur	M. François VILLEROY DE GALHAU	Banque de France	Art. L. 142-8 du code monétaire et financier	Finances	Favorable (17 voix pour, aucune voix contre)	06.10.2021	20.10.2021	21.10.2021
2	Présidente du directoire	Mme Laurence BORIE BANCEL	Compagnie nationale du Rhône	Art. 1 <sup>er</sup> de la loi n° 80-3 du 4 janvier 1980	Affaires économiques	Favorable (30 voix pour, 6 voix contre)	19.10.2021	03.11.2021	04.11.2021
3	Directrice générale	Mme Anne-Claire MIALLOT	Agence nationale de la rénovation urbaine	Art. 11 du décret n° 2004-123 du 9 février 2004	Affaires économiques	Favorable (27 voix pour, 2 voix contre)	28.10.2021	08.12.2021	15.12.2021
4	Président	M. Benoît CŒURE	Autorité de la concurrence	Art. L. 461-1 du code de commerce	Affaires économiques	Favorable (12 voix pour, 10 voix contre)	17.12.2021	12.01.2022	13.01.2022
5	Directeur général	M. Didier LESCHI	Office français de l'immigration et de l'intégration	Art. R. 121-21 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	Lois	Favorable (23 voix pour, 2 voix contre)	17.12.2021	12.01.2022	13.01.2022

N°	Fonction	Structure	Personnalité concernée	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date avis commission ou audition	Date JO
6	Président	M. Antoine PEIT	Centre national de la recherche scientifique	Art. 3-1 du décret n°82-993 du 24 novembre 1982	Culture	Favorable (28 voix pour, aucune voix contre)	24.01.2022	02.02.2022	03.02.2022
7	Directeur général	M. François JACQ	Commissariat à l'énergie atomique	Art. L. 332-3 du code de la recherche	Affaires économiques	Favorable (18 voix pour, 2 voix contre)	08.02.2022	17.02.2022	18.02.2022
8	Directeur général	M. Julien BOUCHER	Office français de protection des réfugiés et apatrides	Art. L. 121-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	Lois	Favorable (28 voix pour, 1 voix contre)	14.02.2022	23.02.2022	24.02.2022
9	Membres du Conseil constitutionnel	Mme Jacqueline GOURAULT M. François SENERS	Conseil constitutionnel	Art. 56 de la Constitution	Lois	<b>Mme Gourault Défavorable (12 voix pour, 16 voix contre)</b> M. Seners Favorable (20 voix pour, 1 voix contre)	15.02.2022	23.02.2022	24.02.2022
10	Présidente	Mme Florence PEYBERNES	Haut conseil du commissariat aux comptes	Art. L. 821-2 du code de commerce	Finances	Favorable (8 voix pour, aucune voix contre)	23.03.2022	31.03.2022	01.04.2022

N°	Fonction	Structure	Personnalité concernée	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date avis commission ou audition	Date JO
11	Président	M. Bruno LASSERRE	Commission d'accès aux documents administratifs	Art. L. 341-1 du code des relations entre le public et l'administration	Lois	<b>Défavorable (10 voix pour, 11 voix contre)</b>	11.07.2022	20.07.2022	21.07.2022
12	Président du conseil d'administration	M. Jean CASTEX	Agence de financement des infrastructures de transport de France	Art. R. 1512-14 du code des transports	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (27 voix pour, aucune contre)	07.07.2022	27.07.2022	28.07.2022
13	Présidente du collège	Mme Emmanuelle WARGON	Commission de régulation de l'énergie	Art. L. 132-2 du code de l'énergie	Affaires économiques	<b>Défavorable (13 voix pour, 20 voix contre)</b>	21.07.2022	03.08.2022	04.08.2022
14	Directrice générale	Mme Valérie METRICH-HECQUET	Office national des forêts	Art. D. 222-11 du code forestier	Affaires économiques	<b>Défavorable (10 voix pour, 12 voix contre)</b>	28.07.2022	14.09.2022	15.09.2022
15	Directeur général	M. Rémy RIOUX	Agence française de développement	Art. R. 515-6 du code monétaire et financier	Affaires étrangères	Favorable (14 voix pour, 4 voix contre)	29.07.2022	21.09.2022	22.09.2022

N°	Fonction	Structure	Personnalité concernée	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date avis commission ou audition	Date JO
16	Directeur général	M. Benoît VALLET	Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	Art. L. 1313-4 et R. 1313-17 du code de la santé publique	Affaires sociales	Favorable (26 voix pour, aucune voix contre)	31.08.2022	28.09.2022	29.09.2022

## 2. Auditions ou avis de commissions en application de divers textes législatifs - Année parlementaire 2021-2022

N°	Fonction	Structure	Personnalité concernée	Texte de référence	Commission compétente	Date saisine PM (ou Pt Sénat)	Date d'audition	Date courriers aux PM et SGG
1	Présidente du conseil d'administration	Mme Valérie DELAHAYE-GUILLOCHEAU	Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	Art. L. 5322-1 et R. 5322-3 du code de la santé publique	Affaires sociales	9 novembre 2021	8 décembre 2021	14 décembre 2021

#### IV. COMPARAISONS STATISTIQUES PLURIANNUELLES : LES 63 ANS DU SÉNAT

##### A. NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES

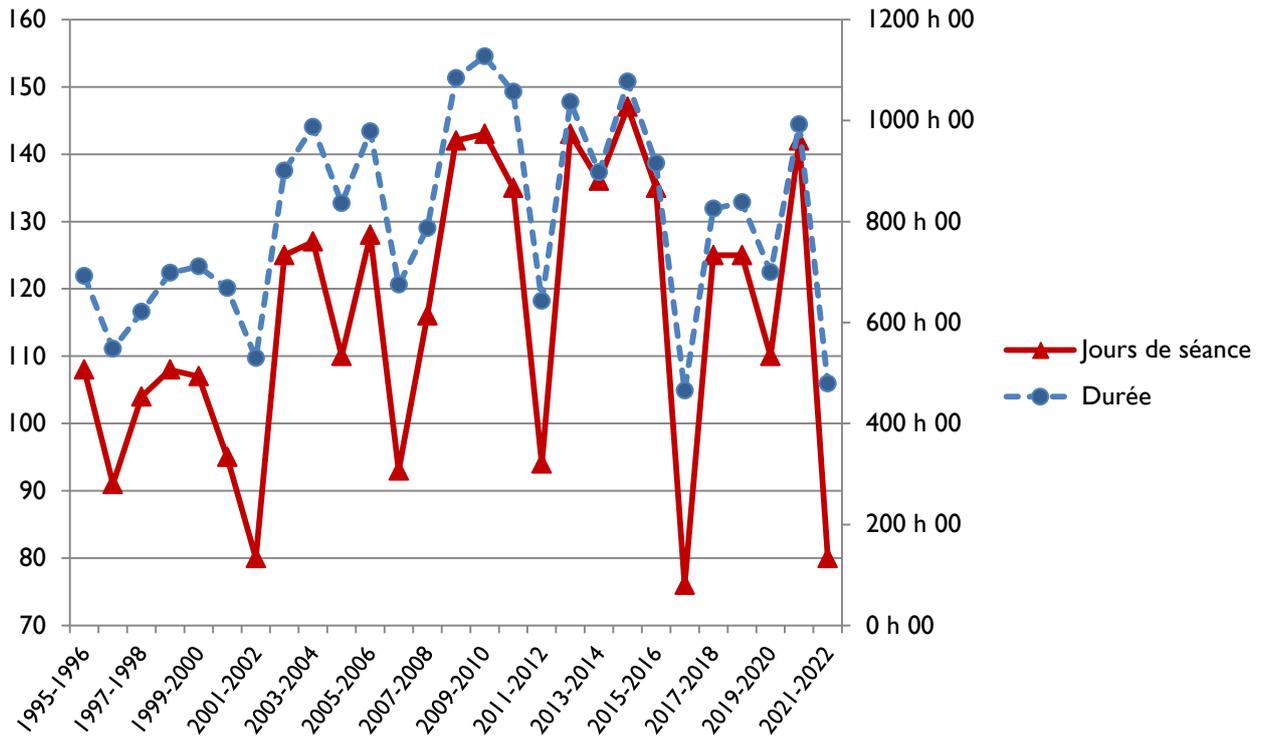
Années	SESSIONS						TOTAUX	
	Ordinaire printemps		Ordinaire automne		Extraordinaires et de droit			
	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée
1959	26	115 h 00	42	230 h 00	9	47 h 00	77	392 h 00
1960	39	216 h 00	43	185 h 00	2	19 h 00	84	420 h 00
1961	35	138 h 00	37	232 h 50	2	8 h 00	74	378 h 50
1962	31	131 h 30	12	25 h 00	7	29 h 10	50	185 h 40
1963	47	134 h 00	38	195 h 20	25	157 h 55	110	487 h 15
1964	31	126 h 20	38	232 h 15			69	358 h 35
1965	28	110 h 16	27	170 h 50	3	10 h 15	58	291 h 21
1966	33	137 h 02	37	222 h 40			70	359 h 42
1967	27	90 h 00	35	232 h 30			62	322 h 30
1968	13	23 h 15	36	233 h 05	12	50 h 00	61	306 h 20
1969	10	18 h 15	37	216 h 40	4	9 h 10	51	244 h 05
1970	33	161 h 30	37	239 h 20			70	400 h 50
1971	35	205 h 15	41	259 h 15			76	464 h 30
1972	32	179 h 10	39	245 h 45			71	424 h 55
1973	26	116 h 35	39	278 h 45			65	395 h 20
1974	12	36 h 15	45	312 h 45	11	48 h 00	68	397 h 00
1975	41	260 h 30	43	303 h 00	3	12 h 10	87	575 h 40
1976	37	190 h 50	43	284 h 10	7	37 h 05	87	512 h 05
1977	38	191 h 20	47	303 h 15			85	494 h 35
1978	42	196 h 35	50	396 h 55	5	16 h 40	97	610 h 10
1979	45	245 h 45	55	424 h 10	3	4 h 20	103	674 h 15
1980	48	309 h 25	54	378 h 55	14	89 h 35	116	777 h 55
1981	3	6 h 40	53	335 h 25	28	130 h 00	84	472 h 05
1982	47	259 h 20	53	346 h 25	31	123 h 05	131	728 h 50
1983	52	286 h 10	49	350 h 30	4	10 h 10	105	646 h 50
1984	49	241 h 35	50	339 h 50	22	88 h 55	121	670 h 20
1985	43	224 h 30	44	275 h 35	12	60 h 10	99	560 h 15
1986	38	225 h 50	48	378 h 00	<b>43</b>	<b>324 h 30</b>	129	928 h 20
1987	52	346 h 50	50	369 h 50	7	25 h 30	109	742 h 10
1988	5	14 h 05	51	350 h 20	12	48 h 40	68	413 h 05
1989	54	299 h 55	55	387 h 05	4	13 h 25	113	700 h 25
1990	51	294 h 30	51	407 h 55	1	4 h 50	103	707 h 15
1991	47	271 h 45	56	402 h 05	11	52 h 15	114	726 h 05
1992	45	209 h 35	40	216 h 20	21	105 h 20	106	531 h 15
1993	43	206 h 10	52	402 h 05	14	98 h 15	109	706 h 30
1994	45	248 h 35	54	409 h 25	24	155 h 30	123	813 h 30

Années	SESSIONS						TOTAUX	
	Ordinaire printemps		Ordinaire automne		Extraordinaires et de droit			
	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée
1995* <sup>1</sup>	10	29 h 05	-	-	23	142 h 25	33	171 h 30

---

<sup>1</sup> Janvier à septembre.

Années	SESSIONS				TOTAUX	
	Ordinaire		Extraordinaires et de droit		Jours de séance	Durée
	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée		
1995-1996	108	692 h 05	-	-	108	692 h 05
1996-1997	84	521 h 10	7	26 h 30	91	547 h 40
1997-1998	103	615 h 40	1	5 h 20	104	621 h 00
1998-1999	108	698 h 15	-	-	108	698 h 15
1999-2000	107	710 h 55	-	-	107	710 h 55
2000-2001	95	668 h 00	-	-	95	668 h 00
2001-2002	66	464 h 20	14	65 h 10	80	529 h 30
2002-2003	109	780 h 20	16	120 h 30	125	900 h 50
2003-2004	111	858 h 45	16	128 h 40	127	987 h 25
2004-2005	103	784 h 55	7	50 h 50	110	835 h 45
2005-2006	120	914 h 05	8	64 h 20	128	978 h 25
2006-2007	73	550 h 05	20	124 h 40	93	674 h 45
2007-2008	101	664 h 35	15	122 h 15	116	786 h 50
2008-2009	124	950 h 05	18	133 h 50	142	1083 h 55
2009-2010	123	984 h 41	20	142 h 22	143	<b>1127 h 03</b>
2010-2011	125	<b>996 h 23</b>	10	60 h 09	135	1056 h 32
2011-2012	75	512 h 48	19	129 h 59	94	642 h 47
2012-2013	122	866 h 28	21	169 h 49	143	1036 h 17
2013-2014	118	787 h 58	18	109 h 09	136	897 h 07
2014-2015	<b>126</b>	942 h 30	21	134 h 20	<b>147</b>	1076 h 50
2015-2016	121	847 h 57	14	67 h 04	135	915 h 01
2016-2017	60	381 h 14	16	84 h 04	76	465 h 18
2017-2018	105	659 h 34	20	165 h 38	125	825 h 12
2018-2019	110	734 h 23	15	103 h 27	125	837 h 50
2019-2020	99	626 h 52	11	72 h 39	110	699 h 31
2020-2021	118	822 h 07	<b>24</b>	<b>170 h 20</b>	142	992 h 27
2021-2022	66	405 h 17	14	73 h 31	80	478 h 49



**B. PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI DÉPOSÉS**

ANNÉES	PROJETS DE LOI (hors conventions internationales)			PROPOSITIONS DE LOI	
	Assemblée Nationale	Sénat	Pourcentage Sénat	Assemblée Nationale	Sénat
1959	81	22	21,4 %	206	31
1960	85	26	23,4 %	165	30
1961	65	41	38,7 %	160	41
1962	51	11	17,7 %	85	28
1963	109	8	6,8 %	286	28
1964	91	9	9,0 %	119	19
1965	79	5	6,0 %	80	20
1966	88	10	10,2 %	134	18
1967	56	6	9,7 %	323	42
1968	90	5	5,3 %	421	31
1969	70	1	1,4 %	168	13
1970	72	18	20,0 %	196	53
1971	83	10	10,8 %	155	43
1972	71	27	27,6 %	217	48
1973	57	13	18,6 %	<b>558</b>	57
1974	49	28	36,4 %	227	82
1975	73	59	44,7 %	89	52
1976	87	31	26,3 %	167	66
1977	73	46	38,7 %	429	128
1978	60	36	37,5 %	469	130
1979	101	15	12,9 %	300	108
1980	48	17	26,2 %	286	121
1981	51	32	38,6 %	412	136
1982	83	42	33,6 %	147	107
1983	65	46	41,4 %	82	76
1984	74	37	33,3 %	99	76
1985	90	20	18,2 %	142	89
1986	41	34	45,3 %	362	153
1987	58	31	34,8 %	272	108
1988	37	27	42,2 %	366	126
1989	52	51	49,5 %	197	83
1990	56	38	40,4 %	202	84
1991	65	44	40,4 %	176	97
1992	56	36	39,1 %	194	57
1993	53	52	49,5 %	516	129
1994	58	52	47,3 %	390	98
1995*	31	20	39,2 %	160	80

\* Janvier à septembre.

ANNÉES	PROJETS DE LOI (hors conventions internationales)			PROPOSITIONS DE LOI	
	Assemblée nationale	Sénat	Pourcentage Sénat	Assemblée nationale	Sénat
1995-1996	55	36	39,6 %	264	91
1996-1997	51	53	51,0 %	378	93
1997-1998	44	47	51,6 %	329	160
1998-1999	26	67	72,0 %	211	83
1999-2000	30	49	62,0 %	255	94
2000-2001	37	35	48,6 %	202	93
2001-2002	20	73	<b>78,5 %</b>	222	61
2002-2003	55	37	40,2 %	367	72
2003-2004	74	54	42,2 %	253	73
2004-2005	59	53	47,3 %	209	100
2005-2006	63	53	45,7 %	338	104
2006-2007	34	71	67,6 %	275	65
2007-2008	51	45	46,9 %	425	88
2008-2009	77	59	43,4 %	323	137
2009-2010	76	43	36,1 %	346	130
2010-2011	52	38	42,2 %	391	166
2011-2012	38	46	54,8 %	374	193
2012-2013	<b>120</b>	31	20,5 %	491	146
2013-2014	57	35	38,0 %	272	124
2014-2015	51	63	55,3 %	297	88
2015-2016	63	48	43,2 %	297	155
2016-2017	44	<b>93</b>	67,9 %	229	119
2017-2018	55	31	36,0 %	457	157
2018-2019	38	24	38,7 %	432	163
2019-2020	47	41	46,6 %	533	166
2020-2021	59	35	37,2 %	439	185
2021-2022	26	91	77,8 %	424	<b>213</b>

C. DÉCLARATIONS D'URGENCE ET PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES

ANNÉES	Textes ayant fait l'objet d'une déclaration d'urgence ou procédure accélérée (Hors conventions)	Nombre total de lois adoptées (Hors conventions)	Rapport entre déclarations d'urgences et procédures accélérées sur le nombre de lois adoptées (Hors conventions)
1959	0	51	0,00%
1960	3	69	4,35%
1961	1	86	1,16%
1962	2	50	4,00%
1963	10	68	14,71%
1964	7	95	7,37%
1965	3	60	5,00%
1966	19	<b>116</b>	16,38%
1967	5	62	8,06%
1968	14	49	28,57%
1969	7	71	9,86%
1970	18	73	24,66%
1971	20	92	21,74%
1972	15	102	14,71%
1973	8	55	14,55%
1974	12	49	24,49%
1975	20	112	17,86%
1976	20	83	24,10%
1977	44	102	43,14%
1978	22	59	37,29%
1979	8	47	17,02%
1980	14	49	28,57%
1981	7	33	21,21%
1982	36	71	50,70%
1983	21	87	24,14%
1984	27	73	36,99%
1985	<b>55</b>	81	67,90%
1986	25	44	56,82%
1987	35	79	44,30%
1988	7	23	30,43%
1989	30	63	47,62%
1990	28	69	40,58%
1991	28	58	48,28%
1992	34	71	47,89%
1993	14	54	25,93%
1994	16	71	22,54%
1995*	4	16	25,00%

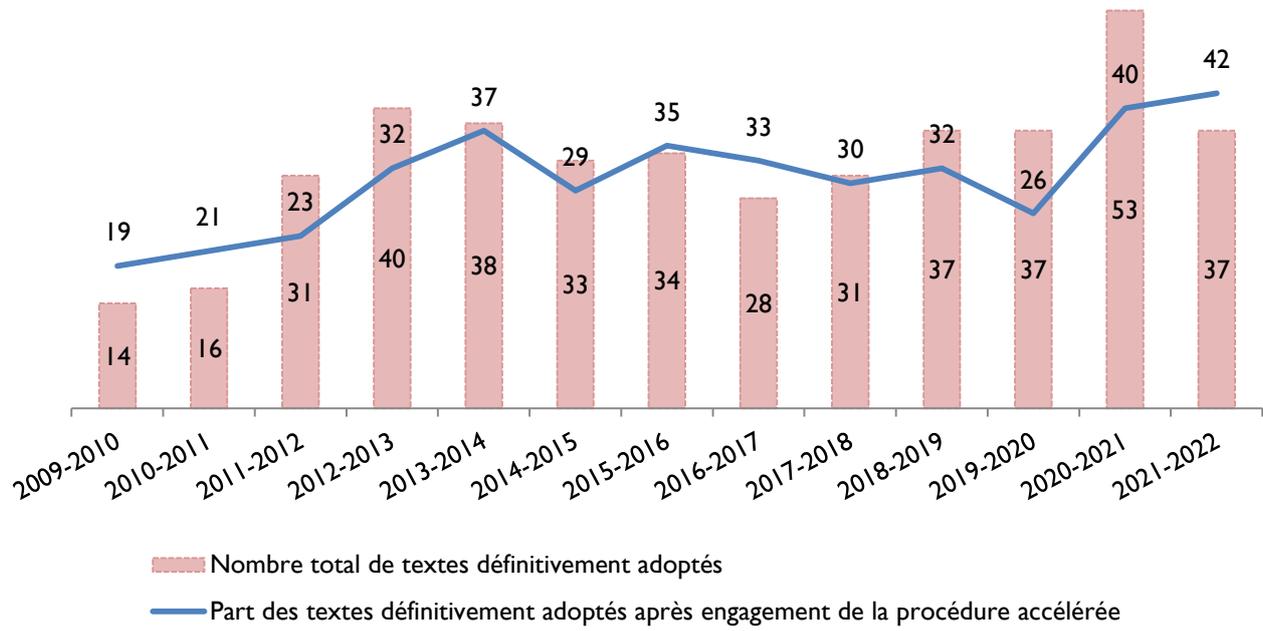
\* Janvier à septembre.

ANNÉES	Textes ayant fait l'objet d'une déclaration d'urgence ou procédure accélérée (Hors conventions)	Nombre total de lois adoptées (Hors conventions)	Rapport entre déclarations d'urgences et procédures accélérées sur le nombre de lois adoptées (Hors conventions)
1995-1996	15	57	26,32%
1996-1997	11	34	32,35%
1997-1998	10	46	21,74%
1998-1999	8	48	16,67%
1999-2000	10	54	18,52 %
2000-2001	22	42	52,38 %
2001-2002	11	40	27,50 %
2002-2003	10	55	18,18 %
2003-2004	14	40	35,00 %
2004-2005	8	48	16,67 %
2005-2006	9	45	20,00 %
2006-2007	20	46	43,48 %
2007-2008	23	55	41,82 %
2008-2009	34	43	<b>79,07 %</b>

À compter du 1<sup>er</sup> mars 2009 : la déclaration d'urgence devient l'engagement de la procédure accélérée.

ANNÉES	Textes ayant fait l'objet d'une procédure accélérée	Nombre de textes adoptés définitivement et pour lesquels le Gouvernement a engagé la procédure accélérée	Nombre total de textes définitivement adoptés	Part des textes définitivement adoptés après engagement de la procédure accélérée
	(Hors conventions)			
2009-2010	14	19 <sup>1</sup>	54	35,19%
2010-2011	16	21	<b>66</b>	31,82%
2011-2012	31	23	40	57,50%
2012-2013	40	32	53	60,38%
2013-2014	38	37	66	56,06%
2014-2015	33	29	41	70,73%
2015-2016	34	35	54	64,81%
2016-2017	28	33	46	71,74%
2017-2018	31	30	41	73,17%
2018-2019	37	32	50	64,00%
2019-2020	37	26	42	61,90%
2020-2021	<b>53</b>	40	54	<b>74,07%</b>
2021-2022	37	<b>42</b>	61	68,85 %

<sup>1</sup>sur la session 2009-2010, parmi les textes définitivement adoptés figurent quatre textes avec urgence déclarée et quinze procédures accélérées



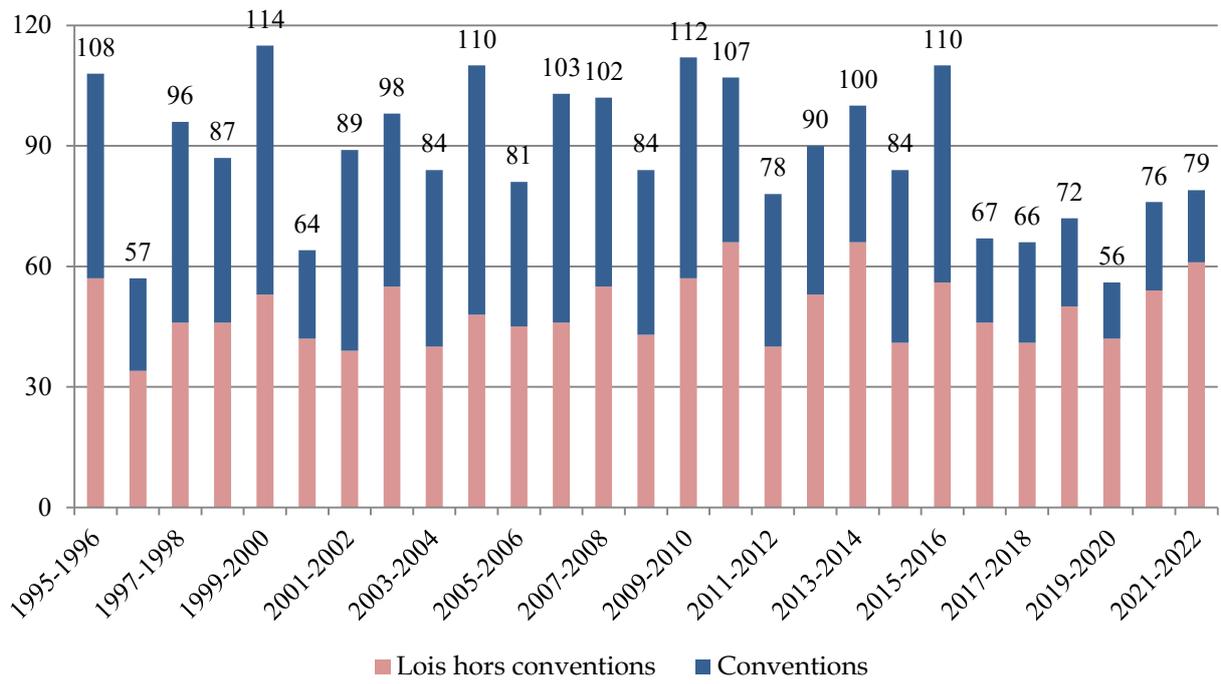
**D. NOMBRE DE LOIS ADOPTÉES DÉFINITIVEMENT ET NOMBRE D'AMENDEMENTS DE SÉANCE DÉPOSÉS ET ADOPTÉS**

ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1959	51	-	51	-	-
1960	69	18	87	-	-
1961	86	17	103	-	-
1962	50	2	52	-	-
1963	68	30	98	-	-
1964	95	22	117	-	-
1965	60	15	75	-	-
1966	<b>116</b>	27	143	-	-
1967	62	18	80	-	-
1968	49	21	70	-	-
1969	71	7	78	576	211
1970	73	24	97	971	723
1971	92	23	115	1 745	1 178
1972	102	29	131	1 736	467
1973	55	16	71	727	468
1974	49	21	70	1 058	536
1975	112	37	149	2 185	1 246
1976	83	27	110	2 189	1 102
1977	102	61	<b>163</b>	2 185	952
1978	59	32	91	2 603	1 240
1979	47	34	81	3 083	1 109
1980	49	38	87	4 084	1 529
1981	33	23	56	2 692	887
1982	71	41	112	4 857	2 525
1983	87	34	121	4 403	2 680
1984	73	47	120	4 752	2 647
1985	81	43	124	4 180	2 551
1986	44	16	60	8 553	900
1987	79	38	117	4 478	1 222
1988	23	27	50	1 991	826
1989	63	29	92	4 025	1 987
1990	69	38	107	6 129	1 911
1991	58	30	88	4 736	2 617
1992	71	24	95	5 232	3 316
1993	54	24	78	7 808	1 523
1994	71	<b>63</b>	134	5 598	2 301
1995*	16	4	20	1 292	409

\* Janvier à septembre.

ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1995-1996	57	51	108	6 926	1 968
1996-1997	34	23	57	3 592	1 489
1997-1998	46	50	96	3 228	1 781
1998-1999	46	41	87	4 740	2 809
1999-2000	53	62	114	5 556	3 131
2000-2001	42	22	64	5 109	3 246
2001-2002	39	50	89	4 443	2 815
2002-2003	55	43	98	7 558	2 537
2003-2004	40	44	84	10 398	<b>3 685</b>
2004-2005	48	62	110	7 686	2 706
2005-2006	45	36	81	8 652	2 799
2006-2007	46	57	103	5 672	2 118
2007-2008	55	47	102	5 988	1 959
2008-2009	43	41	84	8 746	2 379
2009-2010	57	55	112	8 435	1 776
2010-2011	66	41	107	8 377	1 697
2011-2012	40	38	78	3 192	1 067
2012-2013	53	37	90	9 085	1 671
2013-2014	66	34	100	8 345	2 046
2014-2015	41	43	84	10 608	2 243
2015-2016	56	54	110	9 888	2 479
2016-2017	46	21	67	3 411	984
2017-2018	41	25	66	8 557	1 816
2018-2019	50	22	72	10 175	2 404
2019-2020	42	14	56	8 246	1 703
2020-2021	54	22	76	<b>13 595</b>	2 695
2021-2022	61	18	79	5 677	990

### Nombre de lois adoptées définitivement



**E. EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES INITIALE (1<sup>RE</sup> LECTURE)**

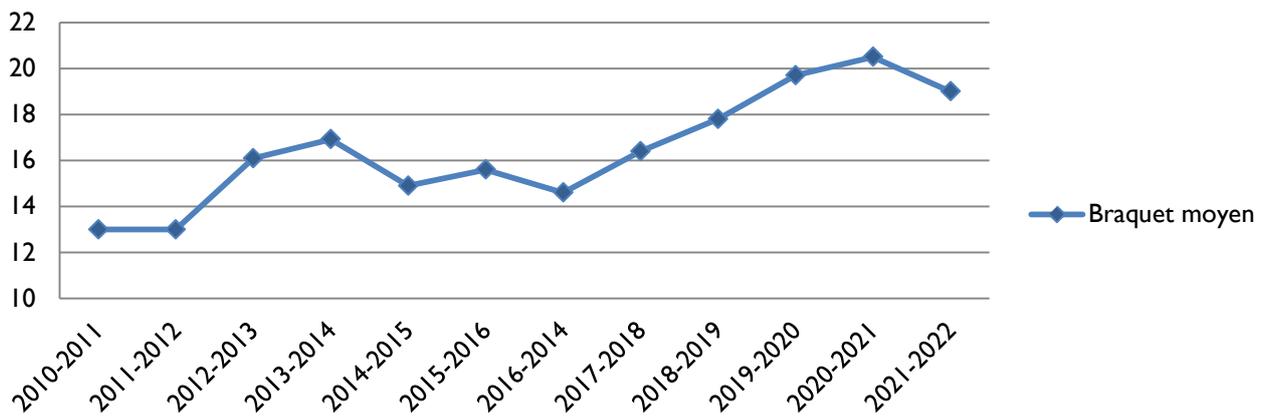
<b>Loi de finances</b>	<b>Durée de discussion</b>	<b>Nombre d'amendements déposés</b>
1971 (exercice 1972)	139 h 00	
1972 (exercice 1973)	145 h 45	
1973 (exercice 1974)	149 h 25	
1974 (exercice 1975)	147 h 45	
1975 (exercice 1976)	147 h 15	
1976 (exercice 1977)	151 h 00	
1977 (exercice 1978)	160 h 50	214
1978 (exercice 1979)	170 h 35	309
1979 (exercice 1980)	166 h 45	409
1980 (exercice 1981)	168 h 50	380
1981 (exercice 1982)	165 h 35	577
1982 (exercice 1983)	160 h 55	234
1983 (exercice 1984)	161 h 35	300
1984 (exercice 1985)	173 h 25	255
1985 (exercice 1986)	49 h 45	80
1986 (exercice 1987)	167 h 45	389
1987 (exercice 1988)	166 h 40	356
1988 (exercice 1989)	170 h 10	425
1989 (exercice 1990)	170 h 00	380
1990 (exercice 1991)	183 h 50	506
1991 (exercice 1992)	<b>175 h 00</b>	446
1992 (exercice 1993)	17 h 25	16
1993 (exercice 1994)	167 h 05	470
1994 (exercice 1995)	10	340
1995 (exercice 1996)	171 h 30	494
1996 (exercice 1997)	141 h 55	513
1997 (exercice 1998)	146 h 40	378
1998 (exercice 1999)	150 h 55	465
1999 (exercice 2000)	131 h 40	427
2000 (exercice 2001)	131 h 50	429
2001 (exercice 2002)	134 h 00	446
2002 (exercice 2003)	134 h 45	402

<b>Loi de finances</b>	<b>Durée de discussion</b>	<b>Nombre d'amendements déposés</b>
2003 (exercice 2004)	138 h 55	539
2004 (exercice 2005)	135 h 55	562
2005 (exercice 2006)	149 h 10	793
2006 (exercice 2007)	131 h 05	627
2007 (exercice 2008)	130 h 15	591
2008 (exercice 2009)	134 h 25	716
2009 (exercice 2010)	151 h 10	993
2010 (exercice 2011)	140 h 18	1 104
2011 (exercice 2012)	123 h 00	686
2012 (exercice 2013)	40 h 47	502
2013 (exercice 2014)	43 h 19	624
2014 (exercice 2015)	122 h 31	899
2015 (exercice 2016)	115 h 01	967
2016 (exercice 2017)	11 h 04	71
2017 (exercice 2018)	108 h 55	1 363
2018 (exercice 2019)	129 h 49	2 029
2019 (exercice 2020)	129 h 12	2 465
2020 (exercice 2021)	151 h 10	<b>2 749</b>
2021 (exercice 2022)	20 h 51	879

**F. « BRAQUET » D'EXAMEN DES AMENDEMENTS (COMPARAISON PLURIANNUELLE)**

<b>Année parlementaire</b>	<b>Nombre moyen d'amendements examinés à l'heure</b>
1998-1999	15
1999-2000	17
2000-2001	17
2001-2002	17
2002-2003	17
2003-2004	17
2004-2005	16
2005-2006	16

<b>Année parlementaire</b>	<b>Nombre moyen d'amendements examinés à l'heure</b>
2006-2007	17
2007-2008	14
2008-2009	13
2009-2010	13
2010-2011	13
2011-2012	13
2012-2013	16,1
2013-2014	16,9
2014-2015	14,9
2015-2016	15,6
2016-2017	14,6
2017-2018	16,4
2018-2019	17,8
2019-2020	19,7
2020-2021	20,5
2021-2022	19,0



**G. MODALITÉS D'ADOPTION DES LOIS (HORS CONVENTIONS)**

**3 819** lois, hors conventions, ont été adoptées de 1959 au 30 septembre 2022.  
947 lois ont été adoptées à partir du texte de la commission mixte paritaire  
et l'Assemblée nationale a statué en dernier lieu sur 485 textes.

**1. Tableau récapitulatif**

Année	Nombre total de lois adoptées	Nombre de lois adoptées			Nombre de CMP
		par la navette	à partir du texte de CMP	dernier mot de l'AN	
1959	51	50	1	0	1
1960	69	64	2	3	5
1961	86	81	4	1	5
1962	50	48	1	1	2
1963	68	57	6	5	11
1964	95	84	5	6	11
1965	60	48	5	7	12
1966	<b>116</b>	<b>102</b>	8	6	14
1967	62	50	8	4	12
1968	49	38	6	5	11
1969	71	63	8	0	8
1970	73	55	16	2	18
1971	92	71	17	4	21
1972	102	86	9	7	16
1973	55	45	6	4	10
1974	49	36	13	0	13
1975	112	85	27	0	27
1976	83	59	23	1	24
1977	102	72	<b>30</b>	0	30
1978	59	29	29	1	30
1979	47	33	12	2	14
1980	49	33	13	3	16
1981	33	17	6	10	16
1982	71	28	11	32	43
1983	87	48	13	26	39
1984	73	31	16	26	42
1985	81	21	15	<b>45</b>	<b>60</b>
1986	44	24	19	1	20
1987	79	52	27	0	27
1988	23	13	2	8	10
1989	63	29	14	20	34
1990	69	32	18	19	37
1991	58	27	15	16	31
1992	71	25	30	16	46
1993	54	33	21	0	21
1994	71	42	28	1	29
1995*	16	7	9	0	9

\* Janvier à septembre.

Année	Nombre total de lois adoptées	Nombre de lois adoptées			Nombre de CMP
		par la navette	à partir du texte de CMP	dernier mot de l'AN	
1995-1996	57	38	19	0	19
1996-1997	34	17	16	1	17
1997-1998	46	25	6	15	21
1998-1999	48	31	6	11	18
1999-2000	54	31	7	16	23
2000-2001	42	18	6	18	25
2001-2002	40	15	13	12	23
2002-2003	55	41	14	0	14
2003-2004	40	21	19	0	19
2004-2005	48	32	16	0	16
2005-2006	45	27	18	0	18
2006-2007	46	27	19	0	19
2007-2008	55	37	18	0	18
2008-2009	43	24	19	0	20
2009-2010	57	35	21	1	23
2010-2011	66	39	27	0	27
2011-2012	40	17	10	13	23
2012-2013	53	26	18	9	30
2013-2014	66	27	27	12	38
2014-2015	41	15	12	14	27
2015-2016	56	19	25	12	39
2016-2017	46	20	12	14	22
2017-2018	41	11	18	12	35
2018-2019	50	21	17	12	28
2019-2020	42	16	18	8	23
2020-2021	54	17	24	13	38
2021-2022	61	22	29	10	42
<b>TOTAL</b>	<b>3 819</b>	<b>2 387</b>	<b>947</b>	<b>485</b>	<b>1 440</b>

## 2. Les commissions mixtes paritaires réussies

Depuis 1959, deux tiers des commissions mixtes paritaires ont réussi (69,5 %)

Année	Pourcentage de CMP ayant abouti à un accord
1959	100 %
1960	40 %
1961	80 %
1962	50 %
1963	55 %
1964	45 %
1965	42 %
1966	57 %
1967	67 %
1968	55 %
1969	100 %
1970	89 %
1971	81 %
1972	56 %
1973	60 %
1974	100 %
1975	100 %
1976	96 %
1977	100 %
1978	97 %
1979	86 %
1980	81 %
1981	38 %
1982	26 %
1983	33 %
1984	38 %
1985	25 %
1986	95 %
1987	100 %
1988	20 %
1989	41 %
1990	49 %
1991	48 %
1992	65 %
1993	100 %
1994	97 %
1995 <sup>1</sup>	100 %

---

<sup>1</sup> Janvier à septembre

Année	Pourcentage de CMP ayant abouti à un accord
1995-1996	100 %
1996-1997	94 %
1997-1998	29 %
1998-1999	35 %
1999-2000	30 %
2000-2001	24 %
2001-2002	57 %
2002-2003	100 %
2003-2004	100 %
2004-2005	100 %
2005-2006	100 %
2006-2007	100 %
2007-2008	100 %
2008-2009	<b>100 %</b>
2009-2010	96 %
2010-2011	96 %
2011-2012	48 %
2012-2013	60 %
2013-2014	72 %
2014-2015	52 %
2015-2016	59 %
2016-2017	59 %
2017-2018	54 %
2018-2019	64 %
2019-2020	70 %
2020-2021	66 %
2021-2022	69 %
<b>Moyenne</b>	<b>69 %</b>

**3. Les lois adoptées, hors conventions, par accord entre les deux assemblées (soit par le jeu de la navette, soit à la suite d'une commission mixte paritaire)**

Depuis 1959, 7 lois sur 8 (87,3 %) ont été adoptées par accord entre les deux assemblées, hors conventions, soit par le jeu de la navette, soit à la suite d'une commission mixte paritaire.

Année	Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées
1959	100 %
1960	95,65 %
1961	98,84 %
1962	98,00 %

<b>Année</b>	<b>Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées</b>
1963	92,65 %
1964	93,68 %
1965	88,33 %
1966	94,83 %
1967	93,55 %
1968	89,80 %
1969	100 %
1970	97,26 %
1971	95,65 %
1972	93,14 %
1973	92,73 %
1974	100 %
1975	100 %
1976	98,80 %
1977	100 %
1978	98,31 %
1979	95,74 %
1980	93,88 %
1981	69,70 %
1982	54,93 %
1983	70,11 %
1984	64,38 %
1985	44,44 %
1986	97,73 %
1987	100 %
1988	65,22 %
1989	68,25 %
1990	72,46 %
1991	72,41 %
1992	77,46 %
1993	100 %
1994	98,59 %
1995 <sup>1</sup>	100 %
1995-1996	100 %
1996-1997	97,06 %
1997-1998	67,39 %
1998-1999	77,08 %
1999-2000	70,37 %
2000-2001	57,14 %
2001-2002	70,00 %
2002-2003	100 %
2003-2004	100 %
2004-2005	100 %
2005-2006	100 %

---

<sup>1</sup> Janvier à septembre

<b>Année</b>	<b>Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées</b>
2006-2007	100 %
2007-2008	100 %
2008-2009	100 %
2009-2010	98,3 %
2010-2011	100 %
2011-2012	67,5 %
2012-2013	83,02 %
2013-2014	81,82 %
2014-2015	65,85 %
2015-2016	78,57 %
2016-2017	69,57 %
2017-2018	70,73 %
2018-2019	76,00 %
2019-2020	80,95 %
2020-2021	75,93 %
2021-2022	83,61 %
<b>Total</b>	<b>87,3 %</b>

#### 4. Le dernier mot donné à l'Assemblée nationale

Depuis 1959, une loi sur huit (13,5 %) a été adoptée par l'Assemblée nationale statuant en dernier lieu.

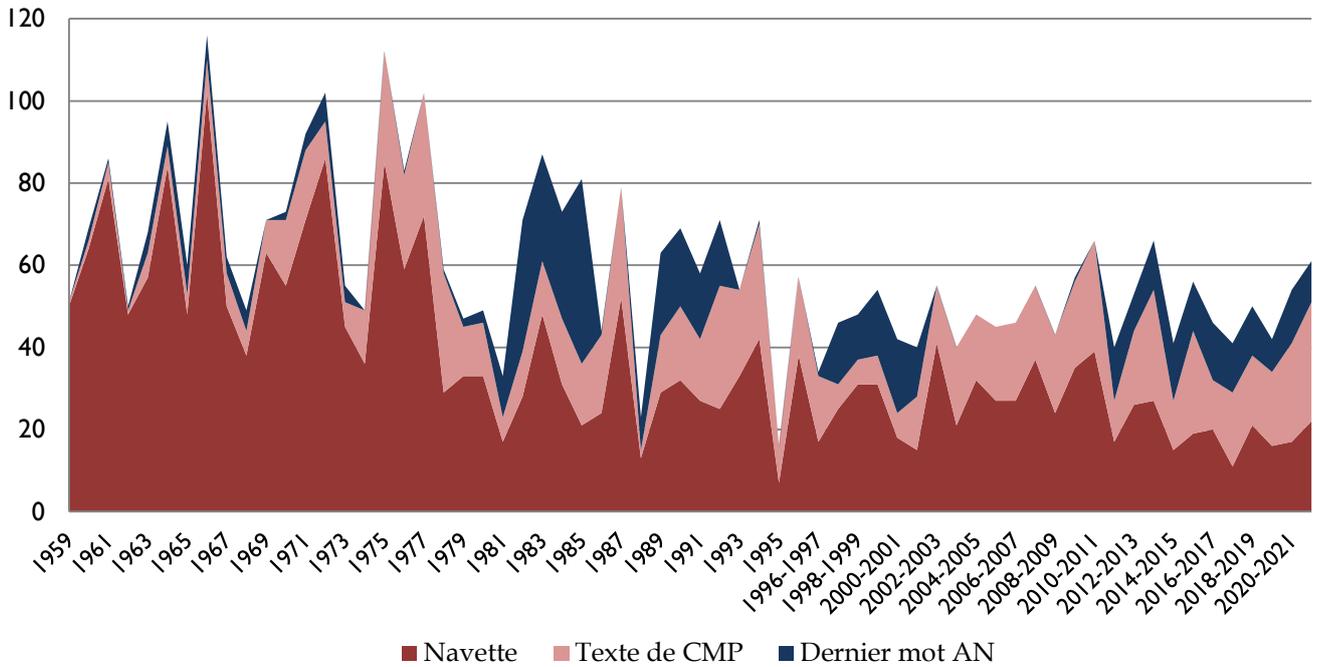
<b>Année</b>	<b>Pourcentage de derniers mots par rapport au total des lois adoptées</b>
1959	0,00 %
1960	4,35 %
1961	1,16 %
1962	2,00 %
1963	7,35 %
1964	6,32 %
1965	11,67 %
1966	5,17 %
1967	6,45 %
1968	10,20 %
1969	0,00 %
1970	2,74 %
1971	4,35 %
1972	6,86 %
1973	7,27 %
1974	0,00 %
1975	0,00 %
1976	1,20 %

<b>Année</b>	<b>Pourcentage de derniers mots par rapport au total des lois adoptées</b>
1977	0,00 %
1978	1,69 %
1979	4,26 %
1980	6,12 %
1981	30,30 %
1982	45,07 %
1983	29,89 %
1984	35,62 %
1985	55,56 %
1986	2,27 %
1987	0,00 %
1988	34,78 %
1989	31,75 %
1990	27,54 %
1991	27,59 %
1992	22,54 %
1993	0,00 %
1994	1,41 %
1995 <sup>1</sup>	0,00 %
1995-1996	0,00 %
1996-1997	2,94 %
1997-1998	32,61 %
1998-1999	22,92 %
1999-2000	29,63 %
2000-2001	42,86 %
2001-2002	30,00 %
2002-2003	0,00 %
2003-2004	0,00 %
2004-2005	0,00 %
2005-2006	0,00 %
2006-2007	0,00 %
2007-2008	0,00 %
2008-2009	0,00 %
2009-2010	1,70 %
2010-2011	0,00 %
2011-2012	32,50 %
2012-2013	16,98 %
2013-2014	18,18 %
2014-2015	34,15 %
2015-2016	21,43 %
2016-2017	30,43 %
2017-2018	29,27%
2018-2019	24,00 %
2019-2020	19,05 %

---

<sup>1</sup> Janvier à septembre

Année	Pourcentage de derniers mots par rapport au total des lois adoptées
2020-2021	24,07 %
2021-2022	16,39 %
<b>Moyenne</b>	<b>13,48 %</b>



**H. ORIGINE DES LOIS PROMULGUÉES DEPUIS 1959**

ANNÉES	LOIS					
	PJL (hors conventions)	PPL AN	PPL Sénat	Total (hors conventions)	Conventions	Total
	<i>Les pourcentages exprimés ci-dessous présentent la part de PJL, PPL AN et PPL Sénat par rapport aux lois promulguées, hors conventions</i>					
1959	50 (98 %)	1 (2 %)	-	51	-	51
1960	62 (90 %)	5 (7 %)	2 (3 %)	69	18	87
1961	82 (95 %)	3 (4 %)	1 (1 %)	86	17	103
1962	43 (86 %)	3 (6 %)	4 (8 %)	50	2	52
1963	55 (81 %)	9 (13 %)	4 (6 %)	68	30	98
1964	84 (88 %)	8 (8 %)	3 (3 %)	95	22	117
1965	49 (82 %)	9 (15 %)	2 (3 %)	60	15	75
1966	<b>102 (88 %)</b>	13 (11 %)	1 (1 %)	<b>116</b>	27	143
1967	43 (69 %)	15 (24 %)	4 (6 %)	62	18	80
1968	40 (82 %)	9 (18 %)	-	49	21	70
1969	62 (87 %)	9 (13 %)	-	71	7	78
1970	60 (82 %)	13 (18 %)	-	73	24	97
1971	69 (75 %)	20 (22 %)	3 (3 %)	92	23	115
1972	78 (76 %)	20 (20 %)	4 (4 %)	102	29	131
1973	40 (73 %)	14 (25 %)	1 (2 %)	55	16	71
1974	42 (86 %)	4 (8 %)	3 (6 %)	49	21	70
1975	94 (84 %)	14 (12 %)	4 (4 %)	112	37	149
1976	68 (82 %)	7 (8 %)	8 (10 %)	83	27	110
1977	82 (80 %)	10 (10 %)	10 (10 %)	102	61	<b>163</b>
1978	51 (86 %)	7 (12 %)	1 (2 %)	59	32	91
1979	38 (81 %)	8 (17 %)	1 (2 %)	47	34	81
1980	36 (74 %)	5 (10 %)	8 (16 %)	49	38	87
1981	30 (91 %)	1 (3 %)	2 (6 %)	33	23	56
1982	63 (89 %)	4 (6 %)	4 (6 %)	71	41	112
1983	82 (94 %)	3 (3 %)	2 (2 %)	87	34	121
1984	65 (89 %)	5 (7 %)	3 (4 %)	73	47	120
1985	79 (98 %)	2 (2 %)	-	81	43	124
1986	38 (86 %)	3 (7 %)	3 (7 %)	44	16	60
1987	60 (76 %)	11 (14 %)	8 (10 %)	79	38	117
1988	12 (52 %)	8 (35 %)	3 (13 %)	23	27	50
1989	58 (92 %)	4 (6 %)	1 (2 %)	63	29	92
1990	58 (84 %)	7 (10 %)	4 (6 %)	69	38	107
1991	48 (83 %)	6 (10 %)	4 (7 %)	58	30	88
1992	68 (96 %)	2 (3 %)	1 (1 %)	71	24	95
1993	46 (85 %)	2 (4 %)	6 (11 %)	54	24	78
1994	63 (89 %)	5 (7 %)	3 (4 %)	71	<b>63</b>	134

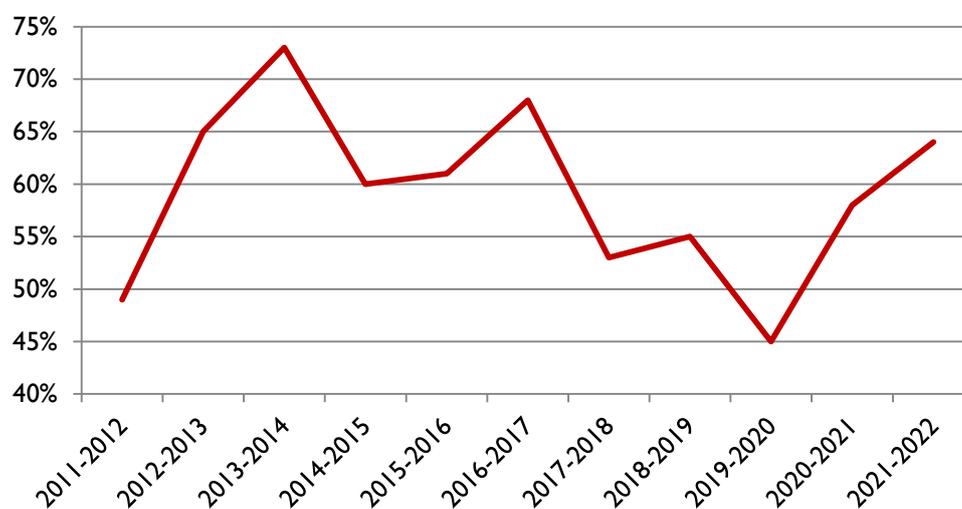
ANNÉES	LOIS					
	PJL (hors conventions)	PPL AN	PPL Sénat	Total (hors conventions)	Conventions	Total
1995	9 (56 %)	7 (44 %)	-	16	4	20
1995-1996	43 (75 %)	10 (18 %)	4 (7 %)	57	51	108
1996-1997	22 (65 %)	6 (18 %)	6 (18 %)	34	23	57
1997-1998	30 (65 %)	10 (22 %)	6 (13 %)	46	50	96
1998-1999	32 (70 %)	8 (17 %)	6 (13 %)	46	41	87
1999-2000	35 (66 %)	12 (23 %)	6 (11 %)	53	62	115
2000-2001	26 (62 %)	11 (26 %)	5 (12 %)	42	22	64
2001-2002	22 (56 %)	11 (28 %)	6 (15 %)	39	50	89
2002-2003	38 (70 %)	6 (11 %)	11 (20 %)	55	43	98
2003-2004	33 (83 %)	2 (5 %)	5 (12 %)	40	44	84
2004-2005	36 (75 %)	7 (15 %)	5 (10 %)	48	62	110
2005-2006	33 (73 %)	5 (11 %)	7 (16 %)	45	36	81
2006-2007	36 (78 %)	2 (4 %)	8 (17 %)	46	57	103
2007-2008	42 (76 %)	8 (15 %)	5 (9 %)	55	47	102
2008-2009	34 (79 %)	5 (12 %)	4 (9 %)	43	41	84
2009-2010	33 (58 %)	12 (21 %)	12 (21 %)	57	55	112
2010-2011	42 (64 %)	9 (14 %)	15 (23 %)	66	41	107
2011-2012	21 (52 %)	13 (33 %)	6 (15 %)	40	38	78
2012-2013	34 (64 %)	8 (15 %)	11 (21 %)	53	37	90
2013-2014	40 (61 %)	17 (26 %)	9 (14 %)	66	34	100
2014-2015	28 (68 %)	7 (17 %)	6 (15 %)	41	43	84
2015-2016	26 (46 %)	18 (32 %)	12 (21 %)	56	54	110
2016-2017	25 (54 %)	12 (26 %)	9 (20 %)	46	21	67
2017-2018	29 (71 %)	10 (24 %)	2 (5 %)	41	25	66
2018-2019	24 (49 %)	12 (24 %)	13 (27 %)	49	22	71
2019-2020	24 (57 %)	14 (33 %)	4 (10 %)	42	14	56
2020-2021	35 (65 %)	15 (28 %)	4 (7 %)	54	22	76
2021-2022	20 (33 %)	30 (49 %)	11 (18 %)	61	18	79
<b>Total</b>	<b>2 952</b>	<b>556</b>	<b>306</b>	<b>3 814</b>	<b>2 053</b>	<b>5 867</b>

**I. TAUX DE REPRISE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES AMENDEMENTS  
ADOPTÉS AU SÉNAT DEPUIS 1970**

ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE DES ANNÉES
1970-1971	68 %	68 %
1971-1972	75 %	73,7 %
1972-1973	73 %	
1973-1974	73 %	
1974-1975	93 %	87,7 %
1975-1976	85 %	
1976-1977	85 %	
1977-1978	86 %	83,7 %
Octobre à décembre 1978	86 %	
1979	79 %	
1980	77 %	59,7 %
1981	57 %	
1982	45 %	
1983	44 %	48,7 %
1984	52 %	
1985	50 %	
1986	89 %	78,3 %
1987	88 %	
1988	58 %	
1989	60 %	58,7 %
1990	64 %	
1991	52 %	
1992	53 %	77,5 %
1993	91 %	
1994	88 %	
Janvier à septembre 1995	78 %	73,7 %
1995-1996	87 %	
1996-1997	88 %	
1997-1998	46 %	50,7 %
1998-1999	54 %	
1999-2000	48 %	
2000-2001	50 %	

ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE DES ANNÉES
2001-2002	65 %	83,0 %
2002-2003	92 %	
2003-2004	92 %	
2004-2005	93 %	92,8 %
2005-2006	93 %	
2006-2007	94 %	
2007-2008	91 %	
2008-2009	94 %	91,3 %
2009-2010	94 %	
2010-2011	86 %	
2011-2012	49 %	62,3 %
2012-2013	65 %	
2013-2014	73 %	
2014-2015	60 %	63,0 %
2015-2016	61 %	
2016-2017	68 %	
2017-2018	53 %	51,0 %
2018-2019	55 %	
2019-2020	45 %	
2020-2021	58 %	61,0 %
2021-2022	64 %	

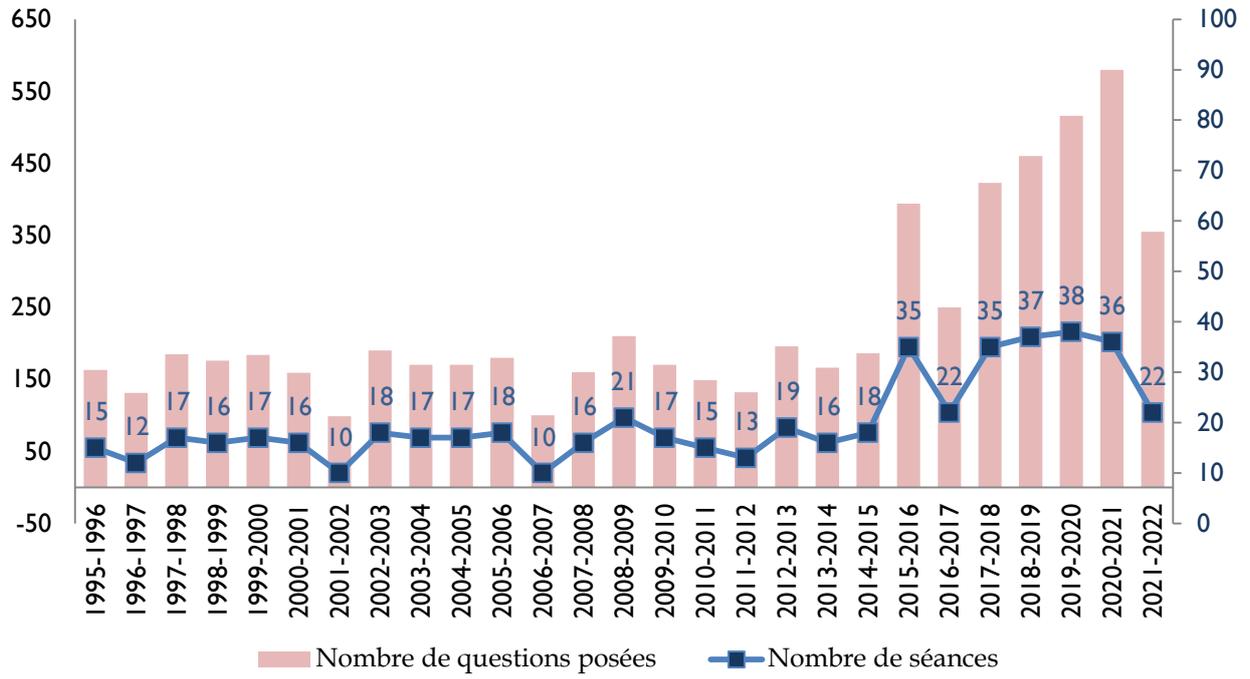
**Évolution du taux de reprise au cours des dix dernières sessions**



*J. QUESTIONS D'ACTUALITÉ AU GOUVERNEMENT*

ANNÉES	NOMBRE DE QUESTIONS POSÉES	NOMBRE DE SÉANCES	DURÉE DES SÉANCES
1995-1996	163	15	15 h 55
1996-1997	131	12	12 h 40
1997-1998	185	17	19 h 23
1998-1999	176	16	16 h 17
1999-2000	184	17	17 h 10
2000-2001	159	16	15 h 47
2001-2002	99	10	10 h 00
2002-2003	190	18	17 h 53
2003-2004	170	17	17 h 00
2004-2005	170	17	17 h 00
2005-2006	180	18	18 h 05
2006-2007	100	10	10 h 00
2007-2008	160	16	15 h 55
2008-2009	210	21	21 h 05
2009-2010	170	17	17 h 00
2010-2011	149	15	14 h 55
2011-2012	132	13	12 h 27
2012-2013	196	19	18 h 44
2013-2014	166	16	16 h 37
2014-2015	186	18	16 h 26
2015-2016	394	35	30 h 14
2016-2017	250	22	19 h 05
2017-2018	423	35	31 h 17
2018-2019	460	37	37 h 32
2019-2020	516	<b>38</b>	44 h 13
2020-2021	<b>580</b>	36	<b>47 h 35</b>
2021-2022	355	22	29 h 11

### Questions d'actualité au Gouvernement



**K. QUESTIONS ORALES**

<b>Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)</b>	<b>Dépôts</b>	<b>Réponses</b>	<b>Nombre de séances</b>	<b>Temps de séance</b>
1959-1960	157	157	-	-
1960-1961	120	120	-	-
1961-1962	101	101	-	-
1962-1963	86	86	-	-
1963-1964	75	75	-	-
1964-1965	75	75	-	-
1965-1966	70	45	-	-
1966-1967	61	42	-	-
1967-1968	70	52	-	-
1968-1969	58	30	-	-
1969-1970	112	96	-	22 h 40
1970-1971	106	86	-	13 h 55
1971-1972	112	92	-	19 h 55
1972	125	102	19	21 h 25
1973	126	100	18	24 h 25
1974	92	78	12	16 h 05
1975	200	154	19	28 h 40
1976	209	178	18	33 h 15
1977	195	170	18	32 h 40
1978	244	184	17	33 h 25
1979	260	205	19	42 h 20
1980	292	219	16	41 h 35
1981	214	80	11	18 h 00
1982	140	105	16	20 h 20
1983	136	91	14	18 h 15
1984	135	92	17	16 h 45
1985	158	105	15	17 h 35
1986	145	96	14	14 h 30
1987	142	122	16	19 h 35
1988	53	28	4	5 h 15
1989	126	93	19	15 h 00
1990	108	81	15	17 h 10
1991	112	95	14	16 h 00
1992	128	111	13	20 h 00
1993	92	82	11	12 h 30
1994	94	89	12	13 h 30
1995 <sup>1</sup>	13	8	1	1 h 20
1995-1996	231	215	16	30 h 25
1996-1997	178	163	10	22 h 00
1997-1998	272	262	17	37 h 45
1998-1999	252	240	15	33 h 28

<sup>1</sup> Janvier à septembre.

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Dépôts	Réponses	Nombre de séances	Temps de séance
1999-2000	270	257	16	34 h 48
2000-2001	248	243	15	33 h 00
2001-2002	151	147	9	19 h 30
2002-2003	276	264	16	37 h 55
2003-2004	239	222	16	31 h 35
2004-2005	284	217	13	29 h 30
2005-2006	309	297	17	42 h 35
2006-2007	177	158	9	22 h 10
2007-2008	249	253	15	36 h 05
2008-2009	338	302	18	42 h 40
2009-2010	402	356	<b>20</b>	46 h 50
2010-2011	334	357	<b>20</b>	50 h 05
2011-2012	372	240	13	33 h 12
2012-2013	431	389	<b>20</b>	<b>50 h 42</b>
2013-2014	286	335	18	41 h 24
2014-2015	400	316	18	39 h 38
2015-2016	274	256	11	26 h 31
2016-2017	138	160	7	18 h 06
2017-2018	393	309	12	30 h 34
2018-2019	467	391	11	32 h 34
2019-2020	354	309	9	28 h 20
2020-2021	<b>548</b>	<b>421</b>	11	37 h 19
2021-2022	537	339	9	25 h 02

*Les questions orales avec débat et les questions orales avec débat européennes ayant été supprimées par la résolution du 18 juin 2019 clarifiant et actualisant le Règlement du Sénat, les tableaux les récapitulant ne figurent plus dans le présent rapport annuel. Ils demeurent disponibles dans le rapport annuel 2018-2019 :*

[http://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/seance/rapport\\_annuel/2018-2019/Tome\\_II\\_Elements\\_statistiques.pdf#page=137](http://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/seance/rapport_annuel/2018-2019/Tome_II_Elements_statistiques.pdf#page=137)

*L. QUESTIONS ÉCRITES*

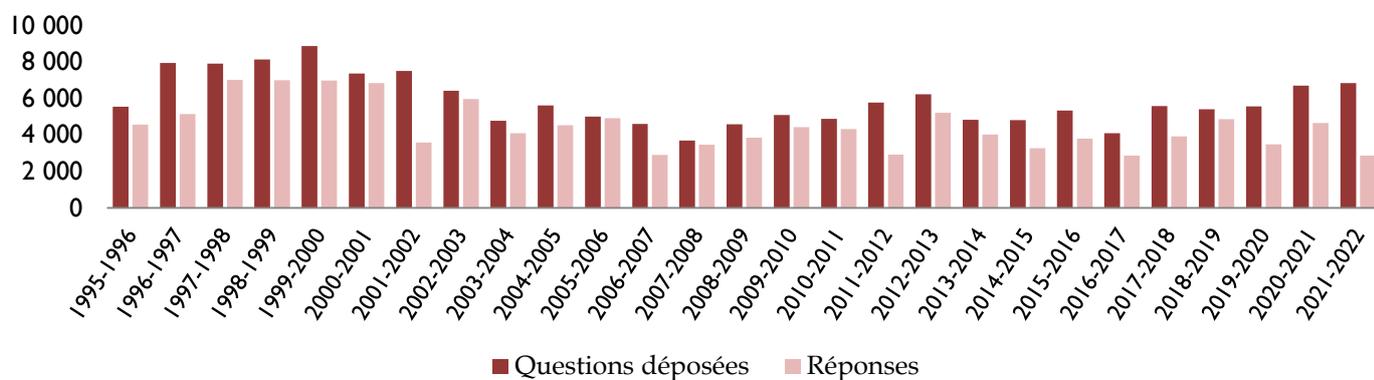
Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Questions déposées	Réponses	Questions sur dernière liste de rappel
1958-1959	189	186	
1959-1960	799	588	
1960-1961	848	701	
1961-1962	905	717	
1962-1963	798	620	
1963-1964	860	640	
1964-1965	761	584	
1965-1966	813	594	
1966-1967	874	486	
1967-1968	823	588	
1968-1969	862	707	
1969-1970	1 000	928	
1970-1971	947	930	
1972	1 369	1 200	183
1973	1 402	1 368	177
1974	1 676	1 486	301
1975	3 292	2 788	407
1976	3 614	2 998	505
1977	2 771	2 714	819
1978	3 455	3 040	864
1979	3 828	3 834	832
1980	4 294	3 695	879
1981	5 244	3 456	732
1982	6 011	5 495	1 147
1983	5 179	5 171	1 321
1984	6 420	5 243	2 095
1985	6 417	5 959	2 377
1986	5 111	3 927	683
1987	5 168	4 552	1 350
1988	4 415	2 791	857
1989	4 802	4 327	1 185
1990	5 414	4 684	2 068
1991	6 168	4 919	2 988
1992	4 931	5 114	1 856
1993	5 231	3 769	820
1994	4 939	5 187	646
1995 <sup>1</sup>	2 976	3 041	913
1995-1996	5 546	4 563	1 163
1996-1997	7 951	5 141	1 280
1997-1998	7 915	<b>7 013</b>	2 112

---

<sup>1</sup> Janvier à septembre

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Questions déposées	Réponses	Questions sur dernière liste de rappel
1998-1999	8 132	6 996	3 314
1999-2000	<b>8 875</b>	6 980	4 884
2000-2001	7 367	6 846	3 668
2001-2002	7 505	3 585	1 281
2002-2003	6 423	5 970	2 251
2003-2004	4 776	4 092	1 852
2004-2005	5 625	4 537	2 383
2005-2006	5 011	4 912	2 111
2006-2007	4 603	2 899	867
2007-2008	3 685	3 462	1 226
2008-2009	4 594	3 855	1 751
2009-2010	5 093	4 421	2 114
2010-2011	4 878	4 315	2 503
2011-2012	5 777	2 919	525
2012-2013	6 234	5 221	2 534
2013-2014	4 836	4026	3 369
2014-2015	4 815	3 267	3 727
2015-2016	5 340	3 794	4 828
2016-2017	4 101	2 869	186
2017-2018	5 580	3 925	2 038
2018-2019	5 405	4 871	2 362
2019-2020	5 571	3 476	4 444
2020-2021	6 699	4 659	<b>5723</b>
2021-2022	6 837	2 863	685

### Questions écrites



**M. COMPARAISONS PLURIANNUELLES SUR L'ACTIVITÉ DU SÉNAT LORS DE LA SESSION ORDINAIRE**

**1. Activité générale du Sénat**

	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22
Jours de séance publique	75	122	118	126	121	60	105	110	99	118	80
Heures de séance publique :	<b>512 h 48</b>	<b>866 h 28</b>	<b>787 h 58</b>	<b>941 h 30</b>	<b>847 h 57</b>	<b>381 h 14</b>	<b>659 h 34</b>	<b>734 h 23</b>	<b>626 h 52</b>	<b>822 h 07</b>	<b>405 h 17</b>
- travaux législatifs	225 h 01	608 h 52	567 h 01	599 h 11	544 h 22	288 h 46	513 h 54	586 h 48	461 h 47	433 h 12	222 h 00
- travaux de contrôle	84 h 18	216 h 20	177 h 38	153 h 32	141 h 01	91 h 10	139 h 13	142 h 16	163 h 15	174 h 48	122 h 09
- projet de loi de finances (1 <sup>re</sup> lecture)	123 h 53	40 h 47	43 h 19	115 h 01	130 h 50	11 h 06	108 h 55	129 h 49	129 h 12	151 h 10	20 h 51
Heures de séance de soir et nuit :	116 h 15 (22,7 %)	188 h 53 (22 %)	191 h 39 (24 %)	232 h 45 (25 %)	184 h 16 (22 %)	77 h 36 (20 %)	127 h 19 (19 %)	153 h 44 (21 %)	136 h 44 (22 %)	173 h 21 (21 %)	76 h 34 (19 %)

## 2. Activité législative du Sénat

### a) Procédures accélérées

	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22
Procédures accélérées	30	31	41	36	38	34	34	36	39	53	23

### b) Commissions mixtes paritaires

	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22
Commissions mixtes paritaires (dont accord)	21 (9)	22 (15)	29 (21)	21 (9)	32 (19)	19 (10)	25 (14)	19 (11)	15 (11)	29 (18)	36 (24)

*c) Textes définitivement adoptés*

	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22
Textes de loi adoptés :											
- hors conventions	36	39	53	30	43	40	30	29	31	42	56
. dont lois issues de propositions de loi	19	15	23	11	24	21	7	15	13	18	40
- conventions	32	34	30	35	46	15	23	18	14	22	12

d) Modalités d'adoption des textes (hors conventions)

	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22
Adoption par la navette - dont textes votés par le Sénat et adoptés par l'Assemblée nationale sans modification	15	20	23	14	15	17	7	15	14	37	22
Adoption textes commissions mixtes paritaires	8	13	21	9	19	10	14	5	13	17	24
Dernier mot de l'Assemblée nationale	13	6	9	7	9	13	8	9	4	10	10

e) Statistiques relatives aux amendements

	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22
Amendements déposés en séance	2 482	7 118	7 405	9 235	8 805	2 679	6 316	8 814	7 094	10 383	4 562
Origine des amendements déposés											
- Gouvernement	194	343	407	746	709	183	354	617	285	422	364
- Commissions	349	552	851	811	908	279	537	587	611	564	339
- Groupes	1 939	6 223	6 147	7 678	7 188	2 217	5 425	7 610	6 198	9 397	3 859
Amendements adoptés par le Sénat	908	1 224	1 875	1 988	2 266	875	1 355	2 009	1 466	2 181	852
Taux de reprise des amendements du Sénat par l'Assemblée nationale	34 %	63%	73 %	63 %	66 %	67 %	54 %	54 %	49 %	58 %	62 %



g) Divers

	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22
Projets de loi déposés par le Gouvernement en premier lieu au Sénat (pourcentage du total)*	35 (50,7 %)	13 (18,8 %)	10 (26,3 %)	22 (52,4 %)	28 (47,5 %)	67 (75,3 %)	21 (38,2 %)	17 (42,5 %)	30 (43,5 %)	30 (41,1 %)	86 (85,1 %)
Propositions de loi déposées par les sénateurs	141	113	100	68	132	92	128	136	130	163	155
Motions de procédure (dont adoptées)	38 (16)	34 (5)	10 (4)	10 (3)	19 (9)	9 (8)	23 (6)	31 (8)	18 (7)	24 (10)	20 (9)
Motion de référendum	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Procédures de vote bloqué	-	3	2	-	-	-	1	-	-	-	-

\* Ce pourcentage correspond aux projets de loi déposés hors conventions internationales.

### 3. Contrôle par le Sénat de l'activité du Gouvernement

#### a) Débats

	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	1	3	2	1	3	3	2	2	4	5	2
Demandes d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-
Débat d'initiative sénatoriale	8	40	36	30	24	21	33	34	44	45	32
Débats européens	4	4	3	4	5	2	3	4	3	4	2

*b) Questions orales discutées en séance publique*

	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22
<b>Questions d'actualité au Gouvernement</b>											
Nombre de séances	11	16	14	15	32	18	30	33	34	31	19
Moyenne des ministres présents (Présence Premier ministre)	12 (3 fois)	16 (6 fois)	14 (6 fois)	14 (7 fois)	17 (25 fois)	15 (13 fois)	15 (27 fois)	17 (28 fois)	15 (32 fois)	16 (31 fois)	23 (17 fois)
<b>Questions orales</b>											
Nombre de questions discutées	184	348	302	279	233	135	233	355	281	315	315

c) Questions écrites posées par les sénateurs et réponses

Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22
3 617 (2 669)	5 052 (3 872)	3 965 (3 140)	3 870 (2 303)	4 575 (2 699)	2 680 (2 688)	4 530 (2 596)	4 205 (3 755)	4 581 (2 422)	5 476 (3 491)	3 821 (2 635)

d) Résolutions européennes

Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22
<b>PPR 88-4 C (arts. 73 quater et 73 quinquies du Règlement)</b>										
Déposées	25	27	14	20	16	21	13	14	8	15
Devenues résolution	14	21	17	12	14	14	10	11	4	12
Adoptées en séance	1	3	1	2	1	2	2	-	-	-
<b>PPR 88-6 C (art. 73 octies du Règlement)</b>										
Déposées	7	3	5	3	6	4	-	1	3	3
Devenues résolution	6	4	4	3	6	3	-	1	3	3
Adoptées en séance	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-

4. Sessions extraordinaires depuis 2015-2016

	2015 - 2016 01.07 - 21.07.16	2015 - 2016 27.09 - 30.09.16	2016 - 2017 04.07 - 03.08.17	2017 - 2018 01.07 - 31.07.18	2017 - 2018 25.09 - 30.09.18	2018- 2019 02.07 - 24.07.19	2018- 2019 24.09 - 27.09.19	2019- 2020 01.07 - 23.07.20	2020- 2021 01.07 - 25.07.21	2020- 2021 09.09.21	2020- 2021 21.09- 30.09.21	2021- 2022 06.07- 04.08.22
Jours de séance publique	11	14	16	19	1	11	4	11	16	1	7	14
Heures de séance publique	52 h 43	67 h 04	84 h 04	162 h 31	3 h 07	72 h 09	31 h 18	72 h 39	112 h 43	3 h 51	53 h 52	73 h 31
- dont travaux législatifs	48 h 31	61 h 40	72 h 54	150 h 30	2 h 12	61 h 43	30 h 15	59 h 32	101 h 48	2 h 27	48 h 02	35 h 42
- dont travaux de contrôle	4 h 12	5 h 19	10 h 25	12 h 01	0 h 56	10 h 26	0 h 57	13 h 07	10 h 55	1 h 24	5 h 42	13 h 59
Heures de séance du soir et de nuit	13 h 29	15 h 48	14 h 33	42 h 54	-	13 h 27	9 h 22	13 h 42	34 h 17	-	17 h 20	20 h 31

**N. LISTE DES 71 COMMISSIONS DE CONTRÔLE ET COMMISSIONS D'ENQUÊTE  
CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1959**

- 1960 : (1) Commission de contrôle sur la **gestion de la réunion des théâtres lyriques nationaux**  
Président : M. MASTEAU  
Rapporteur : M. PELLENC
- 1966 : (2) Commission de contrôle sur les **problèmes d'orientation dans le service public de l'enseignement**  
Président et rapporteur : M. GROS
- 1967 : (3) Commission de contrôle sur les **missions de l'ORTF**  
Président : M. DAILLY  
Rapporteur : M. DILIGENT
- 1969 : (4) Commission de contrôle sur l'**état d'exécution du V<sup>e</sup> Plan en matière d'équipement sanitaire et social**  
Président : M. GRAND  
Rapporteur : M. CHAUVIN
- 1970 : (5) Commission d'enquête sur la **conception, la construction, l'aménagement et la gestion des abattoirs de la Villette**  
Président : M. MARCILHACY  
Rapporteur : M. MIGNOT
- 1973 : (6) Commission de contrôle sur les **écoutes téléphoniques**  
Président : M. MARCILHACY  
Rapporteur : M. MONORY
- 1978 : (7) Commission d'enquête sur l'**Amoco Cadiz**  
Président : M. COLIN  
Rapporteur : M. GIRAULT
- (8) Commission d'enquête sur les **conditions financières de la production des programmes des sociétés nationales de télévision**  
Président : M. MIROUDOT  
Rapporteur : M. CLUZEL

- 1980 : (9) Commission d'enquête sur l'**industrie textile**  
Président : M. VALLON  
Rapporteur : M. PONCELET
- 1982 : (10) Commission de contrôle sur les **services de l'État chargés d'une mission de sécurité publique**  
Président : M. GIRAULT  
Rapporteur : M. TOMASINI
- (11) Commission de contrôle sur les **établissements chargés d'accueillir les personnes âgées**  
Président : M. COLIN  
Rapporteur : M. CHERIOUX
- 1983 : (12) Commission de contrôle sur le **fonctionnement des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme**  
Président : M. PELLETIER  
Rapporteur : M. MASSON
- (13) Commission d'enquête sur l'**évolution de la dette extérieure depuis 1981**  
Président : M. COLIN  
Rapporteur : M. LUCOTTE
- (14) Commission de contrôle sur l'**application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques**  
Président : M. DAILLY  
Rapporteur : M. LEGRAND
- 1984 : (15) Commission de contrôle sur la **situation en Nouvelle-Calédonie**  
Président : M. BOURGES  
Rapporteurs : MM. GIRAULT et TIZON
- (16) Commission de contrôle sur la **gestion de la S.N.C.F.**  
Président : M. FOSSET  
Rapporteur : M. MASSON
- (17) Commission de contrôle sur le **fonctionnement du service public des postes**  
Président : M. de MONTALEMBERT  
Rapporteur : M. VALLON
- (18) Commission de contrôle sur **Télédiffusion de France (T.D.F.)**  
Président : M. PINTAT  
Rapporteur : M. PASQUA

(19) Commission d'enquête sur les **conditions de conclusion des concessions de canaux de communication audiovisuelle**

Président : M. RAUSCH

Rapporteur : M. de ROHAN

- 1986 : (20) Commission d'enquête sur les **manifestations étudiantes de novembre et décembre 1986**

Président : M. TAITTINGER

Rapporteur : M. MASSON

- 1988 : (21) Commission de contrôle sur les **opérations financières sur le capital des sociétés privatisées**

Président : M. de VILLEPIN

Rapporteur : M. CHINAUD

- 1990 : (22) Commission de contrôle sur la **gestion des services relevant du ministère de l'Intérieur chargés d'assurer le maintien de l'ordre et la sécurité des personnes**

Président : M. Louis BOYER

Rapporteur : M. LANIER

(23) Commission de contrôle sur le **fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire**

Président : M. HAENEL

Rapporteur : M. ARTHUIS

(24) Commission de contrôle sur l'**organisation et le fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré**

Président : M. BLIN

Rapporteur : M. BOURDIN

(25) Commission de contrôle sur **Air France**

Président : M. CARTIGNY

Rapporteur : M. VINÇON

- 1991 : (26) Commission de contrôle sur la **mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen**

Président : M. MASSON

Rapporteur : M. de VILLEPIN

(27) Commission d'enquête sur le **fonctionnement du marché laitier**

Président : M. GRUILLOT

Rapporteur : M. DAUNAY

(28) Commission d'enquête sur le **fonctionnement des juridictions administratives**

Président : M. HAENEL

Rapporteur : M. ARTHUIS

- (29) Commission d'enquête sur le **système transfusionnel français**  
Président : M. SOURDILLE  
Rapporteur : M. HURIET
- 1992 : (30) Commission d'enquête sur les **conditions d'accueil de M. HABACHE sur le territoire français**  
Président : M. LAURENT  
Rapporteur : M. LARCHER
- (31) Commission d'enquête sur la **situation financière de la S.N.C.F.**  
Président : M. HAENEL  
Rapporteur : M. BELOT
- 1997 : (32) Commission d'enquête sur la **politique énergétique de la France**  
Président : M. VALADE  
Rapporteur : M. REVOL
- (33) Commission d'enquête sur les **grands projets d'infrastructures terrestres d'aménagement du territoire**  
Président : M. FRANCOIS-PONCET  
Rapporteur : M. LARCHER
- (34) Commission d'enquête sur les **35 heures**  
Président : M. GOURNAC  
Rapporteur : M. ARTHUIS
- (35) Commission d'enquête sur la **régularisation des « sans-papiers »**  
Président : M. MASSON  
Rapporteur : M. BALARELLO
- 1998 : (36) Commission d'enquête sur les **personnels des écoles et de l'enseignement du second degré**  
Président : M. GOUTEYRON  
Rapporteur : M. GRIGNON
- 1999 : (37) Commission d'enquête sur la conduite de la **politique de sécurité menée par l'État en Corse**  
Président : M. COURTOIS  
Rapporteur : M. GARREC
- 2000 : (38) Commission d'enquête sur les **conditions de détention dans les établissements pénitentiaires** en France  
Président : M. HYEST  
Rapporteur : M. CABANEL

(39) Commission d'enquête sur les **conditions d'utilisation des farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage** et les conséquences qui en résultent pour la santé des consommateurs

Président : M. DÉRIOT

Rapporteur : M. BIZET

- 2001 : (40) Commission d'enquête sur les **inondations de la Somme**, afin d'établir les causes et les responsabilités de ces crues, d'évaluer les coûts et de prévenir les risques d'inondation

Président : M. DENEUX

Rapporteur : M. MARTIN

- 2002 : (41) Commission d'enquête sur les diverses mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation auxquelles **les mineurs délinquants** peuvent être soumis et leur adaptation à la nécessité de réinsertion de ces mineurs

Président : M. SCHOSTECK

Rapporteur : M. CARLE

- 2003 : (42) Commission d'enquête sur la politique nationale de lutte contre les **drogues illicites**

Présidente : Mme OLIN

Rapporteur : M. PLASAIT

(43) Commission d'enquête sur la **maltraitance envers les personnes handicapées** accueillies en institution et les moyens de la prévenir

Président : M. P. BLANC

Rapporteur : M. JUILHARD

- 2005 : (44) Commission d'enquête sur **l'immigration clandestine**

Président : M. G. OTHILY (RDSE)

Rapporteur : M. F.-N. BUFFET (UMP)

- 2010 : (45) Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la **gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)** - Droit de tirage du groupe CRC-SPG<sup>1</sup>

Président : M. François AUTAIN (CRC-SPG)

Rapporteur : M. Alain MILON (UMP)

- 2012 : (46) Commission d'enquête sur **l'évasion des capitaux** et des actifs hors de France et ses incidences fiscales - Droit de tirage du groupe CRC<sup>1</sup>

Président : M. Philippe DOMINATI (UMP)

Rapporteur : M. Éric BOCQUET (CRC)

---

<sup>1</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.

(47) Commission d'enquête sur le **coût réel de l'électricité** afin d'en déterminer l'imputation aux différents agents économiques – Droit de tirage du groupe écologiste<sup>1</sup>

Président : M. Ladislav PONIATOWSKI (UMP)

Rapporteur : M. Jean DESESSARD (ÉCOLO)

- 2013 : (48) Commission d'enquête sur **l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** – Droit de tirage du groupe RDSE<sup>1</sup>

Président : M. Alain MILON (UMP)

Rapporteur : M. Jacques MÉZARD (RDSE)

(49) Commission d'enquête sur **l'efficacité de la lutte contre le dopage** – Droit de tirage du groupe socialiste<sup>1</sup>

Président : M. Jean-François HUMBERT (UMP)

Rapporteur : M. Jean-Jacques LOZACH (SOC)

(50) Commission d'enquête sur le **rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** et ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre – Droit de tirage du groupe CRC<sup>1</sup>

Président : M. François PILLET (UMP)

Rapporteur : M. Éric BOCQUET (CRC)

- 2014 : (51) Commission d'enquête sur les **modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds** – Droit de tirage du groupe socialiste<sup>1</sup>

Présidente : Mme Marie-Hélène DES ESGAULX (UMP)

Rapporteuse : Mme Virginie KLÈS (SOC)

- 2015 : (52) Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la **lutte contre les réseaux djihadistes** en France et en Europe – Droit de tirage du groupe UDI-UC<sup>1</sup>

Présidents : Mme Nathalie GOULET (UDI-UC) –  
M. André REICHARDT (UMP)

Rapporteur : M. Jean-Pierre SUEUR (SOC)

(53) Commission d'enquête sur la réalité du **détournement du crédit d'impôt recherche** de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays – Droit de tirage du groupe CRC<sup>1</sup>

Président : M. Francis DELATTRE (UMP)

Rapporteuse : Mme Brigitte GONTHIER-MAURIN (CRC)

---

<sup>1</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(54) Commission d'enquête sur le **fonctionnement du service public de l'éducation**, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession - Droit de tirage du groupe UMP<sup>1</sup>

Présidente : Mme Françoise LABORDE (RDSE)

Rapporteur : M. Jacques GROSPERRIN (UMP)

(55) Commission d'enquête sur le coût économique et financier de la **pollution de l'air** - Droit de tirage du groupe écologiste<sup>1</sup>

Président : M. Jean-François HUSSON (UMP)

Rapporteuse : Mme Leïla AÏCHI (ECOLO)

(56) Commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des **autorités administratives indépendantes** - Droit de tirage du groupe RDSE<sup>1</sup>

Présidente : Mme Marie-Hélène DES ESGAULX (UMP)

Rapporteur : M. Jacques MÉZARD (RDSE)

- 2016 : (57) Commission d'enquête sur les **chiffres du chômage en France** et dans les pays de l'**Union européenne**, ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage - Droit de tirage du groupe Les Républicains<sup>1</sup>

Présidente : Mme Anne EMERY-DUMAS (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Philippe DALLIER (Les Républicains)

- 2017 : (58) Commission d'enquête sur les **frontières européennes**, le **contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe** et l'**avenir de l'espace Schengen** - Droit de tirage du groupe Les Républicains<sup>1</sup>

Président : M. Jean-Claude REQUIER (RDSE)

Rapporteur : M. François-Noël BUFFET (Les Républicains)

(59) Commission d'enquête sur la réalité des **mesures de compensation des atteintes à la biodiversité** engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi - Droit de tirage du groupe écologiste<sup>1</sup>

Président : M. Jean-François LONGEOT (UDI-UC)

Rapporteur : M. Ronan DANTEC (Écologiste)

- 2018 : (60) Commission d'enquête sur l'**état des forces de sécurité intérieure** - Droit de tirage du groupe Les Républicains<sup>1</sup>

Président : M. Michel BOUTANT (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. François GROSDIDIER (Les Républicains)

---

<sup>1</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(61) Commission d'enquête sur l'**organisation** et les **moyens** des **services** de l'**État** pour **faire face** à l'**évolution** de la **menace terroriste** après la **chute** de l'**État Islamique** - Droit de tirage du groupe UC<sup>1</sup>

Président : M. Bernard CAZEAU (LaREM)

Rapporteur : Mme Sylvie GOY-CHAVENT (UC)

(62) Commission d'enquête sur les **mutations** de la **Haute fonction publique** et leurs **conséquences** sur le **fonctionnement** des **institutions** de la **République** - Droit de tirage du groupe CRCE<sup>1</sup>

Président : M. Vincent DELAHAYE (UC)

Rapporteur : M. Pierre-Yves COLLOMBAT (CRCE)

- 2019 : (63) Commission d'enquête sur la **souveraineté numérique** - Droit de tirage du groupe Les Républicains<sup>1</sup>

Président : M. Franck MONTAUGÉ (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Gérard LONGUET (Les Républicains)

(64) Commission d'enquête chargée d'**évaluer** l'**intervention** des **services** de l'**État** dans la **gestion** des **conséquences environnementales, sanitaires et économiques** de l'**incendie** de l'**usine Lubrizol à Rouen**

Président : M. Hervé MAUREY (UC)

Rapporteuses : Mmes Christine BONFANTI-DOSSAT (Les Républicains) et Nicole BONNEFOY (Socialiste et républicain)

(65) Commission d'enquête sur les **réponses apportées par les autorités publiques** au **développement** de la **radicalisation islamiste** et les **moyens** de la **combattre** - Droit de tirage du groupe Les Républicains<sup>1</sup>

Présidente : Mme Nathalie DELATTRE (RDSE)

Rapporteuse : Mme Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (Les Républicains)

- 2020 (66) Commission d'enquête sur les **problèmes sanitaires et écologiques liés** aux **pollutions** des **sols** qui ont accueilli des **activités industrielles** ou **minières**, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols - Droit de tirage du groupe socialiste et républicain<sup>1</sup>

Président : M. Laurent LAFON (UC)

Rapporteuse : Mme Gisèle JOURDA (Socialiste et républicain)

(67) Commission d'enquête sur le **contrôle**, la **régulation** et l'**évolution** des **concessions autoroutières**- Droit de tirage du groupe Union centriste<sup>1</sup>

Président : M. Éric JEANSANNETAS (RDSE)

Rapporteur : M. Vincent DELAHAYE (UC)

---

<sup>1</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(68) Commission d'enquête pour l'évaluation des **politiques publiques face aux grandes pandémies** à la **lumière** de la **crise sanitaire** de la **covid-19** et de sa **gestion**

Président : M. Alain MILON (Les Républicains)

Rapporteurs : Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains),  
M. Bernard JOMIER (Socialiste et républicain) et  
Mme Sylvie VERMEILLET (UC)

2021

(69) Commission d'enquête sur l'**influence croissante** des **cabinets de conseil privés sur les politiques publiques** <sup>1</sup>

Président : M. Arnaud BAZIN (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Éliane ASSASSI (CRCE)

(70) Commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une **concentration** dans les **médias en France**, et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la **démocratie** <sup>1</sup>

Président : M. Laurent LAFON (UC)

Rapporteur : M. David ASSOULINE (SER)

(71) Commission d'enquête sur **la situation de l'hôpital et le système de santé en France** <sup>1</sup>

Président : M. Bernard JOMIER (SER)

Rapporteur : Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains)

---

<sup>1</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

*O. LISTE DES 91 MISSIONS D'INFORMATION CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1969*

- 1969 : (1) Mission d'information sur l'étude de l'ensemble des questions nucléaires  
Président : M. COUDE DU FORESTO  
Rapporteurs : MM. ARMENGAUD, CHAUTY, HOUDET, MAURICE-BOKANOWSKI et VERILLON
- 1971 : (2) Mission d'information sur la régularité de la gestion de l'O.R.T.F. et les relations entretenues par cet organisme avec diverses entreprises publiques ou semi-publiques dans le domaine de la publicité  
Président : M. CAILLAVET  
Rapporteur : M. DILIGENT
- 1977 : (3) Mission d'information sur les enjeux et les conditions des équilibres extérieurs de la France
- 1979 : (4) Mission d'information sur les perspectives des équilibres extérieurs de la France dans le nouvel environnement international
- 1980 : (5) Mission d'information sur l'industrie automobile et son avenir  
Président : M. BRACONNIER  
Rapporteur : Mme Brigitte GROS
- 1983 : (6) Mission d'information sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation et dressant un premier bilan  
Président : M. HOEFFEL  
Rapporteur : M. PONCELET
- 1984 : (7) Mission d'information sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation (2<sup>ème</sup> bilan)  
Président : M. HOEFFEL  
Rapporteur : M. PONCELET
- 1986 : (8) Mission d'information sur l'avenir des télécommunications en France et en Europe  
Président : M. LAFFITTE  
Rapporteur : M. RAUSCH
- 1988 : (9) Mission d'information sur la situation matérielle et professionnelle des personnels soignants non médecins des établissements hospitaliers publics, privés et privés à but non lucratif et sur la qualité de la vie en milieu hospitalier et les moyens de les améliorer  
Président : M. HURIET  
Rapporteur : M. DESCOURS

- 1989 : (10) Mission d'information sur les **problèmes posés par l'avenir de l'espace rural français et les propositions d'éléments d'une politique d'aménagement**  
Président : M. FRANCOIS-PONCET  
Rapporteur : MM. HAENEL, HUCHON et du LUART
- (11) Mission d'information sur les **problèmes posés par l'immigration en France et les propositions d'éléments d'une politique d'intégration**  
Président : M. CHERIOUX  
Rapporteur : M. THYRAUD
- 1990 : (12) Mission d'information sur le **déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation (3<sup>ème</sup> bilan)**  
Président : M. PASQUA  
Rapporteur : M. HOEFFEL
- 1991 : (13) Mission d'information sur les **conditions de la gestion technique, administrative et financière de la transfusion sanguine en France et les moyens de l'améliorer, notamment dans le respect des principes du don bénévole de sang**  
Président : M. SOURDILLE  
Rapporteur : M. HURIET
- (14) Mission d'information sur la **mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985**  
Président : M. P. MASSON  
Rapporteur : M. de VILLEPIN
- 1992 : (15) Mission d'information sur les **problèmes de l'aménagement du territoire**  
Président : M. FRANCOIS-PONCET  
Rapporteurs : MM. LARCHER, HUCHON, du LUART et PERREIN
- (16) Mission d'information sur la **télévision éducative**  
Président : M. LAFFITTE  
Rapporteur : M. TREGOUET
- 1994 : (17) Mission d'information sur les **conditions de sécurité du transport maritime et les risques de pollution du littoral**  
Président : M. de CATUELAN  
Rapporteur : M. J.F. LE GRAND
- 1996 : (18) Mission d'information sur la **contribution des nouvelles technologies de l'information au développement économique, social et culturel de la France**  
Président : M. LAFFITTE  
Rapporteur : M. JOYANDET assisté de MM. HERISSON et TÜRK

- 1996 : (19) Mission d'information sur la **place et le rôle des femmes dans la vie publique**
  - Président : Mme OLIN
  - Rapporteur : M. RICHERT
  
- 1998 : (20) Mission d'information sur le **bilan de la décentralisation et les améliorations de nature à faciliter l'exercice des compétences locales**
  - Président : M. DELEVOYE
  - Rapporteur : M. MERCIER
  
- 2000 : (21) Mission d'information sur les **questions liées à la marée noire provoquée par le naufrage du navire Erika**
  - Président : Mme HEINIS
  - Rapporteur : M. de RICHEMONT

(22) Mission d'information sur les **questions liées à l'expatriation des compétences, des capitaux et des entreprises**

  - Président : M. BADRÉ
  - Rapporteur : M. FERRAND
  
- 2002 : (23) Mission d'information chargée de dresser un **bilan de la politique de la montagne**
  - Président : M. J. BLANC
  - Rapporteur : M. AMOUDRY
  
- 2003 : (24) Mission d'information sur **la France et les Français face à la canicule : les leçons d'une crise**
  - Président : M. PELLETIER
  - Rapporteurs : MM. FLANDRE et LEPELTIER, Mme LÉTARD
  
- 2005 : (25) Mission d'information sur le bilan et les conséquences de la **contamination par l'amiante**
  - Président : M. VANLERENBERGHE (UC-UDF)
  - Rapporteur : M. DÉRIOT (UMP)

(26) Mission d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des **politiques conduites envers les quartiers en difficulté** depuis une quinzaine d'années

  - Président : M. TÜRK (NI)
  - Rapporteur : M. P. ANDRÉ (UMP)
  
- 2006 : (27) Mission d'information sur la **notion de centre de décision économique** et les conséquences qui s'attachent, dans ce domaine, à l'attractivité du territoire national
  - Président : M. MARINI (UMP)
  - Rapporteur : M. C. GAUDIN (UC-UDF)

- 2007 : (28) Mission d'information sur **le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle**  
Président : M. CARLE (UMP)  
Rapporteurs : M. SEILLIER (RDSE), Mmes DEMONTÈS (SOC) et DINI (UC-UDF)
- (29) Mission d'information sur la **sécurité d'approvisionnement électrique de la France** et les moyens de la préserver  
Président : M. SIDO (UMP)  
Rapporteurs : MM. PASTOR (SOC), DENEUX (UC-UDF) et BILLOUT (CRC)
- (30) Mission d'information sur la **prise en charge de la dépendance** et la création du cinquième risque  
Président : M. MARINI (UMP)  
Rapporteur : M. VASSELLE (UMP)
- 2008 : (31) Mission d'information sur **les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion**  
Président : M. DEMUYNCK (UMP)  
Rapporteur : M. SEILLIER (RDSE)
- (32) Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales  
Président : M. BELOT (UMP)  
Rapporteurs : Mme GOURAULT (UC) et M. KRATTINGER (SOC)
- 2009 : (33) Mission d'information sur la situation des **départements d'outre-mer**  
Président : M. S. LARCHER (App. SOC)  
Rapporteur : M. DOLIGÉ (UMP)
- (34) Mission d'information sur la **politique en faveur des jeunes**  
Président : Mme LE TEXIER (SOC)  
Rapporteur : M. DEMUYNCK (UMP)
- 2009 : (35) Mission commune d'information sur le **traitement des déchets - Droit de tirage du groupe UC<sup>1</sup>**  
Président : M. BRAYE (UMP)  
Rapporteur : M. SOULAGE (UC)
- 2010 : (36) Mission commune d'information sur **les conséquences de la tempête Xynthia**  
Président : M. RETAILLEAU (NI)  
Rapporteur : M. ANZIANI (SOC)

---

<sup>1</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.

(37) Mission commune d'information sur la **désindustrialisation des territoires** - Droit de tirage du groupe socialiste<sup>1</sup>

Président : M. BOURQUIN (SOC)

Rapporteur : M. CHATILLON (Ratt. UMP)

(38) Mission commune d'information Assemblée/Sénat sur les **toxicomanies**

Président : M. François PILLET (pour le Sénat) (UMP)

Rapporteur : M. Gilbert BARBIER (pour le Sénat) (RDSE)

(39) Mission commune d'information sur **l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation** - Droit de tirage du groupe UMP<sup>1</sup>

Président : M. Serge LAGAUCHE (SOC)

Rapporteur : M. Jean-Claude CARLE (UMP)

- 2011 : (40) Mission commune d'information sur le « **Mediator** »

Président : M. François AUTAIN (CRC-SPG)

Rapporteur : Mme Marie-Thérèse HERMANGE (UMP)

(41) Mission commune d'information sur la **Révision générale des politiques publiques** - Droit de tirage du groupe socialiste<sup>1</sup>

Président : M. François PATRIAT (SOC)

Rapporteur : M. Dominique de LEGGE (UMP)

(42) Mission commune d'information sur « **Pôle emploi** »

Président : M. Claude JEANNEROT (SOC)

Rapporteur : M. Jean-Paul ALDUY (UMP)

(43) Mission commune d'information sur les **conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - Droit de tirage du groupe RDSE<sup>1</sup>

Président : Mme Anne-Marie ESCOFFIER (RDSE)

Rapporteur : M. Charles GUENÉ (UMP)

- 2012 : (44) Mission commune d'information sur **les inondations qui se sont produites dans le Var** et, plus largement, dans le Sud-Est de la France au mois de novembre 2011

Président : M. Louis NÈGRE (UMP)

Rapporteur : M. Pierre-Yves COLLOMBAT (RDSE)

(45) Mission commune d'information sur les **dispositifs médicaux implantables** et les interventions à visées esthétiques - Droit de tirage du groupe UMP<sup>1</sup>

Présidente : Mme Chantal JOUANNO (UMP)

Rapporteur : M. Bernard CAZEAU (SOC)

(46) Mission commune d'information sur **les pesticides et leur impact sur la santé** et l'environnement - Droit de tirage du groupe socialiste<sup>1</sup>

Présidente : Mme Sophie PRIMAS (UMP)

Rapporteuse : Mme Nicole BONNEFOY (SOC)

(47) Mission commune d'information sur le fonctionnement, la méthodologie et la crédibilité **des agences de notation** - Droit de tirage du groupe UCR<sup>1</sup>

Présidente : Mme Frédérique ESPAGNAC (SOC)

Rapporteur : M. Aymeri de MONTESQUIOU (UCR)

(48) Mission commune d'information sur la **filière viande** en **France** et en **Europe** - Droit de tirage du groupe UDI-UC<sup>1</sup>

Présidente : Mme Bernadette BOURZAI (SOC)

Rapporteuse : Mme Sylvie GOY-CHAVENT (UDI-UC)

- 2013 : (49) Mission commune d'information sur l'**action extérieure** de la **France** en matière de **recherche** et de **développement** - Droit de tirage du groupe écologiste<sup>1</sup>

Président : M. Henri de RAINCOURT (UMP)

Rapporteuse : Mme Kalliopi ANGO ELA (ÉCOLO)

(50) Mission commune d'information sur l'avenir de l'**organisation décentralisée** de la **République** - Droit de tirage du groupe UMP<sup>1</sup>

Président : M. Jean-Pierre RAFFARIN (UMP)

Rapporteur : M. Yves KRATTINGER (SOC)

- 2014 : (51) Mission commune d'information sur le **sport professionnel** et les **collectivités territoriales** - Droit de tirage du groupe RDSE<sup>1</sup>

Président : M. Michel SAVIN (UMP)

Rapporteur : M. Stéphane MAZARS (RDSE)

(52) Mission commune d'information sur la réforme des **rythmes scolaires** - Droit de tirage du groupe UMP<sup>1</sup>

Présidente : Mme Catherine TROENDLÉ (UMP)

Rapporteuse : Mme Françoise CARTRON (SOC)

(53) Mission commune d'information sur le **nouveau rôle** et la **nouvelle stratégie** pour l'**Union européenne** dans la **gouvernance mondiale** de l'**Internet** - Droit de tirage du groupe UDI-UC<sup>1</sup>

Président : M. Gaëtan GORCE (SOC)

Rapporteuse : Mme Catherine MORIN-DESAILLY (UDI-UC)

(54) Mission commune d'information sur l'**accès** aux **documents administratifs** et aux **données publiques** - Droit de tirage du groupe écologiste<sup>1</sup>

Président : M. Jean-Jacques HYEST (UMP)

Rapporteuse : Mme Corinne BOUCHOUX (Écologiste)

---

<sup>1</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(55) Mission commune d'information sur la réalité de l'**impact** sur l'**emploi** des **exonérations de cotisations sociales** accordées aux **entreprises** - Droit de tirage du groupe CRC<sup>1</sup>

Président : M. Charles GUENÉ (UMP)

Rapporteuse : Mme Michelle DEMESSINE (CRC)

- 2015 : (56) Mission commune d'information sur la commande publique - Droit de tirage du groupe socialiste<sup>1</sup>

Président : M. Philippe BONNECARRÈRE (UDI-UC)

Rapporteur : M. Martial BOURQUIN (SOC)

(57) Mission d'information sur l'**organisation**, la **place** et le **financement** de l'**Islam** en **France** et de ses **lieux de culte** - Droit de tirage du groupe UDI-UC<sup>1</sup>

Présidente : Mme Corinne FÉRET (Socialiste et républicain)

Rapporteur : Mme Nathalie GOULET (UDI-UC)

Co-rapporteur : M. André REICHARDT (Les Républicains)

- 2016 : (58) Mission d'information sur la **position** de la **France** à l'égard de l'**accord** de mars 2016 entre l'**Union européenne** et la **Turquie** relatif à la **crise** des **réfugiés** et sur les **conditions** de **mise en œuvre** de cet accord - Droit de tirage du groupe Communiste républicain et citoyen<sup>11</sup>

Président : M. Jacques LEGENDRE (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel BILLOUT (CRC)

(59) Mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France - Droit de tirage du groupe socialiste et républicain<sup>1</sup>

Président : M. Jean-Marie VANLERENBERGHE (UDI-UC)

Rapporteur : M. Daniel PERCHERON (Socialiste et républicain)

(60) Mission d'information sur l'**inventaire** et le **devenir** des **matériaux** et **composants** des **téléphones mobiles** - Droit de tirage du groupe écologiste<sup>1</sup>

Président : M. Jean-François LONGEOT (UDI-UC)

Rapporteuse : Mme Marie-Christine BLANDIN (Écologiste)

- 2017 : (61) Mission d'information sur la **situation** de la **psychiatrie** des **mineurs** en **France** - Droit de tirage du groupe RDSE<sup>1</sup>

Président : M. Alain MILON (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel AMIEL (RDSE)

---

<sup>1</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(62) Mission d'information sur : « **Démocratie représentative, démocratie participative, démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 ?** » – Droit de tirage du groupe UDI-UC<sup>1</sup>

Président : M. Henri CABANEL (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Philippe BONNECARRÈRE (UDI-UC)

- 2018 : (63) Mission d'information sur **Alstom** et la **stratégie industrielle** du pays – Droit de tirage du groupe socialiste et républicain<sup>1</sup>

Président : M. Alain CHATILLON (Les Républicains)

Rapporteur : M. Martial BOURQUIN (Socialiste et républicain)

(64) Mission d'information sur la **réinsertion** des **mineurs enfermés** – Droit de tirage du groupe LaREM<sup>1</sup>

Présidente : Mme Catherine TROENDLÉ (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel AMIEL (LaREM)

(65) Mission d'information sur le **développement** de l'**herboristerie** et des **plantes médicinales**, des **filières** et **métiers d'avenir** – Droit de tirage du groupe RDSE<sup>1</sup>

Présidente : Mme Corinne IMBERT (Les Républicains)

Rapporteur : M. Joël LABBÉ (RDSE)

(66) Mission d'information sur la **pénurie** de **médicaments** et de **vaccins** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants<sup>1</sup>

Président : M. Yves DAUDIGNY (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Jean-Pierre DECOOL (Les Indépendants)

2019 : (67) Mission commune d'information sur les **politiques publiques** de **prévention**, de **détection**, d'**organisation des signalements** et de **répression** des **infractions sexuelles** susceptibles d'être commises par des **personnes en contact avec des mineurs** dans le cadre de l'exercice de leur métier ou de leurs fonctions

Présidente : Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains)

Rapporteurs : Mmes Marie MERCIER (Les Républicains),  
Michelle MEUNIER (Socialiste et républicain) et  
Dominique VÉRIEN (Union Centriste)

(68) Mission d'information sur la **gestion** des **risques climatiques** et l'**évolution** de nos **régimes d'indemnisation** – Droit de tirage du groupe socialiste et républicain<sup>1</sup>

Président : M. Michel VASPART (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Nicole BONNEFOY (Socialiste et républicain)

---

<sup>1</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(69) Mission d'information sur le thème : « **Enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI<sup>ème</sup> siècle** : opportunité de croissance et de développement » – Droit de tirage du groupe UC<sup>1</sup>

Président : M. Franck MENONVILLE (Les Indépendants)

Rapporteuse : Mme Valérie LÉTARD (Union Centriste)

(70) Mission d'information sur le thème : « **Gratuité des transports collectifs** : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » – Droit de tirage du groupe CRCE<sup>1</sup>

Présidente : Mme Michèle VULLIEN (Union Centriste)

Rapporteur : M. Guillaume GONTARD (CRCE)

(71) Mission d'information sur les **transports aériens** et **l'aménagement des territoires** – Droit de tirage du groupe RDSE<sup>1</sup>

Président : M. Vincent CAPO-CANELLAS (Union Centriste)

Rapporteuse : Mme Josiane COSTES (RDSE)

(72) Mission d'information sur la **sous-utilisation chronique des fonds européens** en France – Droit de tirage du groupe Les Indépendants<sup>1</sup>

Présidente : Mme Laurence HARRIBEY (Socialiste et républicain)

Rapporteuse : Mme Colette MÉLOT (Les Indépendants)

(73) Mission commune d'information relative au **sauvetage en mer** et à la **sécurité maritime**

Présidente : Mme Corinne FÉRET (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Didier MANDELLI (Les Républicains)

2020 :

(74) Mission d'information « **Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain ?** » – Droit de tirage du groupe CRCE<sup>1</sup>

Président : M. Arnaud BAZIN (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Cécile CUKIERMAN (CRCE)

(75) Mission d'information « **Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique** » – Droit de tirage du groupe RDSE<sup>1</sup>

Président : M. Jean-Marie MIZZON (UC)

Rapporteur : M. Raymond VALL (RDSE)

(76) Mission d'information sur le **fonctionnement** et **l'organisation des fédérations sportives** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants<sup>1</sup>

Président : M. Jean-Jacques LOZACH (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Alain FOUCHÉ (Les Indépendants)

(77) Mission d'information sur le **trafic de stupéfiants en provenance de Guyane** – Droit de tirage du groupe La République En Marche<sup>1</sup>

Président : M. Olivier CIGOLOTTI (UC)

Rapporteur : M. Antoine KARAM (LaREM)

2021 : (78) Mission d'information **destinée à évaluer les effets des mesures prises ou envisagées en matière de confinement ou de restrictions d'activités**

Président : M. Bernard JOMIER (SER)

Rapporteurs : M. Jean-Michel ARNAUD (UC)  
et M. Roger KAROUTCHI (Les Républicains)

(79) Mission d'information sur les **conditions de la vie étudiante** – Droit de tirage du groupe UC<sup>1</sup>

Président : M. Pierre OUZOULIAS (CRCE)

Rapporteur : M. Laurent LAFON (UC)

(80) Mission d'information sur **l'évolution et la lutte contre la précarisation et la paupérisation d'une partie des Français** – Droit de tirage du groupe Les Républicains<sup>1</sup>

Présidente : Mme Annie LE HOUEROU (SER)

Rapporteur : Mme Frédérique PUISSAT (Les Républicains)

(81) Mission d'information sur le **harcèlement scolaire et le cyberharcèlement** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants<sup>1</sup>

Présidente : Mme Sabine VAN HEGHE (SER)

Rapporteuse : Mme Colette MÉLOT (Les Indépendants)

(82) Mission d'information sur **l'ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ?** – Droit de tirage du groupe CRCE<sup>1</sup>

Présidente : Mme Martine BERTHET (Les Républicains)

Rapporteur : M. Pascal SAVOLDELLI (CRCE)

(83) Mission d'information sur la **politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse** – Droit de tirage du groupe SER<sup>1</sup>

Président : M. Jean HINGRAY (UC)

Rapporteuse : Mme Monique LUBIN (SER)

(84) Mission d'information sur « La **méthanisation** dans le **mix énergétique : enjeux et impacts** » – Droit de tirage du groupe GEST<sup>1</sup>

Président : M. Pierre CUYPERS (Les Républicains)

Rapporteur : M. Daniel SALMON (GEST)

---

<sup>1</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(85) Mission d'information sur **l'enseignement agricole, outil indispensable** au cœur des **enjeux** de nos **filières agricoles** – Droit de tirage du groupe RDSE <sup>1</sup>

Président : M. Jean-Marc BOYER (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Nathalie DELATTRE (RDSE)

(86) Mission d'information les **influences étatiques extra-européennes** dans le **monde universitaire** et **académique français** et leurs **incidences** – Droit de tirage du groupe RDPI <sup>1</sup>

Président : M. Étienne BLANC (Les Républicains)

Rapporteur : M. André GATTOLIN (RDPI)

(87) Mission d'information sur le thème « **Comment redynamiser la culture citoyenne ?** » – Droit de tirage du groupe RDSE <sup>1</sup>

Président : M. Stéphane PIEDNOIR (Les Républicains)

Rapporteur : M. Henri CABANEL (RDSE)

(88) Mission d'information sur le thème « **Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXI<sup>e</sup> siècle** » – Droit de tirage du groupe EST <sup>1</sup>

Président : M. Guillaume CHEVROLLIER (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Mélanie VOGEL (GEST)

(89) Mission d'information sur la **judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ?** – Droit de tirage du groupe UC <sup>1</sup>

Présidente : Mme Cécile CUKIERMAN (CRCE)

Rapporteur : M. Philippe BONNECARRÈRE (UC)

(90) Mission d'information sur le thème « **Excellence de la recherche/innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française** » – Droit de tirage du groupe Les Indépendants <sup>1</sup>

Président : M. Christian REDON-SARRAZY (SER)

Rapporteur : Mme Vanina PAOLI-GAGIN (Les Indépendants)

(91) Mission d'information sur « **L'exploration, la protection et l'exploitation des fonds marins : quelle stratégie pour la France ?** » – Droit de tirage du groupe RDPI <sup>1</sup>

Président : M. Michel CANÉVET (UC)

Rapporteur : M. Teva ROHFRIETSCH (RDPI)

---

<sup>1</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

## V. CALENDRIERS DE LA SESSION 2021-2022

### A. DATES DES RÉUNIONS DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

DATE	HEURE
mercredi 13 octobre 2021	14 h 00
mardi 2 novembre 2021	18 h 30
mardi 23 novembre 2021	17 h 30
mercredi 1 <sup>er</sup> décembre 2021	18 h 00
mercredi 5 janvier 2022	18 h 30
mercredi 12 janvier 2022	17 h 00
mercredi 19 janvier 2022	16 h 30
mardi 8 février 2022	18 h 00
jeudi 30 juin 2022	10 h 00
mardi 19 juillet 2022	18 h 00
mardi 26 juillet 2022	18 h 00
mercredi 21 septembre 2022	15 h 00

### B. DATE DES ESPACES RÉSERVÉS ET DES SÉANCES DE QUESTIONS

<u>Octobre 2021</u>	
mercredi 6 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement
jeudi 7 octobre	Questions orales
mercredi 13 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé du groupe SER
jeudi 14 octobre	Espace réservé du groupe GEST
	Espace réservé du groupe RDSE
mardi 19 octobre	Questions orales
mercredi 20 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 27 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement

<u>Novembre 2021</u>	
mercredi 3 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé du groupe RDPI
jeudi 4 novembre	Espace réservé du groupe SER
	Espace réservé du groupe Les Indépendants
mercredi 10 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 17 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 24 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 30 novembre	Questions orales

<b>Décembre 2021</b>	
mercredi 1 décembre	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 8 décembre	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé du groupe UC
jeudi 9 décembre	Espace réservé du groupe CRCE
	Espace réservé du groupe SER
mardi 14 décembre	Questions orales
mercredi 15 décembre	Questions d'actualité au Gouvernement

<b>Janvier 2022</b>	
mercredi 5 janvier	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 12 janvier	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé du groupe RDPI
jeudi 13 janvier	Espace réservé du groupe UC
mardi 18 janvier	Questions orales
mercredi 19 janvier	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 25 janvier	Questions orales
mercredi 26 janvier	Questions d'actualité au Gouvernement

<b>Février 2022</b>	
mercredi 2 février	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé du groupe UC
jeudi 3 février	Questions orales
mercredi 9 février	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 15 février	Questions orales
mercredi 16 février	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 23 février	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé du groupe SER

<b>Juillet 2022</b>	
mercredi 13 juillet	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 20 juillet	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 27 juillet	Questions d'actualité au Gouvernement

<b>Août 2022</b>	
mardi 2 août	Questions orales

C. CALENDRIER DE LA SESSION 2021-2022

CALENDRIER DE LA SESSION 2021-2022  
(SEMAINES DU GOUVERNEMENT ET SEMAINES SÉNATORIALES, QUESTIONS, ESPACES RÉSERVÉS AUX GROUPES)  
adopté par la Conférence des Présidents le 20 juillet 2021 et modifié le 23 novembre 2021, les 4 et 5 janvier 2022 et le 25 février 2022

Octobre 2021	Novembre 2021	Décembre 2021	Janvier 2022	Février 2022	Mars 2022	Avril 2022	Mai 2022	Juin 2022
ven 01	lun 01	mar 01	sam 01	mar 01	mar 01	ven 01	dim 01	mar 01
sam 02	mar 02	jeu 02	dim 02	mer 02	mer 02	sam 02	lan 02	jeu 02
dim 03	mer 03	ven 03	lan 03	jeu 03	jeu 03	dim 03	mer 03	ven 03
lan 04	jeu 04	ser 04	mar 04	ven 04	ven 04	lan 04	mer 04	sam 04
mar 05	ven 05	dim 05	mer 05	sam 05	mar 05	mer 05	jeu 05	dim 05
mer 06	sam 06	lan 06	jeu 06	dim 06	mer 06	mer 06	ven 06	lun 06
jeu 07	dim 07	mar 07	ven 07	lan 07	lan 07	jeu 07	sam 07	mar 07
ven 08	lan 08	mer 08	mar 08	mer 08	mer 08	ven 08	dim 08	mer 08
sam 09	mer 09	jeu 09	jeu 09	mer 09	mer 09	sam 09	lan 09	jeu 09
dim 10	mer 10	ven 10	lan 10	jeu 10	jeu 10	dim 10	mer 10	ven 10
lan 11	jeu 11	ser 11	mer 11	ven 11	ven 11	lan 11	mer 11	sam 11
mar 12	ven 12	dim 12	mer 12	sam 12	mar 12	mar 12	jeu 12	dim 12
mer 13	sam 13	lan 13	jeu 13	dim 13	mer 13	mer 13	ven 13	lan 13
jeu 14	dim 14	mar 14	ven 14	lan 14	lan 14	jeu 14	sam 14	mer 14
ven 15	lan 15	mer 15	mer 15	mer 15	mer 15	ven 15	dim 15	mer 15
sam 16	mer 16	jeu 16	jeu 16	mer 16	mer 16	sam 16	lan 16	jeu 16
dim 17	mer 17	ven 17	lan 17	jeu 17	jeu 17	dim 17	mer 17	ven 17
lan 18	jeu 18	ser 18	mer 18	ven 18	ven 18	lan 18	mer 18	sam 18
mer 19	ven 19	dim 19	mer 19	sam 19	mer 19	mer 19	jeu 19	dim 19
mer 20	sam 20	lan 20	jeu 20	dim 20	mer 20	mer 20	ven 20	lan 20
jeu 21	dim 21	mar 21	ven 21	lan 21	lan 21	jeu 21	sam 21	mer 21
ven 22	lan 22	mer 22	mer 22	mer 22	mer 22	ven 22	dim 22	mer 22
sam 23	mer 23	jeu 23	dim 23	mer 23	mer 23	sam 23	lan 23	jeu 23
dim 24	mer 24	ven 24	lan 24	jeu 24	jeu 24	dim 24	mer 24	ven 24
lan 25	jeu 25	sam 25	mer 25	ven 25	ven 25	lan 25	mer 25	sam 25
mer 26	ven 26	dim 26	mer 26	mer 26	mer 26	mer 26	jeu 26	dim 26
mer 27	sam 27	lan 27	jeu 27	dim 27	mer 27	mer 27	ven 27	lan 27
jeu 28	dim 28	mer 28	ven 28	lan 28	lan 28	jeu 28	sam 28	mer 28
ven 29	lan 29	mer 29	mer 29	mer 29	mer 29	ven 29	dim 29	mer 29
sam 30	mer 30	jeu 30	dim 30	jeu 30	mer 30	sam 30	lan 30	mer 30
dim 31		lan 31	mer 31		jeu 31		mer 31	

Semaines du Gouvernement
Semaines de contrôle
P.F.S.S
P.F.
Suspension des travaux en séance plénière
13 espaces réservés aux groupes politiques

Semaines du Sénat
18 vacances de QD
18 vacances de QAG